
Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 12 FÉVRIER 1903.

Projet de loi relatif aux formalités et à la procédure de l'expropriation pour cause d'utilité publique.

EXPOSÉ DES MOTIFS.

MESSIEURS,

La procédure établie en matière d'expropriation pour cause d'utilité publique par les lois du 17 avril 1835 et du 27 mai 1870 devait avoir pour effet d'amener, aussi rapidement et aussi économiquement que possible, la prise de possession des immeubles nécessaires à l'exécution des travaux d'utilité publique, sans que les garanties assurées par la Constitution à la propriété individuelle s'en trouvassent affaiblies. L'expérience démontre que ce but n'a été qu'imparfaitement atteint. Aussi le Gouvernement croit-il devoir soumettre aux délibérations des Chambres législatives un projet de loi, afin de parer aux inconvénients qui résultent des déficiences et des lacunes de la législation actuelle.

Le projet, indépendamment des modifications qu'il apporte à la législation en vigueur, contient une codification complète des lois de 1835 et de 1870. Il a paru utile de rassembler dans un ordre clair et logique les dispositions qui régissent la matière, à l'instar de la loi du 8 mars 1810 qui formait, avant 1835, le code de l'expropriation pour cause d'utilité publique.

En ce qui concerne les innovations proposées, elles peuvent — sans parler des changements de pure forme ou de rédaction destinés à mettre en harmonie les articles codifiés des lois de 1835 et de 1870 — être ramenées à quatre catégories de dispositions :

Celles qui tendent directement à accélérer la marche de la procédure ;

Celles qui visent à combler les lacunes de la législation ;

Celles qui ont pour objet la solution de certaines questions controversées ;

Enfin, des dispositions d'ordre purement fiscal.

I.

Les réformes dont l'objet est d'accélérer la marche de la procédure sont au nombre de cinq :

1° Réduction de la durée du délai de réassignation, réduction que la célérité croissante des moyens de transport et de correspondance rend possible aujourd'hui sans risquer de compromettre les droits des parties (art. 36).

Une innovation importante, consacrée par l'article 52 du projet, se rattache à cet ordre d'idées. C'est l'abréviation du délai pour interjeter appel des jugements visés au premier alinéa de cet article.

Le délai ordinaire de trois mois, principe général de notre procédure civile, apparaît manifestement excessif quand il s'agit d'expropriation. Il présente, en pareille matière, le double inconvénient d'excéder les limites de ce que la nécessité exige pour permettre aux parties de se prononcer en pleine connaissance de cause sur l'opportunité de l'appel, et de prolonger au delà du temps indispensable pour la personne expropriée la période, toujours pénible, d'incertitude et de perplexité.

2° Prescription de délais nouveaux. Ces délais sont prescrits à une double fin. La première est de prévenir les retards que pourrait occasionner l'inaction des parties ou des experts (art. 43, 44 et 54, dernier alinéa). La seconde est de limiter à la mesure reconnue suffisante par l'expérience, le temps accordé aux juges pour statuer (art. 46).

3° Suppression des mesures de publicité dispendieuses et reconnues sans utilité réelle. C'est ainsi que les exploits d'assignation ne devront plus être insérés dans les journaux ni affichés à la principale porte de l'église et de la maison communale, et qu'il n'en sera plus remis copie au bourgmestre. Ces mesures ont été remplacées par d'autres plus expéditives, moins coûteuses et plus efficaces (art. 34). En outre, les exploits d'assignation mentionneront l'obligation pour les propriétaires et usufruitiers d'appeler en cause les tiers intéressés (art. 35).

4° Adoption d'un nouveau mode de désignation des experts pour les expropriations qui doivent donner lieu à de nombreuses expertises. Le tribunal pourra, sur la réquisition du procureur du Roi, nommer plusieurs collègues d'experts auxquels il aura recours, sauf exception motivée, pour la détermination des indemnités (art. 41).

5° Adoption de la lettre recommandée à la poste pour les informations et notifications aux parties, à l'exemple des articles 45 et 122 de la loi électorale du 12 avril 1894 (art. 3, 30, 62 et 82).

II.

L'objet des dispositions de la deuxième catégorie, et ce sont les plus nombreuses, est de compléter la législation actuelle sur divers points importants où son insuffisance a été reconnue.

Ces dispositions concernent :

- 1° Les droits qui peuvent être soumis à l'expropriation;
- 2° L'institution d'une procédure d'arbitrage;

3° Diverses règles dérogatoires au droit commun, relatives aux cessions amiables et aux conventions d'arbitrage;

4° Le paiement de l'indemnité;

5° La procédure d'urgence;

6° Le règlement des frais et dépens;

7° La fixation du prix de la rétrocession.

* * *

1° En vertu de l'article 1^{er}, l'expropriant pourra désormais poursuivre la suppression d'un droit réel immobilier quelconque, d'un droit de bail, d'antichrèse ou de tout autre droit personnel se rattachant à un immeuble, soit que le fonds grevé ne doive pas être acquis pour la réalisation du but d'utilité publique à atteindre, soit que l'expropriant ait déjà la propriété de ce fonds pour l'avoir acquise à l'amiable en vue de l'exécution du travail projeté ou à tout autre titre, ou pour l'avoir expropriée en usant de la faculté introduite dans l'article 55.

Ce dernier article reconnaît à l'expropriant une faculté que les lois actuelles ne lui accordent pas, celle de suspendre pendant un délai plus ou moins prolongé après l'expropriation l'extinction des droits réels ou personnels que des tiers peuvent posséder sur l'immeuble exproprié. La résolution immédiate de ces droits au moment de l'expropriation aboutit à des conséquences fort préjudiciables à l'expropriant lorsque la zone à occuper est très étendue et que les acquisitions doivent nécessairement prendre un temps assez long. Dans ce cas, l'expropriant ne peut attendre pour commencer les poursuites en expropriation le moment où les travaux doivent être entamés; à moins de passer par toutes les exigences des propriétaires, dans le but d'aboutir à une entente amiable permettant le maintien des baux et autres droits visés à l'article 55, il se trouve dans l'obligation de payer des indemnités souvent très élevées du chef de la suppression de droits qui peuvent être respectés provisoirement sans aucun inconvénient.

Il va sans dire que parmi les droits dont l'article 1^{er} autorise l'extinction par voie d'expropriation, il ne faut pas comprendre ceux que les pouvoirs publics peuvent modifier ou supprimer d'autorité, tels que les droits de vue et d'issue que les particuliers ont sur la voirie; le droit des usiniers à l'usage des eaux des cours d'eau navigables et non navigables, dont la dépossession fait l'objet de l'article 48 de la loi du 16 septembre 1807, etc. Les cas où l'Administration peut agir d'autorité ne rentrant pas dans les termes de l'article 11 de la Constitution, la loi d'expropriation leur est étrangère et les indemnités qui peuvent être dues sont à fixer d'après les règles du droit commun.

L'article 1^{er} autorise aussi l'établissement, par voie d'expropriation, de servitudes réelles sur les fonds privés.

Aujourd'hui, la création d'une servitude reconnue d'utilité publique n'est possible que moyennant accord amiable avec le propriétaire du fonds sur lequel la servitude doit être établie. A défaut de pareil accord, — et les propriétaires élèvent parfois des exigences inacceptables, — il faut procéder à

l'expropriation de la propriété du fonds. Celui-ci, après avoir été grevé de la servitude jugée nécessaire, doit être revendu à notable perte.

Qui n'aperçoit aussitôt les défauts de pareil système, les charges qu'il entraîne pour les finances publiques, son caractère antijuridique. Il conduit, en effet, à provoquer des expropriations que l'utilité publique ne justifie qu'imparfaitement, puisque celle-ci ne réclame que l'établissement d'une servitude et que c'est le fonds lui-même qui est exproprié.

La disposition nouvelle permettra, entre autres, d'établir des servitudes *altius non tollendi*, notamment dans l'intérêt de l'esthétique des villes et pour la conservation des sites et des vues panoramiques, et de ménager, le long de la voirie, des zones grevées de la servitude *non ædificandi*.

Tel qu'il est conçu, l'article 1^{er} du projet ne sort pas des limites tracées au droit d'expropriation par l'article 11 de notre pacte fondamental.

* * *

2° L'article 10 du projet permet aux parties de faire trancher de commun accord, par voie d'arbitrage, les contestations qui ne portent que sur le montant de l'indemnité. Dans l'état présent de notre législation, la faculté de compromettre est interdite en matière d'expropriation, parce qu'il s'agit de litiges qui intéressent l'Administration et qui, par conséquent, doivent être communiqués au ministère public. L'intervention de l'autorité judiciaire ne présente cependant aucune utilité lorsque le principe de l'indemnité est hors de conteste. En effet, il ne reste dès lors à trancher qu'une question de « quantum ». Pour la résoudre équitablement, des experts-arbitres présentent des garanties amplement suffisantes, s'ils sont astreints à suivre des formes de procédure qui donnent à toutes les parties le droit de faire entendre leur voix et s'ils possèdent les moyens d'investigation nécessaires à la réunion des éléments qui doivent étayer leur conviction.

Les dispositions contenues dans les articles 11 à 24 du projet sont de nature à donner à cet égard toute sécurité.

* * *

3° La pratique a démontré qu'il importe d'établir des règles spéciales à appliquer lorsque des biens qui appartiennent à des incapables ou qui sont grevés d'hypothèques font l'objet de cessions amiables ou de conventions d'arbitrage.

Le projet de loi contient, relativement aux incapables, une série de dispositions qui s'écartent des formalités compliquées du droit commun, tout en prescrivant des garanties qui les mettent à l'abri de toute fraude ou de toute imprudence (art. 25 à 29). Spécialement, l'article 29 règle l'aliénation pour cause d'utilité publique des biens des provinces, communes et établissements publics. Il autorise aussi le Ministre des Finances à céder à ces administrations les emprises qu'elles devraient faire dans le domaine privé de l'État; il a paru que les dites administrations devaient pouvoir traiter avec l'État sans plus d'entraves qu'avec un simple particulier (Voir dans le même sens l'art. 13 de la loi française du 3 mai 1841).

En ce qui concerne les biens grevés d'hypothèques, les articles 9, 14 et 24 introduisent un mode d'affranchissement à la fois simple et expéditif, qui garantit pleinement les droits des créanciers.

*
* *

4° L'expérience a révélé plusieurs lacunes dans les dispositions qui règlent le paiement de l'indemnité.

A. Il peut arriver, en cas de cession amiable, que l'exproprié refuse de recevoir le paiement de l'indemnité convenue. Ce refus impose à l'expropriant l'obligation de se conformer aux articles 1257 et suivants du code civil relatifs aux offres réelles. Pareille formalité constitue, en notre matière, une source de frais et de lenteurs qui ne sont compensés par aucun avantage. L'article 8 du projet contient dispense de l'accomplissement de cette formalité.

B. Lorsque le jugement fixant les indemnités est rendu, il n'existe pour l'exproprié aucun moyen de contraindre l'expropriant à l'exécuter. Si ce dernier n'y donne pas suite, l'exproprié se trouve dans une situation aussi injuste qu'anormale.

En principe, il conserve encore la possession et la jouissance de son bien ; mais le caractère essentiellement précaire de sa possession rend sa jouissance absolument vaine. Il ne peut ni occuper ni exploiter lui-même son bien avec sécurité, et il lui devient impossible de le louer, nul ne se souciant d'acquiescer un droit menacé d'extinction d'un moment à l'autre.

Aussi a-t-il paru équitable d'imposer à l'expropriant l'obligation de consigner l'indemnité dans un délai déterminé, à peine de voir tomber la procédure d'expropriation et d'être condamné à la réparation du dommage causé à l'exproprié. L'article 47 du projet complète en ce sens la disposition de l'article 12 de la loi du 17 avril 1835.

C. S'il y a lieu à emploi, l'agent de la caisse des consignations ne pourra, aux termes de l'article 27 et du 4^e alinéa de l'article 57, restituer l'indemnité déposée que moyennant la justification du emploi accepté par l'expropriant ou l'autorisation de ce dernier, et ce à peine d'engager sa responsabilité. Toutefois, comme l'obligation de remployer est relativement peu fréquente en Belgique, et qu'il convient d'épargner aux parties la nécessité de prouver, le cas échéant, qu'elles ne sont pas astreintes à cette obligation, il a paru suffisant de rendre l'agent de la caisse responsable du défaut de emploi dans le cas seulement où la déclaration de dépôt mentionne l'obligation dont il s'agit.

*
* *

5° Les articles 60 à 73 du projet organisent, en vue des cas d'urgence, une procédure sommaire dont l'utilité est depuis longtemps reconnue. Dans les cas d'extrême urgence, l'Administration s'est souvent heurtée au refus des propriétaires d'autoriser, à quelque condition que ce fût, l'occupation immédiate de leurs immeubles, et elle ne dispose d'aucun moyen légal de les y contraindre.

La loi française du 3 mai 1841 offre en ses articles 65 à 74 un ensemble de règles qui comblent cette lacune. C'est de ces dispositions que le projet de loi s'est inspiré, sauf quant aux points suivants :

A. Tandis qu'en France la procédure d'urgence ne s'applique qu'aux immeubles non bâtis, celle qui vous est proposée est instituée pour les propriétés bâties comme pour les non bâties. Restreinte à cette dernière catégorie de biens, la réforme serait, en Belgique, d'une utilité fort douteuse.

Au surplus, l'exclusion des bâtiments, fondée sur la difficulté d'en apprécier la valeur dans une procédure se déroulant après leur destruction, n'a pas de raison d'être dans le système du projet qui multiplie les garanties à l'effet de rendre l'expertise aussi complète que possible et qui permet même au tribunal de faire recommencer cette opération si un premier rapport d'expert ne l'a pas pleinement éclairé (art. 66). Il est à remarquer que d'après les articles 47 et 52 du projet, relatifs à la procédure ordinaire et qui ne font que reproduire les principes inscrits dans les articles 12 et 17 de la loi de 1835, les juges peuvent aussi se trouver dans le cas de devoir statuer sur le montant des indemnités dues pour l'expropriation de bâtiments déjà démolis; c'est lorsque la décision qui a fixé les indemnités est frappée d'appel et que l'expropriant a demandé l'envoi en possession immédiate.

B. S'il le juge nécessaire pour sauvegarder les intérêts des occupants des propriétés bâties, le tribunal pourra, en vertu de l'article 69, retarder la prise de possession par l'expropriant jusqu'à l'expiration d'un délai de deux mois prenant cours à la date du jugement qui fixe le montant de l'indemnité définitive ou provisoire.

C. A la différence encore de la loi française qui force l'exproprié de se contenter des intérêts légaux de la somme consignée provisoirement, le projet ordonne la remise de celle-ci aux ayants droit sans attendre le règlement définitif de leur situation (art. 70). Il satisfait ainsi à la disposition constitutionnelle qui exige le paiement *préalable* de l'indemnité. Il n'est pas douteux qu'il respecte également le principe constitutionnel de la *juste* indemnité, si l'on tient compte de l'ensemble des formalités minutieuses qui tendent à la détermination exacte de la somme à consigner.

D. Enfin, il est essentiel de signaler que les dispositions proposées accordent pour l'expertise et pour la détermination de l'indemnité provisoire, des délais beaucoup plus longs que ceux fixés par la loi française.

Ainsi disparaît toute objection contre une réforme qui offre un très sérieux avantage pour l'intérêt public et qui, d'autre part, ne lèse aucunement les droits des expropriés.

* * *

6° La loi de 1835 est muette quant à la question de savoir à qui incombent les frais de l'instance en expropriation. Un principe domine cette matière : l'expropriant est tenu de payer une indemnité juste et complète. Il en résulte que c'est à lui qu'il incombe de faire déterminer le chiffre de l'indemnité et, parlant, de supporter les frais de la procédure que la loi a tracée en vue de cette détermination.

Ce principe, qui explique la disposition de l'article 76 du projet relative aux frais et dépens de première instance, justifie du même coup la disposition qui met à charge de l'expropriant les frais et dépens de l'instance d'appel dans tous les cas où l'appel émane de ce dernier. La seconde instance doit alors être considérée comme une prolongation de la vérification judiciaire de l'indemnité, et, comme il vient d'être dit, cette vérification est une charge incombant à l'expropriant. Les autres dispositions de l'article 76 ne font que consacrer les règles du droit commun et de l'équité.

* * *

7° L'article 23 de la loi de 1835 n'admet aucun arrangement à l'amiable entre le propriétaire dépossédé et l'expropriant au sujet du prix de la rétrocession.

Celui-ci doit nécessairement être fixé par le tribunal, si mieux n'aime l'ancien propriétaire restituer le montant de l'indemnité qu'il a reçue.

Le rapporteur de la Commission de la Chambre a indiqué le but de la loi, sur ce point, dans les termes suivants : « Votre Commission a pensé que si l'on » veut mettre l'administration à l'abri de tout concert frauduleux entre ses » agents subalternes et le propriétaire dépossédé, il convenait que, dans » tous les cas où celui-ci ne faisait pas la soumission de restituer le » montant de l'indemnité, le prix de la rétrocession fût fixé par le » tribunal. »

La disposition précitée constitue un véritable anachronisme qu'il importe de faire disparaître de la loi sur l'expropriation. Aucun concert frauduleux n'est à craindre : d'une part, les biens des provinces, communes et établissements publics ne peuvent être cédés qu'avec l'assentiment de l'autorité supérieure; d'autre part, l'aliénation des immeubles de l'État nécessite toujours l'intervention du Ministre des Finances. Ces règles seront applicables aux rétrocessions.

D'ailleurs, il s'agit généralement d'affaires peu importantes, et le recours au tribunal n'est qu'un formalisme excessif entraînant des frais hors de toute proportion avec l'intérêt engagé, frais qui sont à la charge de l'expropriant; l'article 79 du projet permettra de les éviter en autorisant la fixation du prix à l'amiable ou par voie d'arbitrage.

III.

Parmi les questions controversées sous l'empire de la législation actuelle, il en est quelques-unes qu'il a paru utile de trancher à raison de l'intérêt pratique qui s'attache à leur solution.

Ces questions sont au nombre de trois.

* * *

1° Les règles spéciales qui régissent les cessions amiables d'immeubles soumis à expropriation doivent-elles être appliquées dès qu'il y a matière à expropriation?

Le premier alinéa de l'article 32 tranche cette question dans le sens de l'affirmative. Il est rationnel que l'on ne traite pas moins favorablement la dépossession pour cause d'utilité publique lorsque la bonne volonté de l'exproprié dispense l'expropriant de suivre les formalités administratives, que lorsque sa résistance nécessite l'emploi et les frais de toutes les mesures administratives et judiciaires que la loi « autorise » mais qu'elle ne « prescrit » pas. La disposition nouvelle est d'ailleurs conforme à la pratique constante.

Le second alinéa de l'article 32, mettant fin à une controverse analogue, déclare les règles spéciales dont il s'agit également applicables à l'achat d'excédents d'immeubles non compris dans le périmètre des travaux.

* * *

2° Le propriétaire est-il tenu de mettre en cause l'emphytéote et le superficiaire?

L'article 34 répond affirmativement. La présence de ces intéressés aux débats sur l'indemnité se justifie par les mêmes raisons que celles qui ont rendu obligatoire l'appel en cause des personnes possédant un droit de jouissance directe et personnelle sur le bien.

* * *

3° L'action en expropriation revêt-elle un caractère purement immobilier ou bien un caractère mixte?

Dans le premier cas, l'évaluation du litige pour déterminer la compétence et le ressort doit se faire conformément aux dispositions de l'article 32 de la loi du 25 mars 1876; dans le second cas, ce sont les dispositions de l'article 33 de la même loi qu'il faut appliquer.

Le 1^{er} alinéa de l'article 75 du projet résout cette question. Il attribue le caractère mixte à « toute demande en matière d'expropriation », par conséquent, non seulement à toute action en expropriation, mais même aux demandes incidentes. Ainsi les demandes formées par les locataires seront régies par les articles 33, 34 et 35 de la loi sur la compétence.

C'est là une dérogation à la disposition du dernier alinéa de l'article 38 de la loi de 1876, aux termes duquel « les jugements sur incident suivent, pour la recevabilité de l'appel, le sort de la demande principale ».

Le second alinéa de l'article 75 du projet revient à l'application de cette dernière règle pour les jugements statuant sur *l'accomplissement des formalités* prescrites par la loi.

Cette solution s'impose si l'on veut éviter des contrariétés de jugements, qui laisseraient sans issue certaines instances en expropriation, éventualités qui se produiraient notamment si un jugement rendu en dernier ressort sur la demande principale déclarait accomplies les formalités prescrites par la loi et qu'un arrêt rendu sur demande incidente déclarât non accomplies les mêmes formalités.

IV.

Dans l'ordre des dispositions fiscales, l'article 81 du projet donne un caractère légal aux exonérations que la pratique avait admises et en introduit quelques nouvelles.

La disposition du premier alinéa consacre expressément l'exemption du droit de greffe, actuellement admise par voie d'interprétation. Elle supprime la distinction établie par l'article 62, 49^e du code du timbre qui subordonne l'exemption de ce dernier droit à la condition que les frais soient à charge de l'État. L'innovation aura notamment cette conséquence d'exonérer du timbre les expropriations poursuivies au nom des provinces, des communes et des établissements publics.

Le second alinéa constitue une disposition nouvelle.

L'alinéa final, mis en relation avec l'article 52, tranche définitivement dans le sens de la pratique en vigueur le point de savoir si les exemptions doivent être appliquées lorsqu'il n'existe aucun décret d'expropriation, et que l'expropriant achète un excédent d'immeuble en vue d'éviter le paiement d'une indemnité de dépréciation.

V.

Il reste à signaler isolément une innovation d'une portée et d'un caractère particuliers : c'est l'abrogation que le projet prononce de l'article 51 de la loi du 16 septembre 1807.

Aux termes de cet article, « les maisons et bâtiments dont il serait nécessaire de faire démolir et d'enlever une portion pour cause d'utilité publique légalement reconnue seront acquis en entier si le propriétaire l'exige ».

L'exproprié a ainsi le droit de choisir entre deux partis : se contenter de la juste indemnité qui lui reviendrait en vertu de l'article 11 de la Constitution, ou exiger l'achat de la totalité des bâtiments quelque minime que soit l'emprise à faire pour le travail d'utilité publique.

Sans contredit, pareil droit est exorbitant ; dans maintes circonstances, son exercice entraîne pour l'expropriant des conséquences beaucoup trop rigoureuses et, dès lors, injustes.

Les principes et l'équité exigent seulement que l'exproprié soit pleinement indemnisé et rien ne justifie la situation spéciale et privilégiée qui est faite, sous ce rapport, aux propriétaires de maisons et bâtiments.

Par suite de l'abrogation proposée, la détermination de l'indemnité due en cas d'expropriation partielle d'une maison ou d'un bâtiment sera, comme pour l'expropriation partielle atteignant un immeuble non bâti, une question de fait sur laquelle auront à se prononcer équitablement les experts et le tribunal.

Il va de soi que l'expropriant pourra toujours s'entendre avec l'exproprié pour l'achat de la totalité des bâtiments, lorsque tel sera l'intérêt bien entendu des deux parties ; le 2^e alinéa de l'article 52 du projet permettra même de faire déterminer le prix par voie d'arbitrage.

* * *

Il a semblé inutile de s'expliquer dans le projet relativement à l'application de la loi nouvelle aux expropriations entamées à la date où elle sera obligatoire, date que l'article 86 fixe au trentième jour après celui de la publication.

Ce point est laissé sous l'empire du droit commun, dont les principes sont inscrits dans l'article 2 du code civil : « La loi ne dispose que pour l'avenir; elle n'a point d'effet rétroactif ». En matière de procédure, il est admis que, sauf disposition spéciale, la loi nouvelle doit être appliquée non seulement aux instances qui ne sont pas engagées lorsqu'elle devient obligatoire, mais encore à celles qui l'étaient déjà, sauf à maintenir les actes valablement faits en conformité de la loi ancienne. Il n'est pas contesté, d'autre part, que la législation nouvelle ne modifie en rien les délais auxquels les intéressés ont un droit acquis au moment où elle entre en vigueur.

En conséquence, les actes de la procédure administrative ou judiciaire régulièrement faits d'après les lois de 1870 et de 1835 seront maintenus, et il en sera de même des délais acquis.

* * *

Le Gouvernement estime que les réformes diverses dont l'économie vient d'être exposée réalisent un réel progrès au regard de la législation existante. D'une part, elles sauvegardent d'une façon plus soignée l'intérêt des contribuables qui demande que les expropriations réclamées par l'utilité publique ne deviennent pas une source de dépenses excessives et, d'autre part, elles donnent aux propriétaires des garanties nouvelles qui assurent mieux l'estimation exacte des biens dont ils sont privés.

Aussi, le Gouvernement a-t-il confiance que les Chambres réserveront un accueil favorable au projet qu'il a l'honneur de leur présenter.

*Le Ministre des Finances
et des Travaux publics,*
P. DE SMET DE NAEYER.

Le Ministre de la Justice,
J. VAN DEN HEUVEL.

PROJET DE LOI.

WETSONTWERP.

LÉOPOLD II,

ROI DES BELGES,

A tous présents et à venir, Salut.

Sur la proposition de Nos Ministres des Finances et des Travaux publics et de la Justice,

NOUS AVONS ARRÊTÉ ET ARRÊTONS :

Le projet de loi dont la teneur suit sera présenté en Notre nom aux Chambres législatives par Notre Ministre de la Justice.

TITRE PREMIER.

Des formalités administratives.

ARTICLE PREMIER.

L'expropriation pour cause d'utilité publique s'opère en vertu d'une loi ou d'un arrêté royal autorisant les travaux qui la rendent nécessaire.

L'expropriation peut avoir pour objet : 1° l'acquisition totale ou partielle d'un immeuble; 2° la suppression soit d'un droit réel immobilier, soit d'un droit de bail, d'un droit d'antichrèse ou de tout autre droit personnel se rattachant à un immeuble; 3° l'établissement d'une servitude réelle sur une propriété privée.

ART. 2.

L'arrêté royal autorisant une expropriation ne peut être pris qu'après enquête.

LEOPOLD II,

KONING DER BELGEN,

Aan allen, tegenwoordigen en toekomstenden, Heil.

Op voorstel van Onze Ministers van Financiën en Openbare Werken en van Justitie,

WIJ HEBBEN BESLOTEN EN WIJ BESLUITEN :

Het wetsontwerp waarvan de inhoud volgt zal in Onzen naam door Onzen Minister van Justitie aan de Wetgevende Kamers aangeboden worden.

TITEL EÉN.

Van de bestuurlijke pleegvormen.

ARTIKEL EÉN.

Onteigening ten algemeenen nutte heeft plaats krachtens eene wet of een koninklijk besluit, waarbij tot het werk, dat onteigening vordert, machtiging is verleend.

De onteigening kan bedoelen : 1° het geheel of gedeeltelijk verkrijgen van een onroerend goed; 2° het afschaffen hetzij van een zakelijk recht op een onroerend goed, hetzij van een huurrecht, een genotspandrecht, of eenig ander persoonlijk recht, aan een onroerend goed verbonden; 3° het vestigen eener zakelijke erfdienstbaarheid op een privaat eigendom.

ART. 2.

Het koninklijk besluit, dat tot onteigening machtiging geeft, mag alleen na een onderzoek worden genomen.

L'enquête s'ouvre sur un projet comprenant :

a) Dans les cas visés au 1° et au 2° du 2° alinéa de l'article premier, le tracé des travaux, l'indication du but d'utilité publique et le plan des parcelles à exproprier ou le plan des biens grevés du droit à supprimer;

b) Dans le cas visé au 3° du même alinéa, l'exposé du but d'utilité publique et le plan des parcelles à grever avec l'indication de la nature et de l'étendue de la servitude.

Dans tous les cas, le plan contient la désignation des propriétaires et usufruitiers au nom desquels les immeubles sont inscrits au cadastre.

ART. 5.

Le projet est déposé pendant quinze jours à la maison communale du lieu de la situation des immeubles figurant au plan.

L'annonce du dépôt est affichée dans la forme usitée pour les publications officielles.

Les personnes visées à l'article 2 sont averties de ce dépôt, individuellement et à domicile, par une lettre recommandée à la poste. La remise de la lettre à la poste vaut notification à la partie signifiée à compter du surlendemain de cette remise.

Toutefois cet avertissement ne doit pas être adressé aux propriétaires et usufruitiers inscrits au plan qui auraient cédé leurs droits à l'expropriant à la date du dépôt du projet.

Il est justifié de l'accomplissement de ces formalités par un certificat du collège des bourgmestre et échevins.

Les dites formalités sont prescrites à peine de nullité; cependant le défaut d'avertissement n'entraîne la nullité qu'à l'égard des personnes non averties.

Het onderzoek wordt geopend op een ontwerp, omvattende :

a) In de gevallen voorzien bij 1° en 2° van de 2^{de} alinea van artikel één, de afbakening van het werk, de aanduiding van het doel van algemeen nut en het plan der te onteigenen perceelen of het plan der goederen waarop het af te schaffen recht rust;

b) In het geval voorzien bij 3° van dezelfde alinea, de opgave van het doel van algemeen nut en het plan der te belasten perceelen met aanduiding van aard en omvang der erfdienstbaarheid.

In al de gevallen, wijst het plan de eigenaars en de vruchtgebruikers aan ten wier name de onroerende goederen bij het kadaster bekend zijn.

ART. 5.

Het ontwerp blijft gedurende vijftien dagen nedergelegd ten gemeentehuize van de plaats waar de op het plan voorkomende onroerende goederen gelegen zijn.

Het bericht van nederlegging wordt aangeplakt zooals voor ambtelijke kennisgevingen gebruikelijk is.

De bij artikel 2 bedoelde personen worden hoofdelijk en ten huize van die nederlegging verwittigd, bij eenen ter post aangeteekenden brief. De bezorging van den brief ter post geldt voor betekening aan de aangezegde partij, te beginnen met den tweeden dag na die bezorging.

Echter moet die verwittiging niet gezonden worden aan de op het plan genoemde eigenaars en vruchtgebruikers, die, bij de nederlegging van het ontwerp, reeds hunne rechten aan den onteigenende zouden afgestaan hebben.

Van de vervulling dier formaliteiten wordt bewijs gegeven door een attest van het college van burgemeester en schepenen.

De formaliteiten dienen nagekomen op straffe van nietigheid; echter brengt het gebrek aan verwittiging slechts nietigheid mede ten aanzien van de niet verwittigden.

ART. 4.

Le délai de quinze jours fixé à l'article 3 prend cours à dater de l'avertissement donné au public et aux intéressés.

ART. 5.

Les réclamations ou observations auxquelles le projet peut donner lieu sont recueillies par le collège des bourgmestre et échevins, qui ouvre un procès-verbal à cet effet.

Les comparants signent la relation de leurs déclarations verbales; les déclarations écrites sont mentionnées et restent annexées au procès-verbal; celui-ci est clos par le bourgmestre ou l'échevin délégué, à l'expiration du délai fixé à l'article 3.

ART. 6.

S'il s'agit de travaux entrepris par une province, une commune ou un établissement public, les réclamations sont respectivement soumises au conseil provincial, au conseil communal ou à la commission administrative, qui donnent leur avis par une délibération motivée; celle-ci est jointe, ainsi que le procès-verbal de l'enquête, aux pièces à communiquer à l'autorité supérieure.

ART. 7.

Lorsque l'expropriation s'opère en vertu d'une loi ne désignant pas les immeubles à acquérir, ceux grevés d'un droit à supprimer ou ceux à grever d'une servitude, le plan visé à l'article 2 est soumis à enquête conformément aux dispositions portées aux alinéas 2 et suivants du dit article et aux articles 3 à 6.

Après l'enquête, ce plan est arrêté par décision ministérielle.

ART. 4.

De bij artikel 3 bepaalde termijn van vijftien dagen, gaat in met den dag der aan publiek en belanghebbenden gegeven verwittiging.

ART. 5.

De bezwaren of aanmerkingen waartoe het ontwerp aanleiding zou geven, worden opgenomen door het college van burgemeester en schepenen, dat deswege een proces-verbaal opent.

De verschijners onderteekenen de opname hunner mondelinge verklaringen; de geschreven verklaringen worden in het proces-verbaal vermeld en blijven er bij gevoegd; het wordt door den burgemeester of den gemachtigden schepene gesloten, na afloop van den bij artikel 3 bepaalden termijn.

ART. 6.

Geldt het een werk, door eene provincie, eene gemeente of eene openbare instelling ondernomen, dan worden de bezwaren, volgens het geval, onderworpen aan den provincieraad, aan den gemeenteraad of aan de commissie van beheer, die daaromtrent advies uitbrengen bij eene met redenen omkleede beraadslaging; deze, alsmede het proces-verbaal van het onderzoek, wordt bij de aan de hooge overheid mede te deelen stukken gevoegd.

ART. 7.

Zoo de onteigening krachtens eene wet geschiedt waarbij niet aangewezen zijn de te verkrijgen onroerende goederen, die waarop een af te schaffen recht rust of die waarop eene erfdienstbaarheid te vestigen is, dan moet het in artikel 2 bedoelde plan aan een onderzoek worden onderworpen, overeenkomstig het bepaalde in alinea's 2 en volgende van dat artikel en in artikelen 3 tot 6.

Na het onderzoek, wordt dit plan bij ministerieele beschikking vastgesteld.

TITRE II.

Des cessions amiables et des conventions d'arbitrage.

§ 1^{er}. — *Des cessions amiables.*

ART. 8.

En cas de cession amiable, si l'exproprié refuse de recevoir le paiement de l'indemnité convenue, l'expropriant peut se libérer en versant le montant de celle-ci à la caisse des dépôts et consignations, sans offres préalables ni mise en demeure.

ART. 9.

Lorsque des hypothèques grèvent l'immeuble ou le droit réel cédé, l'immeuble au profit duquel existait un droit réel supprimé ou l'immeuble sur lequel une servitude est établie, la cession est signifiée par l'expropriant aux créanciers inscrits qui ne sont pas intervenus à l'acte.

La signification est faite au domicile élu dans le bordereau d'inscription conformément au pénultième alinéa de l'article 85 de la loi du 16 décembre 1851 sur le régime hypothécaire; à défaut d'élection de domicile, la signification peut être faite au procureur du Roi près le tribunal dans le ressort duquel l'immeuble est situé.

Pendant un délai de quinze jours, ceux d'entre les créanciers non-intervenants dont la créance ne serait pas entièrement couverte par le prix de la cession, peuvent faire opposition à celle-ci et requérir le règlement judiciaire de l'indemnité. Le délai expiré sans qu'aucune opposition ait été notifiée à l'expropriant, les créanciers sont censés avoir adhéré à la convention.

TITEL II.

Van minnelijken afstand en overeenkomst tot scheidsrechterlijke uitspraak.

§ 1^o. — *Van minnelijken afstand.*

ART. 8.

In geval van minnelijken afstand, zoo de onteigende weigert de betaling van de overceengekomen schadeloosstelling aan te nemen, kan de onteigenende zich vrijmaken door dezer bedrag te storten in de kas van deposito en consignatiën, zonder voorafgaande aanbod of inverttoefstelling.

ART. 9.

Wanneer het afgestane onroerend goed of het afgestane zakelijk recht, het onroerend goed ten welks behoefte een thans afgeschafte zakelijk recht bestond, of het onroerend goed waarop eene erfdienstbaarheid gevestigd is, met hypotheek bezwaard is, wordt de afstand door den onteigenende beteekend aan de ingeschreven schuldeischers, die niet bij de akte opgetreden zijn.

De beteekening wordt gedaan aan de in het inschrijvingsborderel verkozen woonplaats, overeenkomstig de voorlaatste alinea van artikel 85 der wet van 16 December 1851 op het hypotheekstelsel; bij gebreke aan verkozen woonplaats, kan de beteekening gedaan worden aan den procureur des Konings bij de rechtbank binnen welker gebied het onroerend goed gelegen is.

Gedurende vijftien dagen mogen die onder de niet opgetreden schuldeischers, welker schuldvordering niet gansch door den prijs van afstand zou gedekt zijn, tegen dezen afstand in verzet komen en eischen dat de schadeloosstelling door rechterlijke uitspraak geregeld worde. Loopt die termijn ten einde, zonder dat aan den onteigenende eenig verzet beteekend werd, dan worden de schuldeischers geacht in de overeenkomst te berusten.

Le prix convenu est versé à la caisse des dépôts et consignations ; les droits des créanciers inscrits qui sont intervenus à l'acte et de ceux auxquels a été faite la signification prévue au premier alinéa du présent article, sont reportés sur la somme consignée et ils ne sont pas opposables à l'expropriant.

L'agent de la caisse ne peut vider ses mains que sur la production d'un certificat constatant, suivant le cas :

a) Que l'immeuble ou le droit réel acquis est libre de tous privilèges et hypothèques ;

b) Que le bien au profit duquel existait un droit réel supprimé ou le bien sur lequel est établie une servitude est libre de tous privilèges et hypothèques, ou que les droits des créanciers inscrits sont restreints à l'immeuble tel qu'il reste subsister dans le patrimoine de l'exproprié après la cession amiable.

A défaut de produire le certificat requis, le prix ne peut être remboursé que sur une décision de justice.

§ 2. — *Des conventions d'arbitrage.*

ART. 10.

Si les parties, d'accord sur toutes les causes d'indemnité, ne s'entendent pas sur la somme à allouer, elles peuvent, par convention d'arbitrage, constituer un ou plusieurs collèges d'experts composés chacun de trois membres, et leur remettre le soin de fixer définitivement et sans recours le montant des indemnités.

ART. 11.

Les experts sont nommés de commun accord par les parties, ou respectivement par chacune d'elles et par le président du tri-

De overeengekomen prijs wordt gestort in de kas van deposito en consignatiën ; de rechten van de ingeschreven schuldeisers, welke bij de akte zijn opgetreden, en van die wien de in de eerste alinea van dit artikel bedoelde beteekening werd gedaan, worden op de in consignatie gestelde gelden overgebracht en zij kunnen tegen den onteigenende niet worden geldend gemaakt.

De agent der kas mag niets uit handen geven dan op vertoon van een attest bevestigende, volgens het geval :

a) Dat het verkregen onroerend goed of het verkregen zakelijk recht met voorrechten noch hypotheek is bezwaard ;

b) Dat het goed ten welks behoeve een thaus afgeschaft zakelijk recht bestond, of het goed waarop eene erfdienstbaarheid is gevestigd, met voorrechten noch hypotheek is bezwaard, of dat de rechten der ingeschreven schuldeisers beperkt zijn tot het onroerend goed zooals het blijft behooren tot het vermogen van den onteigenende na den minnelijken afstand.

Wordt het vereischte attest niet overgelegd, dan mag de prijs slechts krachtens eene rechterlijke beslissing worden terugbetaald.

§ 2. — *Van overeenkomsten tot scheidsrechterlijke uitspraak.*

ART. 10.

Zoo partijen het eens zijn omtrent al de redenen tot schadeloosstelling, doch niet omtrent derzelver bedrag, mogen zij, bij overeenkomst tot scheidsrechterlijke uitspraak, eene of meer uit drie leden bestaande commissiën van deskundigen aanstellen en haar de zorg opdragen het bedrag der schadeloosstellingen voorgoed en zonder beroep te bepalen.

ART. 11.

De deskundigen worden in gemeen overleg benoemd door de partijen, of onderscheidenlijk door elke der partijen en door den

bunal de première instance de la situation des immeubles.

Dans ce dernier cas, chaque partie désigne son expert dans la huitaine de la convention d'arbitrage, à peine de forclusion. Le délai expiré, le président du tribunal, sur simple requête de la partie la plus diligente, nomme le tiers expert et, s'il y a lieu, celui de la partie en défaut.

La nomination des experts leur est immédiatement notifiée.

ART. 12.

En cas de décès, refus, déport, récusation ou empêchement d'un expert, le remplacement se fera par les parties ou, à défaut d'entente, par le président du tribunal si l'expert a été nommé de commun accord, et par l'auteur de sa nomination s'il n'a pas été nommé de commun accord.

ART. 13.

Par dérogation aux trois articles qui précèdent, les parties peuvent, de commun accord, désigner un seul expert pour fixer le chiffre des indemnités.

En cas de décès, refus, déport, récusation ou empêchement, l'expert sera remplacé de commun accord soit par un seul, soit par trois experts. A défaut d'entente, chaque partie nommera un expert, et le troisième sera désigné par le président du tribunal de première instance de la situation des immeubles.

ART. 14.

La convention d'arbitrage opère au profit de l'expropriant le transfert de la propriété de l'immeuble à acquérir, l'extinction du droit à supprimer ou la constitution de la servitude à établir; s'il y a lieu, elle est

voorzitter der rechtbank van eersten aanleg binnen welker gebied de onroerende goederen gelegen zijn.

In laatstbedoeld geval duidt elke partij haar deskundige aan binnen acht dagen na de overeenkomst tot scheidsrechterlijke uitspraak, op straf van uitsluiting. Eens de termijn verstreken, benoemt de voorzitter der rechtbank, op enkel verzoek van de meestgereede partij, den derden deskundige en, des noodig, den deskundige der in gebreke gebleven partij.

Aan de deskundigen wordt dadelijk hunne benoeming beteekend.

ART. 12.

In geval van overlijden, weigering, ambtsnederlegging, wraking of verhindering van een deskundige, wordt in dezès vervanging voorzien door de partijen of, zoo zij het niet eens worden, door den voorzitter der rechtbank, wanneer de deskundige in gemeen overleg, en door hem die hem benoemd had, wanneer hij niet in gemeen overleg benoemd was geworden.

ART. 13.

Bij afwijking van de drie voorgaande artikelen, mogen partijen, in gemeen overleg, een enkelen deskundige aanwijzen om het bedrag der schadeloosstellingen te bepalen.

In geval van overlijden, weigering, ambtsnederlegging, wraking of verhindering, wordt de deskundige in gemeen overleg vervangen hetzij door een enkel deskundige, hetzij door drie deskundigen. Kan men het niet eens worden, dan benoemt iedere partij een deskundige en wordt de derde aangewezen door den voorzitter der rechtbank van eersten aanleg binnen welker gebied de onroerende goederen gelegen zijn.

ART. 14.

De overeenkomst tot scheidsrechterlijke uitspraak bewerkt, ten behoeve van den onteigenende, de overdracht van den eigendom van het te verkrijgen onroerend goed, de opheffing van het af te schaffen recht of

immédiatement transcrite au bureau des hypothèques.

Lorsque des hypothèques grèvent l'immeuble ou le droit réel cédé, l'immeuble au profit duquel existait un droit réel supprimé ou l'immeuble sur lequel une servitude est établie, la convention est signifiée par l'expropriant aux créanciers inscrits qui ne sont pas intervenus à l'acte, avec sommation de présenter leurs observations dans le délai de quinze jours. Le délai expiré sans qu'aucune opposition ait été notifiée à l'expropriant, les créanciers sont censés avoir adhéré à la convention et y être parties. En cas d'opposition en temps utile, il est procédé au règlement judiciaire de l'indemnité.

La signification prévue à l'alinéa qui précède est faite conformément aux prescriptions de l'article 9.

ART. 15.

S'il y a plusieurs coïntéressés, ils désignent, dans la convention, un mandataire commun qui les représente pour toute la durée de l'arbitrage et à qui sont faites toutes les significations nécessaires.

ART. 16.

Les experts ne sont astreints à aucune autre forme d'arbitrage que celles établies ci-après.

ART. 17.

Ils convoquent les parties sur les lieux litigieux, en laissant un délai minimum de cinq jours.

ART. 18.

Au jour fixé, les parties, ainsi que les autres intéressés qui se présenteraient

de vestiging van de te stellen erfdienstbaarheid; zij wordt, zoo noodig, dadelijk overgeschreven ten kantore der hypotheeken.

Wanneer het afgestane onroerend goed of het afgestane zakelijk recht, het onroerend goed ten welks behoefte een thans afgeschafte zakelijk recht bestond of het onroerend goed waarop eene erfdienstbaarheid is gevestigd, met hypotheek belast is, dan wordt de overeenkomst door den onteigenende aan de ingeschreven schuldeischers die niet bij de akte zijn opgetreden, betee-kend, met aanmaning tot indienen hunner aanmerkingen binnen eenen termijn van vijftien dagen. Loopt die termijn ten einde zonder dat aan den onteigenende eenig verzet beteekend werd, dan worden de schuldeischers geacht in de overeenkomst te berusten en daarbij partijen te zijn. Bij tijdig verzet, wordt de schadeloosstelling door rechterlijke beslissing bepaald.

De bij voorgaande alinea bedoelde betee-kening geschiedt zooals in artikel 9 voor-geschreven is.

ART. 15.

Zijn er verschillende medebelanghebben-den, dan moeten zij in de overeenkomst een gevolmachtigde voor hen allen aan-wijzen, die hen vertegenwoordigt zoolang de scheidsrechterlijke uitspraak duurt, en aan wien alle noodige beteekeningen wor-den gedaan.

ART. 16.

Voor de scheidsrechterlijke uitspraak moeten de deskundigen geene andere for-maliteiten naleven, dan de hierna vermelde.

ART. 17.

Zij roepen partijen op ter plaatse van het onderzoek en ruimen daarbij een termijn in van ten minste vijf dagen.

ART. 18.

Op den bepaalden dag overhandigen partijen alsmede de andere belanghebben-

d'office, remettent aux experts les titres, documents et notes qu'ils jugent utiles pour l'appréciation du montant des indemnités à régler; les experts dressent inventaire de ces pièces et les paraphent. Chacun des intéressés peut prendre communication des pièces produites par une autre partie.

ART. 19.

Dans le cas où les intéressés ne peuvent fournir de note écrite sur leurs prétentions, les experts dressent acte de leurs dires et leur font signer cet acte après lecture.

Si les intéressés ne savent signer, les experts en font mention dans leur procès-verbal.

ART. 20.

Chaque intéressé est recevable à produire des notes en réponse aux pièces qui lui sont communiquées; les experts fixent le délai dans lequel les réponses doivent leur être remises.

ART. 21.

Les experts déterminent séparément le chiffre de chaque indemnité pour chacun des intéressés.

Leurs décisions sont prises à la majorité.

S'ils sont tous trois d'un avis différent, le chiffre est fixé par l'évaluation qui n'est ni la plus haute ni la plus basse.

ART. 22.

Les experts formulent leurs évaluations dans un acte dont ils remettent l'original à l'expropriant et une copie, certifiée par eux, à l'exproprié.

den die uit eigen beweging zouden opkomen, aan de deskundigen de titels, bescheiden en nota's die zij tot waardeering van het bedrag der te regelen schadeloosstellingen nuttig achten; de deskundigen maken een inventaris van die stukken op en kortteekenen ze. Ieder belanghebbende mag kennis nemen van de door eene wederpartij overgelegde stukken.

ART. 19.

Wanneer de belanghebbenden geene geschreven nota omtrent hunne aanspraken indienen kunnen, wordt van hunne verklaringen eene akte opgemaakt door de deskundigen, die hen die akte, na voorlezing, doen onderteekenen.

Kunnen de belanghebbende niet onderteekenen, dan maken de deskundigen daarvan melding in hun proces-verbaal.

ART. 20.

Het is iederen belanghebbende toegelaten nota's over te leggen ter beantwoording van de hem medegedeelde stukken; de deskundigen bepalen binnen welken termijn de antwoorden hun moeten overhandigd worden.

ART. 21.

De deskundigen bepalen afzonderlijk het bedrag van elke schadeloosstelling voor ieder belanghebbende.

Hunne beslissingen worden bij meerderheid genomen.

Wanneer alle drie van meening verschillen, wordt als bedrag bepaald de schatting die noch de hoogste noch de laagste is.

ART. 22.

De deskundigen geven hunne schattingen op in eene akte waarvan zij het oorspronkelijke aan den onteigenende en een door hen gewaarmerkte copij aan den onteigende overhandigen.

ART. 25.

Les experts terminent leurs opérations dans les trois mois de la convention d'arbitrage, sinon il ne leur est accordé d'honoraires que s'ils établissent, à la satisfaction du président du tribunal, que le retard ne leur est pas imputable.

S'ils n'ont pas terminé leurs opérations dans le délai fixé, la convention d'arbitrage conserve néanmoins ses effets, mais le président du tribunal peut, à la requête de la partie la plus diligente, ordonner que de nouveaux experts seront nommés en remplacement de ceux qui sont en faute, conformément aux règles tracées par l'article 12 et par le deuxième alinéa de l'article 13.

Les nouveaux experts doivent terminer leurs opérations dans un délai à fixer par le président du tribunal et qui ne peut dépasser trois mois. Faute d'avoir terminé dans ce délai, la disposition du premier alinéa du présent article leur est applicable.

ART. 24.

Si les parties ne s'entendent pas pour l'exécution à l'amiable de la sentence arbitrale, celle-ci est rendue exécutoire par une ordonnance du président du tribunal de première instance de la situation des biens; à cet effet, la minute de la sentence est déposée au greffe du tribunal.

En vertu de cette ordonnance, et nonobstant tout recours, le montant de l'indemnité fixée par les experts est versé à la caisse des dépôts et consignations; et l'expropriant est libéré de tous les chefs d'indemnité sur lesquels a porté la convention d'arbitrage. Les droits des créanciers inscrits qui sont intervenus à l'acte et des créanciers auxquels a été faite la signification prévue par l'article 14, sont reportés sur la somme consi-

ART. 25.

De deskundigen volbrengen hunne werkzaamheden binnen drie maanden na de overeenkomst tot scheidsrechterlijke uitspraak, zoo niet wordt hun alleen loon toegelegd, zoo zij, ter voldoening van den voorzitter der rechtbank, bewijzen dat de vertraging hun niet kan ten laste worden gelegd.

Zoo de deskundigen hunne werkzaamheden niet volbracht hebben binnen den bepaalde tijd, blijft de overeenkomst tot scheidsrechterlijke uitspraak niettemin van kracht, maar alsdan mag de voorzitter der rechtbank, op verzoek van de meest gereede partij, gelasten dat nieuwe deskundigen, ter vervanging van de in gebreke geblevenen, worden benoemd, overeenkomstig de in artikel 12 en in de tweede alinea van artikel 13 gestelde regelen.

De nieuwe deskundigen moeten hunne werkzaamheden volbrengen binnen een door den voorzitter der rechtbank te bepalen termijn, dewelke niet meer dan drie maanden mag bedragen. Zoo niet, is het bepaalde in de eerste alinea van dit artikel op hen van toepassing.

ART. 24.

Komen partijen niet overeen omtrent de tenuitvoerlegging in der minne van de scheidsrechterlijke uitspraak, dan wordt deze uitvoerbaar gemaakt bij bevelschrift van den voorzitter der rechtbank van eersten aanleg binnen welker gebied de goederen gelegen zijn; te tien einde wordt de minuut der uitspraak ter griffie van de rechtbank nedergelegd.

Krachtens dat bevelschrift, en niettegenstaande alle beroep, wordt het bedrag der door de deskundigen bepaalde schadeloosstelling in de kas van deposito en consignatiën gestort; en de onteigenende is ontheven van alle aanleidingen tot schadeloosstelling bij de overeenkomst tot scheidsrechterlijke uitspraak bedoeld. De rechten der ingeschreven schuldeischers welke bij de akte zijn opgetreden en van de schuldeischers

gnée et ne peuvent être opposés à l'expropriant.

L'agent de la caisse ne peut vider ses mains que dans les conditions indiquées aux alinéas 5 à 8 de l'article 9.

§ 3. — *Dispositions communes aux cessions amiables et aux conventions d'arbitrage.*

ART. 25.

Les immeubles et les droits appartenant aux incapables ci-après désignés peuvent faire l'objet de cessions amiables ou de conventions d'arbitrage, pourvu que ces contrats soient consentis, savoir :

Ceux intéressant des enfants à naître, des mineurs sous tutelle, des interdits, des aliénés colloqués non interdits, des aliénés non colloqués dont l'interdiction est demandée, des absents ou présumés absents, par leurs représentants légaux avec l'autorisation du conseil de famille et du juge de paix;

Ceux intéressant des mineurs émancipés, par ces mineurs avec la même autorisation;

Ceux intéressant des mineurs placés dans un hospice, par leurs représentants légaux avec l'autorisation de la commission administrative de l'hospice et du juge de paix;

Ceux intéressant des contumaces ou des mineurs sous administration légale, par leurs représentants légaux avec l'autorisation du juge de paix.

ART. 26.

Les immeubles et les droits dépendant d'une succession bénéficiaire, d'une succession vacante ou d'une masse faillie peuvent faire l'objet de cessions amiables ou de

wien in de artikel 14 bedoelde beteekening werd gedaan, worden op de in consignatie gestelde gelden overgebracht en zij kunnen tegen den onteigenende niet worden geldend gemaakt.

De agent der kas mag niets uit handen geven dan in de voorwaarden bij alinea's 5 tot 8 van artikel 9 gesteld.

§ 5. — *Bepalingen gemeen aan den minnelijken afstand en aan de overeenkomst tot scheidsrechterlijke uitspraak.*

ART. 25.

De onroerende goederen en de rechten die aan de verder genoemde onbekwamen toebehooren, mogen tot minnelijken afstand of overeenkomsten tot scheidsrechterlijke uitspraak aanleiding geven, mits die kontrakten worden aangegaan :

Zij die nog ongeborn kinderen, onder voogdij staande minderjarigen, geïnterdiceerden, niet geïnterdiceerde opgesloten krankzinnigen, niet opgesloten krankzinnigen wier interdictie is aangevraagd, afwezig of afwezig vermoeden, aanbelangen, door dezer wettige vertegenwoordigers, mits de machtiging van den familieraad en van den vrederechter;

Zij die ontvoogde minderjarigen aanbelangen, door die minderjarigen, mits dezelfde machtiging;

Zij die in een godshuis geplaatste minderjarigen aanbelangen, door dezer wettige vertegenwoordigers, mits de machtiging van de commissie tot beheer van het godshuis en van den vrederechter;

Zij die wederspannigen aan de wet of onder wettig beheer gestelde minderjarigen aanbelangen, door dezer wettige vertegenwoordigers mits de machtiging van den vrederechter.

ART. 26.

De onroerende goederen en de rechten, ahangende van eene erfenis onder voorrecht, van eene ledige erfenis of van een faillieten boedel, kunnen aanleiding geven

conventions d'arbitrage, si les héritiers ou le curateur y sont autorisés respectivement par le président du tribunal de première instance et par le juge-commissaire à la faillite.

Le grevé de substitution peut faire les mêmes contrats avec l'assistance du tuteur à la substitution et moyennant l'autorisation du juge de paix.

ART. 27.

Les immeubles et les droits dotaux peuvent faire l'objet de cessions amiables ou de conventions d'arbitrage. Les contrats sont conclus par la femme avec le consentement de son mari et moyennant l'autorisation du juge de paix donnée sur simple requête présentée par les deux époux.

Le juge détermine les conditions du emploi si elles ne l'ont pas été par le contrat de mariage.

A défaut de emploi, l'indemnité est versée à la caisse des dépôts et consignations, et la déclaration de dépôt mentionne l'obligation du emploi. L'agent de la caisse ne peut vider ses mains que moyennant la justification du emploi accepté par l'expropriant ou l'autorisation de ce dernier.

Si l'obligation du emploi n'a pas été mentionnée dans la déclaration de dépôt, l'agent de la caisse est déchargé de toute responsabilité relativement au emploi.

Les dispositions contenues dans les trois alinéas qui précèdent sont applicables à tous les cas où, quel que soit le régime sous lequel les époux sont mariés, le emploi est obligatoire pour les tiers.

ART. 28.

La femme séparée de corps peut faire une cession amiable ou une convention d'arbi-

tot minnelijken afstand of vooreenkomst tot scheidsrechterlijke uitspraak, wanneer de erfgenamen of de curator daartoe onderscheidenlijk zijn gemachtigd door den voorzitter der rechtbank van eersten aanleg en door den rechter-commissaris bij het faillissement.

De met erfstelling over de hand bezwaarde mag dezelfde kontrakten aangaan, mits hij bijgestaan zij door den voogd over de erfstelling en mits de machtiging van den vrederechter.

ART. 27.

De onroerende huwelijksgoederen en de huwelijksrechten mogen aanleiding geven tot minnelijken afstand of overeenkomst tot scheidsrechterlijke overeenkomst. De kontrakten worden aangegaan door de vrouw niet toestemming van den man en mits machtiging door den vrederechter verleend op eenvoudig verzoekschrift door beide echtgenooten overgelegd.

De rechter bepaalt de voorwaarden van de wederbelegging zoo die in het huwelijkskontraat niet reeds bepaald zijn.

Bij niet wederbelegging, wordt de schadeloosstelling gestort in de kas van deposito en consignatiën, en de verklaring van inbewaargeving vermeldt alsdan de verplichting tot wederbelegging. De agent der kas mag niets uit handen geven dan mits bewijs van de door den onteigenende aangenomen wederbelegging of mits de machtiging van dezen.

Zoo in de verklaring van inbewaargeving de verplichting tot wederbelegging niet is vermeld, dan is de agent der kas ontlast van alle aansprakelijkheid wegens de wederbelegging.

Het bepaalde in de drie voorgaande alinea's is van toepassing telkens — onder welke huwelijksche voorwaarden ook de echtgenooten getrouwd zijn — de wederbelegging voor de derden verplichtend is.

ART. 28.

De van tafel en bed gescheiden vrouw mag zonder de machtiging van haren echt-

trage sans autorisation de son mari ni de la justice.

La femme dont le mari est mineur, interdit, aliéné non interdit, placé sous conseil judiciaire, absent, présumé absent ou contumace, peut faire les mêmes contrats moyennant l'autorisation du juge de paix.

ART. 29.

Les provinces, communes et établissements publics dont les immeubles et les droits sont soumis à expropriation peuvent faire une cession amiable ou une convention d'arbitrage moyennant les autorisations requises pour les aliénations.

Le Ministre des Finances et des Travaux publics peut faire les mêmes contrats relativement au domaine privé de l'État, lorsque l'expropriation est poursuivie par une province, une commune ou un établissement public.

ART. 30.

Dans tous les cas où, en vertu du présent titre, l'indemnité allouée est versée à la caisse des consignations, l'expropriant notifie la déclaration de dépôt à la partie expropriée.

Toutes les notifications et convocations à faire en exécution du même titre peuvent avoir lieu par lettre recommandée à la poste. La remise de la lettre à la poste vaut information à compter du surlendemain de cette remise.

ART. 31.

Les cessions amiables, les conventions d'arbitrage, les quittances et tous autres actes, y compris les procurations, relatifs aux acquisitions pour cause d'utilité publique, peuvent être passés sans frais à l'intervention soit du Ministre compétent ou du fonctionnaire qu'il a délégué, agissant au nom de l'État, soit du fonctionnaire chargé

genoot of van den rechter, in der minne afstand doen of eene overeenkomst tot scheidsrechterlijke uitspraak aangaan.

De vrouw, wier echtgenoot minderjarig is, geïnterdiceerd is, krankzinnig maar niet geïnterdiceerd is, onder rechterlijk raadsman staat, afwezig is, vermoed is afwezig te zijn, wederspanning aan de wet is, mag dezelfde kontrakten aangaan mits de machtiging van den vrederechter.

ART. 29.

De provinciën, gemeenten of openbare instellingen, waarvan de onroerende goederen en de rechten aan onteigening onderworpen zijn, mogen in der minne afstand doen of eene overeenkomst tot scheidsrechterlijke uitspraak aangaan, mits de voor vervreemdingen vereischte machtigingen.

De Minister van Financiën en Openbare Werken mag dezelfde kontrakten aangaan wat betreft 's Rijks privaat domein, wanneer de onteigening wordt gevorderd door eene provincie, eene gemeente of eene openbare instelling.

ART. 30.

In al de gevallen wanneer, krachtens dezen titel, de toegekende schadeloosstelling in de consignatie-kas gestort wordt, beteekent de onteigenende de verklaring van nederlegging aan de onteigende partij.

Al de betekeningen en oproepingen, ter uitvoering van denzelfden titel te doen, mogen geschieden bij ter post aangeeekenden brief. De bezorging van den brief ter post geldt voor kennisgeving te rekenen van den tweeden dag na die bezorging.

ART. 31.

De minnelijke afstand, de overeenkomsten tot scheidsrechterlijke uitspraak, de kwijtbrieven, en alle andere akten, met inbegrip van de volmachten, rakende de aankopen ten algemeenen nutte, mogen kosteloos verleden worden, door tusschenkomst hetzij van den bevoegden Minister of van den door hem gemachtigden ambtenaar, handelende

de diriger les négociations et les expropriations agissant en la même qualité, soit du gouverneur agissant au nom de l'État ou de la province, soit du bourgmestre agissant au nom de la commune ou des établissements publics qui y ont leur siège.

ART. 52.

Les dispositions du présent titre s'appliquent à toute convention destinée à remplacer la procédure de l'expropriation, même si les formalités administratives dont il s'agit au titre premier n'ont pas été remplies. Dans ce cas, l'acte indique le but d'utilité publique.

Ces dispositions sont également applicables aux conventions relatives aux excédents d'immeubles, non compris dans le périmètre des travaux, dont l'achat est fait en vue d'éviter le paiement d'indemnités de dépréciation.

TITRE III.

De la procédure en expropriation et du règlement judiciaire de l'indemnité.

ART. 53.

A défaut de convention entre les parties, l'expropriation s'opère par autorité de justice.

§ 1^{er}. — *De la procédure ordinaire.*

ART. 54.

Le texte de la loi ou de l'arrêté royal décrétant l'expropriation et le plan dont il s'agit à l'article 2, accompagné, le cas échéant, d'une copie de la décision ministérielle visée à l'article 7, sont déposés au greffe du tribunal de 1^{re} instance ainsi qu'à la maison communale du lieu de la situation des biens et du chef-lieu du canton de justice de paix.

namens den Staat, hetzij van den ambtenaar belast met het beleid van de onderhandelingen en de onteigeningen handelende in dezelfde hoedanigheid, hetzij van den Gouverneur, handelende namens den Staat of namens de provincie, hetzij van den burgemeester, handelende namens de gemeente of namens de aldaar gevestigde openbare instellingen.

ART. 52.

De bepalingen van dezen titel zijn van toepassing op alle overeenkomst ter vervanging der onteigeningsprocedure, ook wanneer de onder titel I bedoelde bestuurlijke pleegvormen niet werden vervuld. Alsdan vermeldt de akte het doel van openbaar nut.

Die bepalingen zijn insgelijks van toepassing op de overeenkomsten betreffende excedenten van onroerende goederen, die niet tot den omvang van het werk behooren, en die aangekocht worden ter vermindering van het betalen van vergoedingen wegens waardevermindering.

TITEL III.

Van de rechtspleging tot onteigening en de rechterlijke bepaling van de schadeloosstelling.

ART. 53.

Bij gebreke aan overeenkomst tussen partijen, geschiedt de onteigening op rechtsgezag.

§ 1. — *Van de gewone rechtspleging.*

ART. 54.

De tekst van de wet of van het koninklijk besluit tot onteigening en het in artikel 2 bedoelde plan, met, zoo het pas geeft, een afschrift van de bij artikel 7 bedoelde ministeriële beschikking, worden nedergelegd ter griffie van de rechtbank van eersten aanleg, alsook ten gemeentehuize van de plaats waar de goederen gelegen zijn en van de hoofdplaats van het vrederechtskanton.

Doivent aussi être déposées au greffe les pièces de l'enquête prévue aux articles 2 et 7, et, lorsque l'expropriation est poursuivie en vertu d'un arrêté royal, les pièces indiquant le tracé des travaux et le but d'utilité publique.

Le public peut prendre communication sans frais, jusqu'au règlement définitif de l'indemnité, de toutes les pièces déposées.

L'annonce du dépôt effectué à la maison communale est affichée dans la forme usitée pour les publications officielles. Il est justifié de ce dépôt et de l'annonce par un certificat du collège des bourgmestre et échevins.

L'annonce du dépôt au greffe et aux maisons communales est insérée dans le *Moniteur belge* ainsi que dans deux journaux de la province, dont l'un paraissant au chef-lieu.

Ces annonces appellent, en caractères apparents, l'attention des créanciers hypothécaires et autres intéressés sur les dispositions des articles 54 et 56 de la présente loi.

ART. 55.

Les propriétaires et usufruitiers sont ensuite informés du dépôt au greffe par exploit contenant assignation à jour fixe, aux fins d'entendre déclarer que les formalités pour parvenir à l'expropriation ont été remplies, de procéder au règlement des indemnités et de voir ordonner l'envoi en possession.

L'exploit mentionne l'obligation pour les propriétaires et usufruitiers d'appeler en cause les tiers intéressés, conformément à l'article 54 ci-après.

L'assignation est valablement donnée aux propriétaires et usufruitiers inscrits au cadastre.

Le délai de l'assignation est de quinzaine.

En cas d'absolue nécessité, ce délai peut être abrégé par ordonnance du président rendue sur requête.

Moeten insgelijks ter griffie nedergelegd worden de stukken van het onderzoek bij artikelen 2 en 7 voorzien, en, zoo de onteigening krachtens een koninklijk besluit gevorderd is, de stukken aanduidende de afbakening van het werk en het doel van algemeen nut.

Van al de nedergelegde stukken kan door eenieder kosteloos inzage worden genomen, tot dat de schadeloosstelling voorgoed bepaald is.

De aankondiging van de nederlegging ten gemeentehuize wordt op de voor ambtelijke bekendmakingen gebruikelijke wijze aangeplakt. Van de nederlegging en de aankondiging wordt bewijs gegeven door een attest van het college van burgemeester en schepenen.

De aankondiging van de nederlegging ter griffie en ter gemeentehuizen, wordt in den *Moniteur belge* opgenomen, alsook in twee dagbladen der provincie, waarvan een in de hoofdplaats verschijnende.

In die aankondigingen wordt, met in 't oog loopende letter, de aandacht van de hypothecaire schuldeischers en verdere belanghebbenden op het bepaalde in artikelen 54 en 56 dezer wet gevestigd.

ART. 56.

Aan de eigenaars en vruchtgebruikers wordt van de nederlegging ter griffie kennis gegeven, bij exploit houdende dagvaarding op vasten dag, om te hooren verklaren dat de formaliteiten, om tot onteigening te geraken, vervuld werden; om over te gaan tot bepaling der schadeloosstellingen en om de inbezuïtingstelling te hooren bevelen.

Het exploit vermeldt de verplichting, voor de eigenaars en vruchtgebruikers, de derde belanghebbenden in de zaak te beroepen, overeenkomstig artikel 54.

De dagvaarding is geldig gegeven aan de ten kadaster ingeschreven eigenaars en vruchtgebruikers.

De termijn van dagvaarding bedraagt vijftien dagen.

In geval van volstreekte noodzakelijkheid, kan die termijn worden verkort bij bevel door den voorzitter op verzoek gegeven.

ART. 56.

La cause est appelée à l'audience indiquée par l'ajournement. Si la partie assignée constitue avoué, il est procédé, toute affaire cessante, comme il est dit à l'article suivant. S'il n'y a pas constitution d'avoué, le défaillant est réassigné par un huissier commis, au jour fixé par le tribunal, sans qu'il soit besoin de lever le jugement; le délai pour la comparution ne peut dépasser la huitaine.

ART. 57.

A l'audience indiquée par l'article précédent, le tribunal juge si les formalités prescrites par la loi pour parvenir à l'expropriation ont été remplies. Si le défendeur comparait, il est entendu au préalable et tenu de proposer en même temps, à peine de déchéance, toutes les exceptions qu'il croit pouvoir opposer. Le tribunal statue sur le tout par un seul jugement, séance tenante ou dans le plus bref délai possible.

Si le tribunal décide que l'action n'a pas été régulièrement intentée, que les formes prescrites par la loi n'ont pas été observées, ou bien que le plan et, le cas échéant, le tracé des travaux ne sont pas applicables à l'immeuble auquel se rapporte la poursuite en expropriation, il déclare qu'il n'y a pas lieu de procéder ultérieurement.

ART. 58.

L'appel de ce jugement, comme de celui qui a décidé qu'il y a lieu de passer outre au règlement de l'indemnité, doit être interjeté dans la quinzaine de sa prononciation.

L'appel contient assignation à comparaître dans la huitaine, ainsi que les griefs contre le jugement, le tout à peine de nullité; aucuns griefs autres que ceux énoncés dans

ART. 56.

De zaak wordt opgeroepen ter terechtzitting, bij de dagvaarding aangewezen. Indien de gedaagde partij een pleitbezorger stelt, wordt, met achteruitstelling van alle andere zaken, gehandeld zooals gezegd is in het volgend artikel. Is geen pleitbezorger gesteld, dan wordt de niet verschijnende andermaal door een aangestelden deurwaarder gedaagd, voor den door de rechtbank bepaalden dag, zonder dat het noodig zij het vonnis te lichten; de termijn voor de verschijning mag niet meer dan acht dagen bedragen.

ART. 57.

Ter terechtzitting, bij voorgaand artikel aangewezen, oordeelt de rechtbank of de bij de wet voorgeschreven formaliteiten, om tot onteigening te geraken, vervuld werden. De verweerder, indien hij verschijnt, wordt vooraf gehoord en is gehouden ten zelfden tijde, op straf van verval, al de exceptiën aan te geven die hij vermeent te kunnen doen gelden. De rechtbank beslist over een en ander bij een enkel vonnis, staande de zitting of binnen den kortst mogelijken tijd.

Zoo de rechtbank beslist dat de vordering niet regelmatig werd ingespannen, dat de bij de wet voorgeschreven vormen niet werden in acht genomen, of wel dat het plan en, waar het pas geeft, de afbakening van het werk, niet van toepassing zijn op het onroerend goed waarop de vordering tot onteigening betrekking heeft, dan verklaart zij dat er geene termen zijn om de procedure voort te zetten.

ART. 58.

Het beroep tegen dit vonnis, alsmede tegen het vonnis zeggende dat er tot de bepaling der schadeloosstelling dient overgegaan, moet ingesteld worden binnen vijftien dagen na de uitspraak.

Het beroep houdt dagvaarding om binnen acht dagen te verschijnen, en behelst tevens de bezwaren tegen het vonnis, een en ander op straf van nietigheid; geene andere bezwa-

l'acte d'appel ne peuvent être discutés à l'audience ni par écrit.

Il est statué sur l'appel, sans remise, au jour fixé par ordonnance du président rendue sur requête, et au plus tard dans les quinze jours de l'expiration du délai de l'assignation.

ART. 59.

Le jugement par lequel il est décidé que les formalités prescrites par la loi pour constater l'utilité publique ont été remplies, est immédiatement transcrit au bureau de la conservation des hypothèques.

Cette transcription produit, à l'égard des tiers, les mêmes effets que la transcription d'un acte de cession.

ART. 40.

Si le tribunal décide que les formes prescrites par la loi ont été observées, et qu'il n'ait pas été produit de documents propres à déterminer le montant de l'indemnité, il déclare par le même jugement, et sans préjudice au droit des parties d'en fixer le chiffre à l'amiable ou de recourir à une convention d'arbitrage en se conformant aux dispositions du titre II, qu'il sera procédé dans le plus bref délai, par trois experts, à la visite des immeubles et à l'évaluation des indemnités. Les experts sont désignés sur-le-champ de commun accord par les parties, sinon d'office.

Le tribunal commet un juge pour se rendre sur les lieux avec les experts et le greffier, aux jour, heure et lieu qui sont indiqués par le même jugement.

ART. 41.

Si le nombre ou l'importance des immeubles auxquels s'étend l'expropriation fait présumer que de nombreuses expertises seront

ren dan die welke in de akte van beroep zijn aangevoerd, mogen ter terechtzitting of schriftelijk worden besproken.

Op het beroep wordt, zonder uitstel, beschikt ten dage bepaald bij een op verzoekschrift gegeven bevel van den voorzitter, en ten laatste binnen vijftien dagen na afloop van den termijn van dagvaarding.

ART. 59.

Het vonnis waarbij verklaard is dat de door de wet, tot vaststelling van het algemeen nut, voorgeschreven formaliteiten vervuld werden, wordt dadelijk overgeschreven ten kantore van de bewaring der hypotheeken.

Die overschrijving heeft, ten aanzien der derden, dezelfde gevolgen als de overschrijving eener akte van afstand.

ART. 40.

Zoo de rechtbank beslist dat de door de wet voorgeschreven vormen werden nageleefd, en zoo er geene bescheiden, van aard om het bedrag der schadeloosstelling te bepalen, werden overgelegd, verklaart zij, bij hetzelfde vonnis, en onverminderd het recht van partijen om het cijfer ervan in der minne vast te stellen of eene overeenkomst tot scheidsrechterlijke uitspraak aan te gaan, met inachtneming van het bepaalde in titel II, dat binnen den kortsten tijd door drie deskundigen zal overgegaan worden tot bezichtiging der onroerende goederen en schatting der schadeloosstellingen. De deskundigen worden op staanden voet, door partijen in gemeen overleg, zooniet van ambtswege, aangewezen.

De rechtbank stelt een rechter aan om met de deskundigen en den griffier zich ter plaatse te begeven, op dag, uur en plaats, als in hetzelfde vonnis aangewezen zijn.

ART. 41.

Als het getal of de belangrijkheid der onroerende goederen waarover de onteigening zich uitstrekt voorzien laat dat talrijke

ordonnées, le tribunal peut, dès le dépôt des pièces au greffe et sur la réquisition du procureur du Roi, désigner plusieurs collèges d'experts composés de trois membres, auxquels il aura recours, sauf exception motivée, pour la détermination des indemnités. D'autres experts sont nommés par le même jugement pour suppléer les membres de ces collèges qui seraient légitimement empêchés.

Le greffier du tribunal notifie aux experts leur nomination par lettre recommandée à la poste.

Les experts prêtent serment devant le tribunal dans la quinzaine de leur nomination.

ART. 42.

La prononciation du jugement prévu à l'article 40 vaut signification tant à avoué qu'à partie; dans les trois jours de cette prononciation, le greffier est tenu de délivrer au poursuivant un extrait du jugement contenant les conclusions, les motifs et le dispositif, sans qu'il soit besoin d'enregistrement préalable.

Dans les trois jours suivants, cet extrait est signifié aux experts, avec sommation de se rendre sur les lieux au jour, heure et lieu indiqués par le jugement.

ART. 43.

Les experts qui n'ont pas prêté serment conformément au dernier alinéa de l'article 41 le prêtent sur les lieux contentieux en mains du juge-commissaire. Celui-ci remplace les experts qui font défaut ou contre lesquels il admet des causes de récusation.

Les parties lui remettent les documents qu'elles croient utiles à l'appréciation de l'indemnité; le juge peut, au surplus, s'entourer de tous renseignements propres à éclairer les experts, et même, soit d'office, soit à la demande de l'une des parties,

schattingen zullen bevolen worden, kan de rechtbank, zoodra de stukken ter griffie nedergelegd zijn en op vordering van den procureur des Konings, verschillende uit drie leden bestaande commissiën van deskundigen aanstellen, welke zij, behalve met redenen ontleede uitzondering, om voorlichting vragen zal tot bepaling der schadeloosstellingen. Bij hetzelfde vonnis worden andere deskundigen benoemd om de leden dier commissiën te vervangen, welke wettig mochten verhinderd zijn.

De griffier der rechtbank beteekent aan de deskundigen hunne benoeming bij eenen ter post aangeteekenden brief.

Binnen vijftien dagen na hunne benoeming, leggen de deskundigen, vóór de rechtbank, den eed af.

ART. 42.

De uitspraak van het vonnis bedoeld bij artikel 40, geldt voor beteekening zoo aan pleitbezorger als aan partij; binnen drie dagen na die uitspraak, moet de griffier aan den aanlegger een uittreksel van het vonnis afleveren, inhoudende de conclusiën, de gronden en het dispositief, zonder dat vooraf registratie noodig zij.

Binnen drie daaropvolgende dagen, wordt dat uittreksel aan de deskundigen beteekend, met aanmaning om zich ter plaatse te begeven op dag, uur en plaats, bij het vonnis aangewezen.

ART. 43.

De deskundigen die niet den eed hebben afgelegd overeenkomstig de laatste alinea van artikel 41, leggen dien af op de plaats des onderzoeks, in handen van den rechter-commissaris. Deze benoemt andere deskundigen ter vervanging van hen die in gebreke gebleven zijn of tegen welke hij redenen van wraking aanneemt.

Partijen overhandigen hem al de bescheiden die zij tot waardeering der schadeloosstelling nuttig achten; daarbij mag de rechter al de inlichtingen inwinnen die van aard zijn om de deskundigen voor te lichten; ook kan hij, hetzij ambtshalve, hetzij op verzoek van

procéder à une information. Dans ce cas, les personnes qu'il trouve convenable d'entendre sont interrogées en présence des experts et des parties.

Si un délai est demandé pour produire des documents, le juge peut l'accorder après avoir entendu les parties et les experts, sans que le délai puisse dépasser quinze jours pour les propriétés non bâties et vingt jours pour les propriétés bâties; ce délai expiré, il est passé outre aux opérations de l'expertise.

Il est dressé procès-verbal par le juge-commissaire; il y est fait mention du résultat des déclarations des personnes qui ont concouru à l'information, ainsi que de la date à laquelle le juge-commissaire fera son rapport à l'audience. Cette date est déterminée eu égard à l'importance du litige, les parties et les experts entendus; elle ne peut, en aucun cas, être différée de plus de trois mois à compter du jour de la première visite des lieux.

ART. 44.

Les experts sont tenus de fournir leur avis quinze jours au moins avant le terme fixé pour le rapport du juge-commissaire à l'audience, faute de quoi il ne leur est accordé d'honoraires que s'ils établissent devant le tribunal que le retard ne leur est pas imputable.

L'avis des experts est annexé au procès-verbal dressé par le juge-commissaire, et le tout est déposé au greffe à l'inspection des parties, sans frais.

Le rapport des experts ne lie pas le tribunal.

ART. 45.

Les formalités prescrites par le code de procédure pour le rapport des experts et les enquêtes ne sont pas applicables aux opérations et informations dont il s'agit aux deux articles qui précèdent.

eene der partijen, eene informatie instellen. Alsdan worden zij, die hij meent te moeten hooren, in aanwezigheid van deskundigen en partijen ondervraagd.

Wanneer uitstel wordt gevraagd om bescheiden over te leggen, mag de rechter, na partijen en deskundigen te hebben gehoord, hetzelfde verleenen, doch mag het uitstel niet meer bedragen dan vijftien dagen waar het onbebouwde eigendommen en twintig dagen waar het bebouwde eigendommen geldt; eens die termijn verstreken, gaan de verrichtingen voor de schatting door.

Door den rechter-commissaris wordt een proces-verbaal opgemaakt, vermeldende den uitslag der verklaringen van de bij de informatie gehoorde personen, en den dag waarop de rechter ter terechtzitting verslag zal doen. Die dag wordt bepaald naar gelang de belangrijkheid van het geschil, na eerst partijen en deskundigen te hebben gehoord; in ieder geval moet hij gesteld worden binnen drie maanden na het eerste bezoek ter plaats.

ART. 44.

De deskundigen zijn gehouden hun advies in te brengen ten minste vijftien dagen vóór dien waarop de rechter-commissaris ter terechtzitting verslag moet doen, zooniet wordt hun slechts loon verleend zoo zij vóór de rechtbank bewijzen dat de vertraging niet hun te wijten is.

Het advies van de deskundigen wordt bij het door den rechter-commissaris opgemaakte proces-verhaal gevoegd en een en ander wordt ter griffie neergelegd ter kosteloze inzage van partijen.

Het verslag der deskundigen is voor de rechtbank niet verbindend.

ART. 45.

De formaliteiten door het wetboek van rechtspleging voorgeschreven voor het verslag van de deskundigen en de onderzoeken, zijn niet van toepassing op de werkzaamheden en de informatiën waarover de twee voorgaande artikelen handelen.

ART. 46.

La cause est appelée à l'audience, sur le rapport du juge-commissaire, au jour indiqué dans son procès-verbal, et sur avenir s'il y a avoué constitué, sans qu'il soit besoin de faire signifier au préalable le procès-verbal non plus que l'avis des experts. Les parties sont entendues, le ministère public donne son avis au plus tard dans les huit jours, et le jugement qui détermine l'indemnité est prononcé dans la huitaine qui suit.

ART. 47.

En vertu du jugement visé à l'article 46, et sans qu'il soit besoin de le faire signifier, le montant de l'indemnité est versé à la caisse des dépôts et consignations; si ce versement n'est pas effectué dans les quatre mois du jugement, la procédure d'expropriation est tenue pour non avenue, sans préjudice de la réparation du dommage causé à l'exproprié.

Sur le vu de la signification, faite à avoué ou à partie, de la déclaration de dépôt, l'expropriant est envoyé en possession par ordonnance du président rendue sur requête. Cette ordonnance est exécutoire provisoirement, nonobstant opposition ou appel, et sans caution.

ART. 48.

Les parties assignées non domiciliées dans le lieu où siège le tribunal sont tenues d'y faire élection de domicile; à défaut de cette élection, toutes significations quelconques sont valablement faites au greffe.

ART. 49.

Les délais fixés par la présente loi pour les ajournements ou autres actes de procédure sont applicables aux étrangers comme aux regnicoles.

ART. 46.

De zaak wordt ter terechtzitting opgeroepen, op het verslag van den rechter-commissaris, op den in zijn proces-verbaal aangewezen datum en op dagstelling indien een pleitbezorger gesteld is, zonder dat het noodig zij het proces-verbaal noch het advies der deskundigen vooraf te doen beteekenen. Partijen worden gehoord, het openbaar ministerie brengt advies uit uiterlijk binnen acht dagen, en het vonnis tot bepaling van de schadeloosstelling wordt uitgesproken binnen de acht eerstvolgende dagen.

ART. 47.

Krachtens het in artikel 46 bedoelde vonnis en zonder dat het noodig zij het te doen beteekenen, wordt het bedrag der schadeloosstelling in de kas van deposito en consignatiën gestort; indien die storting niet geschied is binnen vier maanden na het vonnis, wordt het geding tot onteigening geacht ongedaan te zijn, onverminderd de vergoeding van de aan den onteigende toegebrachte schade.

Op vertoon van de beteekening, aan pleitbezorger of aan partij gedaan, van het bewijsschrift van inbewaringgeving, wordt de onteigenende in bezit gesteld bij bevel door den voorzitter op verzoek gegeven. Dit bevel is voorloopig uitvoerbaar, niet-tegenstaande verzet of beroep en zonder borgstelling.

ART. 48.

De gedaagde partijen, niet woonachtig ter plaatse waar de rechtbank gevestigd is, zijn gehouden aldaar eene woonplaats te verkiezen; doen zij het niet, dan worden alle hoegenaamde beteekeningen geldig ter griffie gedaan.

ART. 49.

De bij deze wet bepaalde termijnen voor de dagvaarding en andere akten van de rechtspleging, zijn van toepassing zoo op vreemdelingen als op inboorlingen.

ART. 50.

L'instruction est réputée contradictoire à l'égard des parties qui n'auraient pas constitué avoué sur les assignations dont il s'agit aux articles 55 et 56 ou qui, après avoir constitué avoué, ne se trouveraient pas représentées aux audiences ou actes de procédure ultérieurs.

ART. 51.

Tout incident non prévu par les dispositions qui précèdent est jugé sans désenparer ou, au plus tard, à l'audience qui suit les plaidoiries.

ART. 52.

Les jugements qui interviennent dans l'instruction de la procédure, telle qu'elle est réglée par les articles précédents, ne sont rendus qu'après avoir entendu le ministère public; ils sont exécutoires provisoirement, nonobstant opposition ou appel, et sans caution.

L'appel de ces jugements ne peut être interjeté que dans les quarante jours de leur prononcé.

La Cour d'appel ne peut, en aucun cas, accorder des défenses tendant à arrêter directement ou indirectement leur exécution.

ART. 53.

Si le chiffre de l'indemnité est augmenté par la Cour d'appel, l'expropriant est tenu de consigner le supplément dans la quinzaine de la signification de l'arrêt; sinon l'exproprié peut, en vertu du même arrêt, faire suspendre les travaux.

Si le chiffre de l'indemnité est réduit, la différence est restituée dans le mois de l'arrêt.

ART. 50.

Het onderzoek wordt geacht tegenspraakelijk te zijn ten aanzien van de partijen die geen pleitbezorger hebben gesteld, op de onder artikelen 33 en 36 bedoelde dagingen, of die, na een pleitbezorger te hebben gesteld, ter terechtzittingen of bij de verdere verrichtingen der rechtspleging, niet zouden vertegenwoordigd zijn.

ART. 51.

Elk tusschengeschil, bij de voorgaande beschikkingen niet voorzien, wordt zonder verwijl of uiterlijk in de eerste terechtzitting na de pleidooien beslecht.

ART. 52.

De tijdens het onderzoek der procedure uitgebrachte vonnissen, zooals dit onderzoek bij de voorgaande artikelen geregeld is, worden slechts gegeven na dat het openbaar ministerie gehoord is; zij zijn voorlopig uitvoerbaar, niettegenstaande verzet of beroep, en zonder borgstelling.

Tegen die vonnissen mag alleen beroep worden ingesteld binnen veertig dagen na de uitspraak.

Het Hof van beroep mag, in geen geval, eenig verbod toestaan dat er toe strekken zou middellijk of onmiddellijk hunne tenuitvoerlegging te stremmen.

ART. 53.

Indien het bedrag der schadeloosstelling door het Hof van beroep verhoogd wordt, is de onteigenende gehouden de vermeerdering, binnen vijftien dagen na de beteekening van het arrest in consignatie te brengen; zoo niet mag de onteigende, krachtens hetzelfde arrest, het werk doen schorsen.

Wordt het bedrag der schadeloosstelling verminderd, dan wordt het verschil binnen eene maand na het arrest terugbetaald.

ART. 54.

Dans le cas où il y a des tiers intéressés à titre de bail, d'antichrèse ou de tout autre droit personnel, à titre d'usage, d'habitation, de superficie ou d'emphytéose, le propriétaire et l'usufruitier sont tenus de les appeler pour concourir, s'ils le jugent bon, à l'évaluation des indemnités en ce qui les concerne. Faute de les avoir appelés, le propriétaire et l'usufruitier sont seuls chargés envers les intéressés en question des indemnités que ceux-ci pourraient réclamer.

Lorsque les tiers intéressés sont appelés ou interviennent d'office au procès, leurs indemnités sont réglées en la même forme que celles dues au propriétaire et à l'usufruitier.

L'intervention des tiers intéressés, quels qu'ils soient, n'est plus recevable après le dépôt du rapport des experts.

ART. 55.

L'expropriant a la faculté de maintenir provisoirement les droits de l'un ou de plusieurs des tiers intéressés dont il est question au premier alinéa de l'article précédent, moyennant d'exprimer formellement sa volonté à cet égard dans l'exploit d'assignation. Dans ce cas, le propriétaire et l'usufruitier ne sont pas tenus de mettre en cause les tiers dont les droits sont réservés.

ART. 56.

Les actions en résolution, en revendication, ou toutes autres actions réelles, ne peuvent arrêter l'expropriation ni en empêcher l'effet. Les droits des réclamants sont transportés sur le prix et ne peuvent être opposés à l'expropriant.

ART. 54.

Indien er derde belanghebbenden zijn, wegens huur, genotspand, of eenig ander hoofdelijk recht, wegens gebruik, bewoning, opstal of erfpacht, zijn de eigenaar en de vruchtgebruiker gehouden dezen op te roepen om, vinden zij het goed, deel te nemen, wat hen betreft, aan de begrooting der schadeloosstellingen. Zoo dit niet gedaan werd, zijn alleen de eigenaar en de vruchtgebruiker belast, ten opzichte van de bedoelde belanghebbenden, met de schadeloosstellingen waarop deze zouden kunnen aanspraak maken.

Wanneer de derde belanghebbenden in het geding geroepen zijn of er uit eigen beweging in optreden, worden hunne schadeloosstellingen vastgesteld, zooals die aan den eigenaar en aan den vruchtgebruiker verschuldigd.

Het is aan de derde belanghebbenden, wie zij ook zijn, niet meer toegelaten in het geding op te treden, na de nederlegging van het verslag der deskundigen.

ART. 55.

De onteigenende heeft het vermogen om voorloopig de rechten van eenen of meer derde belanghebbenden, onder de eerste alinea van voorgaand artikel bedoeld, te handhaven, mits hij daaromtrent zijn wil uitdrukkelijk te kennen geve in het exploit van dagvaarding. Alsdan zijn de eigenaar en de vruchtgebruiker niet gehouden de derden, wier rechten voorbehouden zijn, in het geding te roepen.

ART. 56.

De vorderingen tot opheffing, tot terug-eisching, of alle andere zakelijke vorderingen, kunnen de onteigening stremmen noch hare gevolgen verhinderen. De rechten der bezwaarvoeders worden op den prijs overgebracht en kunnen tegen den onteigenende niet worden geldend gemaakt.

Art. 57.

S'il n'existe aucune saisie-arrêt ou opposition sur les deniers consignés, le préposé à la caisse des consignations est tenu de remettre aux ayants droit le montant de l'indemnité sur le vu des jugemens et arrêts ainsi que sur la production d'un certificat constatant, suivant le cas :

a) Que l'immeuble ou le droit réel exproprié est libre de toutes charges hypothécaires;

b) Que le bien au profit duquel existait un droit réel supprimé ou celui sur lequel est établie une servitude est libre de toutes charges hypothécaires, ou que ces charges sont restreintes au bien tel qu'il reste subsister dans le patrimoine de l'exproprié.

Lorsque le emploi de l'indemnité est obligatoire à l'égard des tiers, il en est fait mention dans la déclaration de dépôt, et l'agent de la caisse ne peut rembourser l'indemnité que moyennant la justification du emploi accepté par l'expropriant ou l'autorisation de ce dernier. Si l'obligation du emploi n'a pas été mentionnée dans la déclaration de dépôt, l'agent de la caisse est déchargé de toute responsabilité relativement au emploi.

Dans le cas où le contrat de mariage n'indique pas les conditions du emploi, elles sont déterminées dans le jugement réglant l'indemnité, sinon par le président du tribunal sur simple requête présentée par la partie la plus diligente.

A défaut de produire le certificat hypothécaire ou de rapporter mainlevée des saisies-arrêts ou oppositions, et, s'il y a lieu, de justifier de l'acceptation du emploi par l'expropriant, le préposé à la caisse des consignations ne peut vider ses mains que sur une décision de justice. Il en est de même lorsque les droits du propriétaire et de l'usu-

Art. 57.

Zoo er op de in bewaring gestelde gelden geen beslag in de derde hand gelegd of geen verzet gesteld is, is de beambte van de consignatie-kas gehouden het bedrag der schadeloosstelling aan de rechthebbenden uit te keeren, op vertoon van de vonnissen en arresten, alsmede op overlegging van een attest bevestigende volgens het geval :

a) Dat het onteigend onroerend goed of het onteigend zakelijk recht vrij is van alle hypotheecaire lasten;

b) Dat het goed ten welks behoefte een afgeschafte zakelijk recht bestond of dat waarop eene erfdienstbaarheid gevestigd is, vrij is van alle hypotheecaire lasten, of dat die lasten beperkt zijn tot het goed zooals het tot het vermogen van den onteigende blijft behooren.

Zoo de wederbelegging der schadeloosstelling verplichtend is ten opzichte van derden, wordt daarvan melding gemaakt in de verklaring van inbewaargeving en de agent der kas mag de schadeloosstelling alleen uitkeeren mits bewijs van de door den onteigenende aangenomen wederbelegging, of mits eene door hem gegeven machtiging. Zoo de verplichting tot wederbelegging niet vermeld werd in de verklaring van inbewaargeving, is, wat aangaat de wederbelegging, de agent der kas van alle aansprakelijkheid ontlast.

Wanneer het huwelijkskontraat niet aanduidt onder welke voorwaarden de wederbelegging moet geschieden, worden die voorwaarden vastgesteld in het vonnis tot bepaling van de schadeloosstelling, zoo niet door den voorzitter der rechtbank op enkel verzoekschrift door de meest gereede partij ingediend.

Zoo geen hypotheecair attest overgelegd of geene handlichting van beslagneming in de derde hand of verzet ingebracht wordt, en zoo, waar het past, het bewijs van de door den onteigenende aangenomen wederbelegging niet geleverd wordt, mag de beambte der consignatie-kas niets uit handen geven dan alleen krachtens eene rechterlijke

fruitier ne sont pas réglés par le jugement qui a ordonné la consignation.

ART. 58.

Le créancier qui, par le résultat d'un ordre ouvert pour la distribution de l'indemnité, n'obtient pas collocation utile pour la totalité de sa créance, ne peut, pour cause de morcellement de son hypothèque ou de division de son capital, exiger le remboursement du surplus de sa créance si elle n'est d'ailleurs exigible en vertu de son titre ou pour tout autre motif.

ART. 59.

Lorsque, en vertu de la disposition portée au 2° du 2° alinéa de l'article premier, des poursuites sont introduites contre des possesseurs de droits réels ou personnels, elles sont exercées dans la même forme que celles dirigées contre les propriétaires et usufruitiers.

L'assignation dont il s'agit à l'article 35 est valablement donnée aux bénéficiaires apparents des droits à supprimer.

§ 2. — *De la procédure d'urgence.*

ART. 60.

S'il y a urgence de prendre possession des immeubles à exproprier, de supprimer l'un des droits visés au 2° du 2° alinéa de l'article premier ou d'exercer une servitude, l'urgence est spécialement décrétée par un arrêté royal.

L'arrêté énonce les motifs de l'urgence. Il est déposé et l'annonce du dépôt est affichée et insérée dans les journaux conformément aux prescriptions de l'article 34; il est justifié de l'accomplissement de ces formalités ainsi qu'il est dit au même article.

beslissing. Hetzelfde geldt wanneer de rechten van den eigenaar en den vruchtgebruiker niet geregeld zijn door het vonnis waarbij de inbewaarestelling werd bevolen.

ART. 58.

De schuldeischer die, ten gevolge van eene voor de uitdeeling der schadeloosstelling geopende regeling van voorrang, niet in aanmerking komt voor het algeheele zijner schuldvordering, kan niet, om reden van verbrokkeling zijner hypotheek of verdeling van zijn kapitaal, de uitkeering van het overschot zijner schuldvordering eischen, indien, daarbij, krachtens zijn titel of om eenige andere reden, die uitkeering niet eischbaar is.

ART. 59.

Wanneer, krachtens het bepaalde in 2° van de 2^{de} alinea van artikel één, vorderingen worden ingeleid tegen bezitters van zakelijke of persoonlijke rechten, worden die vorderingen op dezelfde wijze gedaan als die tegen eigenaars en vruchtgebruikers ingespannen.

De in artikel 35 bedoelde dagvaarding is geldig gegeven aan hen die blijkbaar de af te schaffen rechten genieten.

§ 2. — *Van de rechtspleging bij dringendheid.*

ART. 60.

Wanneer de inbezitneming der te onteigenen onroerende goederen, de afschaffing van een der in 2° der 2^{de} alinea van artikel één bedoelde rechten of het vestigen eener erfdienstbaarheid, spoedeischend is, wordt de dringendheid in het bijzonder bij koninklijk besluit verklaard.

Het besluit geeft de redenen der dringendheid op. Het wordt nedergelegd en de aankondiging der nederlegging aangeplakt en in de bladen opgenomen overeenkomstig het bepaalde in artikel 34; van de vervulling dier formaliteiten wordt bewijs gegeven zooals in hetzelfde artikel is gezegd.

ART. 61.

Lorsque l'urgence est décrétée avant l'introduction des poursuites en expropriation, l'assignation dont il s'agit à l'article 53 contient la notification de l'arrêté décrétant l'urgence et énonce les sommes offertes par l'expropriant à titre d'indemnité provisoire.

Le délai de l'assignation est de huitaine.

ART. 62.

Le propriétaire et l'usufruitier sont tenus d'appeler au règlement de l'indemnité provisoire les tiers visés à l'article 54, faute de quoi ils restent seuls chargés envers eux du préjudice résultant de leur non-intervention. Ils peuvent faire cet appel par lettre recommandée à la poste. La remise de la lettre à la poste vaut notification à compter du surlendemain de cette remise.

Les indemnités provisoires des tiers intéressés, ainsi appelés ou intervenant d'office, sont réglées en la même forme que celles dues au propriétaire et à l'usufruitier. L'intervention des tiers intéressés, quels qu'ils soient, n'est plus recevable après la clôture du procès-verbal des experts.

ART. 63.

Au jour fixé, les expropriés et les tiers intéressés appelés ou intervenant d'office sont tenus de déclarer les sommes dont ils demandent la consignation avant l'envoi en possession. Faute par eux de comparaitre, il est procédé en leur absence.

ART. 64.

Si le tribunal décide que les formalités prescrites par la loi ont été observées et qu'il

ART. 61.

Wanneer de dringendheid verklaard is vóór het inleiden van de vordering tot onteigening, bevat de in artikel 53 bedoelde dagvaarding, beteekening van het besluit waarbij de dringendheid is verklaard, en vermeldt zij de door den onteigenende als voorloopige schadeloosstelling aangeboden sommen.

De termijn van dagvaarding bedraagt acht dagen.

ART. 62.

De eigenaar en de vruchtgebruiker zijn gehouden de onder artikel 54 bedoelde derden op te roepen, tot het regelen van de voorloopige schadeloosstelling; zooniet blijven zij alleen aansprakelijk jegens hen voor de schade door hunne niet-tusschenkomst veroorzaakt. Die oproeping mag bij eenen ter post aangeteekenden brief geschieden. De bezorging van den brief ter post geldt voor beteekening, te beginnen met den tweeden dag na die bezorging.

De voorloopige schadeloosstellingen van de aldus opgeroepen of uit eigen beweging opgetreden derde belanghebbenden, worden geregeld op dezelfde wijze als de aan den eigenaar en den vruchtgebruiker verschuldigde. De tusschenkomst van de derde belanghebbenden, wie zij zijn, is niet meer ontvankelijk na het sluiten van het proces-verbaal der deskundigen.

ART. 63.

Op den bepaalden dag moeten de onteigenenden, de opgeroepen of uit eigen beweging opkomende derde belanghebbenden, de bedragen opgeven waarvan zij de inbewaringstelling, vóór de inbezitstelling, aanvragen. Verschijnen zij niet, dan wordt in hunne afwezigheid gehandeld.

ART. 64.

Indien de rechtbank beslist dat de door de wet voorgeschreven formaliteiten werden

se trouve dans l'impossibilité de déterminer immédiatement le montant de l'indemnité définitive, il ordonne, lors même qu'il y aurait entente sur le chiffre de l'indemnité provisoire, la visite des immeubles par trois experts à désigner sur-le-champ et de commun accord par les parties, sinon d'office.

ART. 63.

Le greffier du tribunal notifie immédiatement aux experts leur nomination, par lettre recommandée à la poste, avec indication des lieu, jour et heure de l'expertise. Pareille notification est faite par le greffier aux parties qui n'ont pas comparu sur l'assignation dont il s'agit à l'article 61.

Le tribunal commet un juge pour se rendre sur les lieux avec le greffier et les experts, recevoir, le cas échéant, le serment de ceux-ci, prendre leur avis sur la valeur des immeubles ou des droits à exproprier, recueillir tous renseignements propres à déterminer tant cette valeur que les indemnités dues à l'exproprié, et faire dresser par les experts un procès-verbal descriptif des biens, aussi précis que possible, contenant toutes les indications de nature à éclairer la religion du tribunal. Cette opération doit être terminée et le procès-verbal remis au greffe dans les quinze jours de la date à partir de laquelle le jugement n'est plus susceptible d'appel.

Dans les cinq jours de cette remise, le tribunal, s'il se croit suffisamment éclairé, fixe le chiffre de l'indemnité définitive, sinon il constate l'accord des parties au sujet de la somme à consigner à titre d'indemnité provisoire, ou bien, à défaut d'entente, il détermine le montant de celle-ci.

Le jugement constatant ou fixant l'indemnité provisoire est réputé contradictoire à

vervuld en zij in de onmogelijkheid verkeert aanstonds het bedrag der definitieve schadeloosstelling te bepalen, beveelt zij, zelfs wanneer men het eens is omtrent het cijfer der voorloopige schadeloosstelling, de bezichtiging der onroerende goederen door drie deskundigen, op staanden voet en in gemeen overleg door partijen, of anders ambtshalve, aan te wijzen.

ART. 65.

Door den griffier der rechtbank wordt aan de deskundigen dadelijk hunne benoeming beteekend bij eenen ter post aangezekenden brief, met opgave van tijd en plaats der schatting. Dergelijke beteekening wordt door den griffier gedaan aan de partijen die niet verschenen zijn op de in artikel 61 bedoelde dagvaarding.

De rechtbank stelt een rechter aan om zich ter plaatse te begeven, vergezeld van den griffier en de deskundigen, om, des noodig, dezer eed af te nemen, hun advies in te winnen omtrent de waarde der te onteigenen onroerende goederen of rechten, alle inlichtingen te verzamelen die tot nadere bepaling zoo van die waarde als van den aan den onteigende verschuldigde schadeloosstelling, en door de deskundigen een proces-verbaal te doen opmaken tot beschrijving der goederen, zoo nauwkeurig mogelijk, met al de opgaven die van aard zijn om de rechtbank voor te lichten. Die verrichting moet volbracht en het proces-verbaal ter griffie overgelegd zijn binnen vijftien dagen na den dag waarop het vonnis niet meer voor hooger beroep vatbaar is.

Binnen vijf dagen na die overlegging bepaalt de rechtbank, indien zij meent voldoende ingelicht te zijn, het bedrag der definitieve schadevergoeding; zo niet stelt zij de eenparigheid vast van partijen aangaande de als voorloopige schadeloosstelling in consignatie te brengen som, of, zoo de partijen het niet eens zijn, bepaalt zij het cijfer ervan.

Het vonnis tot bevestiging of tot bepaling der voorloopige schadeloosstelling, is geacht

l'égard de l'exproprié et il n'est susceptible ni d'opposition ni d'appel.

ART. 66.

S'il le juge nécessaire, le tribunal peut, dans les cinq jours de la remise du rapport des experts, ordonner qu'il sera procédé à une expertise supplémentaire. Cette opération doit être terminée et le procès-verbal remis au greffe dans les quinze jours du jugement qui l'a ordonnée. Il est ensuite statué par le tribunal conformément aux dispositions du 3^e alinéa de l'article 65.

S'il existe des circonstances spéciales, le tribunal peut augmenter le délai de quinze jours fixé pour la remise tant du premier que du second procès-verbal d'expertise, ainsi que le délai de cinq jours imparti au tribunal pour la fixation de l'indemnité. Ces délais réunis ne pourront, en aucun cas, excéder trente jours.

ART. 67.

Aucun émolument ne sera alloué aux experts s'ils n'ont terminé leurs opérations dans le délai fixé, à moins qu'ils n'établissent devant le tribunal que le retard ne leur est pas imputable.

ART. 68.

Si la procédure d'urgence est décrétée après le jugement déclarant les formalités accomplies, l'assignation contenant notification du décret d'urgence et de la somme offerte à titre d'indemnité provisoire est donnée à huitaine aux expropriés et aux tiers intéressés qui sont intervenus dans l'instance.

Au jour fixé, le tribunal ordonne aux experts, tant en l'absence qu'en la présence des parties, de se rendre sur les lieux avec

tegensprakelijk te zijn, ten aanzien van den onteigende, en het is voor verzet noch hooger beroep vatbaar.

ART. 66.

Wanneer zij het noodig oordeelt mag de rechtbank, binnen vijf dagen na de overlegging van het verslag der deskundigen, bevelen dat eene aanvullende schatting zal plaats grijpen. Die verrichting moet volbracht en het proces-verbaal ter griffie overgelegd zijn, binnen vijftien dagen na het vonnis waarbij zij bevolen werd. Vervolgens doet de rechtbank uitspraak overeenkomstig het bepaalde onder de 5^{de} alinea van artikel 65.

Zoo bijzondere omstandigheden voorhanden zijn, mag de rechtbank den termijn van vijftien dagen verlengen bepaald voor het overleggen zoo van het eerste als van het tweede proces-verbaal van schatting, alsmede den termijn van vijf dagen aan de rechtbank toegestaan om de schadeloosstelling te bepalen. Die uitstellen mogen nochtans, in geen geval, samen meer dan dertig dagen bedragen.

ART. 67.

Geen loon wordt aan de deskundigen toegekend indien zij hunne werkzaamheden niet binnen den bepaalden tijd hebben volbracht, tenzij zij vóór de rechtbank bewijzen dat de vertraging niet hun te wijten is.

ART. 68.

Wanneer tot rechtspleging bij dringendheid besloten is na het vonnis verklarende dat de formaliteiten werden vervuld, wordt de dagvaarding bevattende de beteekening van de beslissing van dringendheid en van het bedrag, als voorloopige schadeloosstelling aangeboden, voor binnen acht dagen gegeven aan de onteigenden en aan de derde belanghebbende die in het geding zijn opgetreden.

Op den aangewezen dag, gelast de rechtbank aan de deskundigen, zoo bij aanwezigheid als bij afwezigheid van partijen, zich

le juge-commissaire et le greffier. Il est ensuite procédé ainsi qu'il est dit aux articles 65 et 66.

ART. 69.

Si la poursuite en expropriation se rapporte à une propriété bâtie, le tribunal peut déclarer, dans le jugement qui fixe le montant de l'indemnité définitive ou provisoire, que la prise de possession n'aura lieu qu'après l'expiration d'un délai qu'il fixe et qui ne peut excéder deux mois à partir du prononcé.

Si le tribunal n'a pas fait usage de cette faculté, le délai peut encore être fixé par ordonnance du président rendue sur requête; cette ordonnance est notifiée à l'expropriant.

ART. 70.

L'indemnité provisoire est versée à la caisse des consignations et, le cas échéant, il est fait mention dans la déclaration de dépôt du délai fixé en exécution de l'article 69. L'indemnité est remise aux ayants droit conformément aux prescriptions de l'article 57, sans attendre le règlement définitif.

ART. 71.

Sur le vu de la déclaration de dépôt, le président du tribunal ordonne l'envoi en possession par décision rendue sur requête.

Cette ordonnance est exécutoire provisoirement, nonobstant opposition ou appel, et sans caution, soit immédiatement, soit à l'expiration du délai qui aurait été fixé conformément à l'article 69.

ART. 72.

Immédiatement après le jugement constatant ou fixant le chiffre de l'indemnité pro-

ter plaatse te begeben met den rechter-commissaris en den griffier. Verder wordt er gehandeld overeenkomstig artikelen 65 en 66.

ART. 69.

Indien de vordering tot onteigening op een bebouwd en eigendom betrekking heeft, dan mag, in het vonnis tot bepaling der definitieve of voorloopige schadelessstelling, de rechtbank verklaren dat de inbezitting slechts gebeuren zal na afloop van eenen termijn dien zij vaststelt en die niet meer dan twee maanden, te rekenen van de uitspraak, mag bedragen.

Maakt de rechtbank geen gebruik van dit vermogen, dan mag de termijn nog worden bepaald bij een bevel van den voorzitter op verzoek gegeven; dit bevel wordt aan den onteigenende beteekend.

ART. 70.

De voorloopige schadelessstelling wordt in de consignatie-kas gestort, en zoo het pas geeft, wordt in de verklaring van inbewaaringgeving melding gemaakt van den in uitvoering van artikel 69 bepaalden termijn. De schadelessstelling wordt aan de rechthebbers uitbetaald, overeenkomstig het bepaalde in artikel 57, zonder de eindregeling af te wachten.

ART. 71.

Op vertoon van het bewijs van nederlegging beveelt de voorzitter van de rechtbank, bij op verzoek gegeven beslissing, de inbezittingstelling.

Die beslissing is, niettegenstaande verzet of hooger beroep en zonder borgstelling, voorloopig uitvoerbaar, hetzij dadelijk, hetzij na afloop van den termijn, die overeenkomstig artikel 69 zou bepaald zijn.

ART. 72.

Dadelijk na het vonnis tot bevestiging of bepaling van het bedrag der voorloopige

visoire, il est procédé à l'évaluation définitive d'après les règles tracées au § 1^{er} du présent titre, par les experts et le juge-commissaire qui ont été assumés dans la procédure d'urgence.

ART. 73.

Si l'indemnité définitive est supérieure à la somme qui a été déterminée provisoirement, le supplément est consigné dans la quinzaine de la signification du jugement définitif; à défaut, l'exproprié peut faire suspendre les travaux.

La consignation comprend, outre le principal, une somme représentant l'intérêt de l'indemnité supplémentaire, au taux fixé par le tribunal, à partir du jour où l'ordonnance d'envoi en possession est exécutoire ainsi qu'il est dit à l'article 71.

Si l'indemnité définitive est inférieure à l'indemnité provisoire, la différence est restituée dans le mois du jugement visé au premier alinéa du présent article.

§ 5. — *De la compétence et du ressort.*

ART. 74.

Les tribunaux de première instance connaissent des instances en expropriation pour cause d'utilité publique.

ART. 75.

Toute demande en matière d'expropriation pour cause d'utilité publique est soumise, pour la détermination du ressort, aux dispositions des articles 53, 54 et 55 de la loi du 25 mars 1876.

Néanmoins tout jugement en cette matière suit, pour la recevabilité de l'appel, le sort de la demande principale, en tant qu'il statue sur l'accomplissement des formalités prescrites par la loi.

schadeloosstelling, wordt, overeenkomstig de in § 1 van dezen titel geschreven regelen, overgegaan tot definitieve schatting door de deskundigen en den rechter-commissaris, die in de rechtspleging bij dringendheid aangeesteld werden.

ART. 73.

Indien de definitieve schadeloosstelling het voorloopig vastgestelde bedrag te boven gaat, wordt het verschil in consignatie gebracht binnen vijftien dagen na de betekening van het eindvonnis; zooniet mag de onteigende het werk doen schorsen.

De consignatie omvat, behalve de hoofdsom, eene som voor den interest van de aanvullende schadeloosstelling, berekend op de door de rechtbank bepaalden voet, met ingang van den dag waarop het bevel tot inbezitstelling uitvoerbaar wordt, zooals in artikel 71 is gezegd.

Indien de definitieve schadeloosstelling minder bedraagt dan de voorloopige schadeloosstelling, wordt het verschil binnen eene maand na het in de eerste alinea van dit artikel bedoelde vonnis terugbetaald.

§ 5. — *Van de bevoegdheid en den aanleg.*

ART. 74.

De rechtbanken van eersten aanleg behandelen de vorderingen tot onteigening ten algemeenen nutte.

ART. 75.

Voor elk verzoek in zake onteigening ten algemeenen nutte geldt, tot bepaling van den aanleg, het bepaalde in artikelen 53, 54 en 55 der wet van 25 Maart 1876.

Elk vonnis in deze zaken, in zooverre het uitspraak doet omtrent de vervulling van de bij de wet voorgeschreven formaliteiten, volgt echter, voor de ontvankelijkheid in hooger beroep, hetzelfde lot als de hoofdvordering.

§ 4. — *Des frais et dépens.*

ART. 76.

Les frais et dépens de première instance, y compris ceux de consignation, d'envoi en possession et de retrait des sommes consignées, sont supportés par la partie expropriante; il en est de même des frais et dépens de l'instance d'appel, à moins que l'appel n'ait été interjeté par l'exproprié et que celui-ci ne soit partie succombante.

Dans les deux instances, les frais extraordinaires occasionnés par des mesures ou incidents non justifiés, y compris ceux des exécutoires de dépens, demeurent, comme frais frustratoires, à charge de celui qui les a provoqués.

ART. 77.

Le Gouvernement est autorisé à tarifier par arrêté royal les droits et honoraires des avoués et des experts en matière d'expropriation pour cause d'utilité publique.

TITRE IV.

De la rétrocession.

ART. 78.

Si les immeubles acquis pour cause d'utilité publique ne reçoivent pas cette destination, un avis affiché dans la forme usitée pour les publications officielles fait connaître les biens que l'expropriant est dans le cas de revendre. Dans les trois mois de la publication, les anciens propriétaires qui veulent réacquérir ces biens sont tenus de le déclarer, à peine de déchéance.

A défaut par l'expropriant de publier cet avis, les anciens propriétaires ou leurs ayants droit peuvent demander la remise des dits immeubles; cette remise est ordonnée en justice sur la déclaration de l'expro-

§ 4. — *Van de kosten en verschotten.*

ART. 76.

De kosten en verschotten van eersten aanleg, daarinbegrepen die van consignatie, inbezitstelling en terugneming van de in bewaring gestelde sommen, worden gedragen door de onteigenende partij; zoo ook de kosten en verschotten van het hooger beroep, tenzij het door den onteigende ingesteld en door hem verloren wordt.

In de twee aanleggen, blijven de buitengewone kosten, veroorzaakt door niet gewettigde maatregelen of tusschengeschillen, met inbegrip van die tot betaalbaarstelling der verschotten, als doellooze kosten, ten laste van hem die ze heeft uitgelokt.

ART. 77.

Aan de Regeering is machtiging verleend om, bij een koninklijk besluit, een tarief te stellen voor de rechten en het loon van de pleitbezorgers en deskundigen, in zake onteigening ten algemeenen nutte.

TITEL IV.

Van de wederoverdracht.

ART. 78.

Zoo de onroerende goederen, ten algemeenen nutte verkregen, niet tot die bestemming gebruikt worden, zal bij een bericht, aangeplakt op de voor ambtelijke kennisgevingen gebruikelijke wijze, bekend gemaakt worden welke onroerende goederen de onteigenende in de gelegenheid is weder te verkoopen. Binnen drie maanden na die bekendmaking zijn de vroegere eigenaars, welke die goederen zouden willen terugkopen, gehouden dit te verklaren, op straf van verval.

Blijft de onteigenende in gebreke die bekendmaking te doen, dan mogen de vroegere eigenaars of hunne rechthebbenden de teruggave der onroerende goederen vragen; die teruggave wordt in rechte bevolen op de

priant qu'ils ne sont plus destinés à servir aux travaux en vue desquels ils avaient été acquis.

ART. 79.

Les provinces, communes et établissements publics peuvent rétrocéder les immeubles dont il s'agit par contrat amiable, sinon par convention d'arbitrage dans les formes prescrites ci-avant, moyennant les autorisations requises pour les aliénations. Le Ministre des Finances et des Travaux publics peut faire les mêmes contrats relativement aux biens de l'État.

A défaut d'entente, le prix est fixé par le tribunal de première instance de la situation des immeubles.

Le prix ne peut, en aucun cas, excéder le montant de l'indemnité, déduction faite des sommes allouées à titre de frais de emploi et d'intérêts d'attente.

ART. 80.

Les dispositions portées aux articles 78 et 79 sont applicables en cas d'établissement d'une servitude.

TITRE V.

Des exemptions d'impôts.

ART. 81.

Sont exempts des droits de timbre, d'enregistrement, de greffe et d'hypothèque tous actes, jugements et arrêts, exploits, procès-verbaux et rapports, tous certificats, extraits, copies et expéditions relatifs à la transmission et à l'envoi en possession des immeubles et des droits, au règlement, à la consignation et au paiement des indemnités, à l'état hypothécaire des biens, à l'ordre à ouvrir, au report de l'hypothèque sur des immeubles autres que ceux cédés ou expropriés, ainsi qu'à la rétrocession.

verklaring van den onteigenende dat zij niet meer bestemd zijn tot het werk waarvoor zij werden verkregen.

ART. 79.

De provinciën, gemeenten en openbare instellingen mogen die onroerende goederen wederoverdragen bij minnelijk kontrakt, zoo niet bij overeenkomst tot scheidsrechterlijke uitspraak in de hooger omschreven vormen, mits de voor vervreemdingen vereischte machtigingen. De Minister van Financiën en Openbare Werken mag dezelfde kontrakten aangaan betreffende Staatsgoederen.

Wordt men het niet eens, dan wordt de prijs bepaald door de rechtbank van eersten aanleg binnen welker gebied de onroerende goederen gelegen zijn.

In geen geval mag de prijs hooger zijn dan het bedrag der schadeloosstelling, na afrek der wegens kosten van wederbelegging en wachtinterest verleende sommen.

ART. 80.

De in artikelen 78 en 79 geschreven bepalingen, zijn van toepassing waar het de vestiging eener erfdienstbaarheid geldt.

TITEL V.

Van de ontheffing van belasting.

ART. 81.

Zijn vrij van zegel-, registratie-, griffie- en hypotheekrechten, alle akten, vonnissen en arresten, exploiton, processen-verbaal en verslagen, alle attesten, uittreksels, kopijen en expeditien, rakende de overdracht en de inbezitstelling der onroerende goederen en der rechten, de bepaling, de inbewaringstelling en de uitbetaling der schadeloosstellingen, den hypothecairen staat der goederen, de te openen regeling van voorrang, de overdracht der hypotheek op andere onroerende goederen dan de afgestane of onteigende, alsmede de wederoverdracht.

L'exemption s'étend aux procurations.

Elle est applicable dans tous les cas prévus à l'article 32 de la présente loi.

TITRE VI.

Dispositions diverses.

ART. 82.

Les huissiers peuvent transmettre par pli recommandé à la poste les exploits à notifier en matière d'expropriation pour cause d'utilité publique. La remise du pli à la poste vaut notification à la partie signifiée à compter du surlendemain de cette remise.

ART. 83.

Les greffiers des cours et tribunaux sont autorisés à délivrer, avant l'enregistrement des arrêts et jugements, les extraits qui sont nécessaires à la liquidation des indemnités.

ART. 84.

Les expropriations prévues par les lois du 1^{er} juillet 1858 et du 15 novembre 1867 sont autorisées conformément à la présente loi, sans préjudice des formalités spéciales d'instruction applicables en matière d'expropriation par zones.

ART. 85.

Les lois du 27 mai 1870, du 17 avril 1855 et du 22 juillet 1893, ainsi que l'article 51 de la loi du 16 septembre 1807, sont abrogés.

ART. 86.

La présente loi sera obligatoire le trentième jour après celui de sa publication.

De ontheffing strekt zich tot de volmachten uit.

Zij is van toepassing op al de bij artikel 32 dezer wet vorziene gevallen.

TITEL VI.

Vershillende bepalingen.

ART. 82.

Door de deurwaarders mogen bij eenen ter post aangeteekenden brief, de in zake onteigening ten algemeene nutte te betrekken exploiton verzonden worden. De bezorging van den brief ter post geldt als beteekening aan de aangezegde partij, te beginnen met den tweeden dag na die bezorging.

ART. 83.

De griffiers van hoven en rechtbanken mogen, vóór de registratie van arresten en vonnissen, de ter vereffening der schade-loosstelling noodige uittreksels afleveren.

ART. 84.

Tot de onteigeningen voorzien bij de wetten van 1 Juli 1858 en 15 November 1867, wordt machtiging verleend overeenkomstig deze wet, onverminderd de bijzondere formaliteiten van onderzoek, die in zake van onteigening per strooken van toepassing zijn.

ART. 85.

De wetten van 27 Mei 1870, 17 April 1855 en 22 Juli 1893, almede artikel 51 der wet van 16 September 1807, zijn ingetrokken.

ART. 86.

Deze wet is verplichtend den dertigsten dag na dien der bekendmaking.

Disposition transitoire.

Jusqu'au jour où un nouveau tarif aura été décrété en exécution de l'article 77, les droits et honoraires des avoués seront réglés conformément à l'arrêté royal du 19 juillet 1894, et ceux des experts, dans tous les cas prévus à la présente loi, d'après le tarif du 16 février 1807.

Donné à Laeken, le 11 février 1903.

Overgangsbepaling.

Tot wanneer, ter uitvoering van artikel 77, een nieuw tarief zal gesteld zijn, worden de rechten en het loon der pleitbezorgers bepaald overeenkomstig het koninklijk besluit van 19 Juli 1894, en die der deskundigen, in al de bij deze wet voorziene gevallen, volgens het tarief van 16 Februari 1807.

Gegeven te Laken, den 11^e Februari 1903.

LÉOPOLD.

PAR LE ROI :

*Le Ministre des Finances
et des Travaux publics,*

VAN 'S KONINGS WEGE :

*De Minister van Financiën
en Openbare Werken,*

P. DE SMET DE NAEYER.

Le Ministre de la Justice,

De Minister van Justitie,

J. VAN DEN HEUVEL.



Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 12 FEBRUARI 1903.

Ontwerp van wet betreffende de formaliteiten en de rechtspleging
bij onteigening ten algemeenen nutte.

TOELICHTING.

MIJNE HEEREN,

De bij de wetten van 17 April 1835 en 27 Mei 1870 bepaalde rechtspleging bij onteigening ten algemeenen nutte, moest er toe leiden op zoo spoedig en zuinig mogelijke wijze, de inbezitting toe te laten der voor de uitvoering van werken ten algemeenen nutte noodige onroerende goederen, zonder dat de waarborgen, die door de Grondwet aan den persoonlijken eigendom verzekerd zijn, er door verkort werden. Dat oogmerk werd, naar de ervaring leert, niet ten volle bereikt. De Regeering meent dan ook aan de Wetgevende Kamers een wetsontwerp ter overweging te moeten aanbieden, om in de bezwaren te voorzien waartoe de gebreken en de leemten der huidige wetgeving aanleiding gaven.

Afgezien van de wijzigingen die het brengt aan de bestaande wetgeving, behelst het wetsontwerp eene volledige samenvatting der wetten van 1835 en 1870. Het scheen wenschelijk, in heldere en logische volgorde de voorschriften bijeen te brengen die de onteigening beheerschen, zooals gedaan werd bij de wet van 8 Maart 1810, welke, vóór 1835, het wetboek der onteigening ten algemeenen nutte uitmaakte.

Ongeacht de wijzigingen die alleen den vorm of het opstel betreffen en ten doel hebben de samengevatte artikelen der wetten van 1835 en 1870 in overeenstemming te brengen, — kunnen de voorgestelde nieuwe bepalingen tot vier reeksen worden teruggebracht :

Die welke rechtstreeks beoogen den gang der rechtspleging te bespoedigen;

Die welke in de leemten der wetgeving moeten voorzien;

Die welke er toe strekken enkele betwiste vraagpunten op te lossen;

Ten slotte, de bepalingen van louter fiscaal aard.

I.

De wijzigingen, welke beoogen den gang der rechtspleging te bespoedigen, zijn vijf in getal:

1° Inkorting van den termijn voor nieuwe dagvaarding, welke inkorting, dank aan de toenemende snelheid der vervoers- en verkeersmiddelen, thans mogelijk is geworden, zonder gevaar mede te brengen voor de rechten van partijen (art. 36)

Eene belangrijke nieuwigheid, bij artikel 52 van het ontwerp ingevoerd, staat met die overweging in verband; wij bedoelen de inkorting van den termijn waarbinnen beroep kan ingesteld worden tegen de in de eerste alinea van dat artikel bedoelde vonnissen.

De gewone termijn van drie maanden, die algemeen als regel voorkomt in onze burgerlijke rechtspleging, schijnt blijkbaar te lang, waar het onteigening geldt. Dit geeft, in onteigeningszaken, aanleiding tot tweeërlei zwaarigheid: de termijn is uitgestrekter dan werkelijk noodig is om aan partijen gelegenheid te geven, met volle kennis van zaken, te oordeelen over de gepastheid van het hooger beroep; hij verlengt, meer dan het voor den onteigende volstrekt noodig is, den steeds verdrietigen tijd van onzekerheid en twijfel.

2° Vaststelling van nieuwe termijnen. Die termijnen zijn met een tweevoudig doel bepaald. Ten eerste, om te voorkomen dat vertraging zou ontstaan uit de werkeloosheid van partijen of deskundigen (art. 43, 44 en 54, laatste alinea); ten tweede, om den tijd, aan de rechters toegestaan om uitspraak te doen, tot den door de ervaring toereikend bevonden omvang terug te brengen (art. 46).

3° Afschaffing van de middelen van bekendmaking die al te groote kosten medebrengen en zonder werkelijk nut gebleken zijn. Zoo zullen de explooten tot dagvaarding niet langer in de dagbladen moeten opgenomen noch aan den hoofdingang van kerk en gemeentehuis aangeplakt worden; en er zal ook geen afschrift meer aan den burgemeester moeten afgegeven worden. Die maatregelen zijn door andere vervangen, die sneller, minder kostbaar en doelmatiger zijn (art. 34). Daarbij zullen de explooten tot dagvaarding vermelden dat eigenaars en vruchtgebruikers verplicht zijn, de derde belanghebbenden in het geding te beroepen (art. 35).

4° Invoering van eene nieuwe benoemingswijze voor deskundigen bij onteigeningen die talrijke schattingen zullen noodig maken. De rechtbank zal, op vordering van den procureur des Konings, verschillende commissiën van deskundigen mogen benoemen, welke zij, buiten gemotiveerde uitzondering, om voorlichting vragen zal waar het de bepaling der schadeloosstellingen geldt (art. 41);

5° Invoering van den ter post aangeteekenden brief, voor mededeelingen en beteekeningen aan partijen, naar het voorbeeld van artikelen 43 en 122 der kieswet van 12 April 1894 (art. 3, 30, 61 en 82).

II.

De bepalingen der tweede reeks, die dan ook de meeste in getal zijn, hebben ten doel de huidige wetgeving aan te vullen op verschillende gewichtige punten, waar zij ontoereikend werd bevonden.

Die bepalingen raken :

- 1^o De rechten welke door onteigening kunnen getroffen worden;
- 2^o De invoering eener scheidsrechterlijke rechtspleging;
- 3^o Verschillende van het gemeen recht afwijkende regelen, die den minnelijken afstand en de overeenkomsten tot scheidsrechterlijke uitspraak betreffen;
- 4^o De uitbetaling der schadeloosstelling;
- 5^o De rechtspleging bij dringendheid;
- 6^o De regeling van kosten en verschotten;
- 7^o De bepaling van den prijs der wederoverdracht.

* * *

1^o Krachtens artikel 1, mag voortaan de onteigenende de afschaffing vorderen van welkdanig zakelijk recht op een onroerend goed, van een huurrecht, van een genotspandrecht of van eenig ander persoonlijk recht verbonden aan een onroerend goed, hetzij het bezwaarde goed niet moet verkregen worden voor de verwezenlijking van het te bereiken doel van algemeen nut, hetzij de onteigenende reeds den eigendom van dat goed bezit, wijl hij het in der minne aangekocht heeft, met het oog op de uitvoering van het ontworpen werk, of op eenige andere wijze ook, of wijl hij het onteigend heeft, gebruik makende van het vermogen in artikel 55 geschreven.

Dit laatste artikel geeft den onteigenende een vermogen dat hem de bestaande wetten niet toekennen, nl. gedurende korteren of langeren tijd na de onteigening de afschaffing van de zakelijke of persoonlijke rechten te schorsen, welke derden op het onteigend onroerende goed zouden bezitten. Dadelijke afschaffing dier rechten, op het oogenblik der onteigening, brengt voor den onteigenende zeer nadeelige gevolgen mede, wanneer de intenemen strook zeer uitgestrekt is en dus de aankopen een tamelijk langen tijd vergen. In dat geval kan de onteigenende, om de vordering tot onteigening aan te vangen, het oogenblik niet afwachten dat met het werk een begin kunne worden gemaakt; wil hij dan aan al de eischen der eigenaars niet toegeven, ten einde tot eene minnelijke overeenkomst te geraken, die toelaat de huurpachten en de andere bij artikel 55 bedoelde rechten te handhaven, dan ziet hij zich verplicht soms zeer beduidende schadeloosstellingen te betalen, wegens de afschaffing van rechten die voorloopig zonder eenig bezwaar zouden kunnen blijven bestaan.

Het hoeft niet gezegd dat onder de rechten welker afschaffing, bij wijze van onteigening, bij artikel 1, is toegelaten, niet moeten begrepen worden die rechten welke door de openbare macht op eigen gezag kunnen gewijzigd of opgeheven worden: zoo de rechten van uitzicht en uitweg die privaatspersonen

op openbare wegen bezitten; het recht van fabriekeigenaars op het gebruik der wateren van bevaarbare en niet bevaarbare waterlopen, recht welks opheffing voorzien is in artikel 48 der wet van 16 September 1807, enz. Daar de gevallen waarin het Beheer op eigen gezag handelen mag, niet onder de toepassing staan van artikel 11 der Grondwet, heeft de onteigeningswet met die gevallen niets te maken en de schadeloosstelling die zou verschuldigd zijn, dient bepaald volgens de regelen van het gemeen recht.

Artikel 1 laat ook de vestiging toe, bij wijze van onteigening, van zake-lijke erfdienstbaarheden op privaat goederen.

Thans is het stellen van eene erfdienstbaarheid, waarvan het algemeen nut erkend is, slechts mogelijk na minnelijke overeenkomst met den eigenaar van het goed waarop de erfdienstbaarheid moet gevestigd worden. Komt dergelijke overeenkomst niet tot stand, — en de eigenaars stellen soms onaanneembare eischen, — dan dient den eigendom van het goed onteigend. En dat goed moet, nadat de noodig geachte erfdienstbaarheid er op gevestigd is, terug verkocht worden met aanzienlijk verlies.

Wie die niet dadelijk inziet, welke gebreken dergelijk stelsel aankleven; welke lasten voor 's lands gelden het medebrengt; hoe het met het rechtsbegrip in strijd is? Het leidt er immers toe onteigeningen te doen plaats hebben waarbij het algemeen nut maar ten deele betrokken is, vermits dat nut alleen het stellen van eene erfdienstbaarheid vordert, en nu echter het goed zelf onteigend wordt.

De nieuwe bepaling zal onder andere het vestigen toelaten van erfdienstbaarheden *altius non tollendi*, namelijk in het esthetisch belang der steden en voor het behoud van aantrekkelijke landschappen en panorama-zichten, en om langsheen de wegen strooken uit te sparen, bezwaard met de dienstbaarheid *non ædificandi*.

Zooals het opgevat is, overschrijdt artikel 1 van het ontwerp de grenzen niet welke artikel 11 onzer Grondwet voor het onteigeningsrecht heeft gesteld.

*
* * *

2^o Krachtens artikel 10 mogen partijen, in gemeen overleg, door scheids-rechterlijke uitspraak, de geschillen doen beslechten die alleen het bedrag der schadeloosstelling betreffen. De thans bestaande wetgeving laat niet toe in der minne te handelen, in zake onteigening, daar het geschillen geldt die het Beheer aanbelangen en bijgevolg aan het openbaar ministerie dienen medegedeeld. De tusschenkomst van de rechterlijke macht levert nochtans geen nut op wanneer het wezen van de schadeloosstelling niet is betwist. Er blijft inderdaad dan nog enkel eene vraag van « quantum » op te lossen. Om zulks op billijke wijze te doen, bieden deskundige scheidsmannen ruim voldoende waarborgen, wanneer zij verplicht zijn rechtsvormen in acht te nemen welke aan al de partijen het recht geven gehoord te worden, en zij over de noodige middelen tot onderzoek beschikken om de gegevens ter vestiging hunner overtuiging bijeen te brengen.

Het bepaalde in artikelen 11 tot 24 van het ontwerp is van aard om daaromtrent alle zekerheid te geven.

*
* * *

3° De praktijk heeft bewezen dat bijzondere regelen dienen gesteld, voor het geval dat goederen aan onbekwamen toebehoorende of met hypotheek bezwaard, aanleiding geven tot minnelijken afstand of overeenkomsten tot scheidsrechterlijke uitspraak.

Het wetsontwerp bevat, wat de onbekwamen betreft, eene rij bepalingen die afwijken van de ingewikkelde formaliteiten van het gemeen recht, daar zij echter waarborgen voorschrijven die de onbekwamen beveiligen tegen bedrog of onvoorzichtigheid (art. 25 tot 29). In het bijzonder regelt artikel 29 de vervreemding ten algemeenen nutte van de goederen der provinciën, der gemeenten en der openbare instellingen. Het machtigt den Minister van Financiën om aan die beheeren af te staan alle grondinnemingen die zij op het privaat domein van den Staat zouden moeten doen; het kwam billijk voor dat die Beheeren, waar zij met den Staat onderhandelen, niet meer belemmering ondervinden dan waar zij met een privaat persoon te doen hebben. (Zie in dien zin artikel 43 der Fransche wet van 3 Mei 1841.)

Wat de met hypotheek bezwaarde goederen aanbelangt, bij artikelen 9, 14 en 24 is eene nieuwe wijze van ontlasting ingevoerd, die eenvoudig is en snelwerkend tevens, en die ten volle de rechten der schuldeischers waarborgt.

*
* * *

4° Bij ervaring is gebleken dat, in de bepalingen tot regeling van de uitbetaling der schadeloosstelling, enkele leemten zijn.

A. Bij minnelijken afstand, kan het voorkomen dat de onteigende weigert de betaling te aanvaarden van de overeengekomen schadeloosstelling. Daaruit ontstaat voor den onteigenende de verplichting te handelen naar artikelen 1257 en volgende van het Burgerlijk Wetboek betreffende de zakelijke aanbiedingen. Dergelijke formaliteit geeft, in dezen, aanleiding tot kosten en vertraging, en wordt door geen voordeel opgewogen. Artikel 8 van het ontwerp laat die formaliteit vervallen.

B. Wanneer het vonnis tot bepaling der schadeloosstelling uitgesproken is, heeft de onteigende geen enkel middel om den onteigenende te dwingen dat vonnis uit te voeren. Zoo deze er geen gevolg aan geeft, komt de onteigende in eenen even onrechtvaardigen als ongewonen toestand.

In grondbegin, behoudt hij nog steeds het bezit en het gebruik van zijn goed; maar dat bezit is zoo onzeker van aard dat het gebruik volkomen onnut wordt. Zelf kan hij zijn eigendom niet onbekommerd bewonen of gebruiken, en het wordt hem onmogelijk het te verhuren, daar niemand genegen is een recht te verwerven dat te elken stonde met opheffing bedreigd is.

Ook kwam het rechtmatig voor den onteigenende de verplichting op te leggen de schadeloosstelling binnen een bepaalden tijd in consignatie te brengen, op straf van verval van de proceduur tot onteigening en veroordeeling tot vergoeding voor de aan den onteigende berokkende schade. Artikel 47

van het ontwerp vult aldus het bepaalde in artikel 12 der wet van 17 April 1835 aan.

C. Zoo wederbelegging moet plaats hebben, mag, naar luid van artikel 27 en van de 4^{de} alinea van artikel 57, de agent der kas van consignatiën, op straf van aansprakelijkheid, de in bewaring gegeven schadeloosstelling alleen weder uitbetalen, mits bewijs van de door den onteigenende aangenomen wederbelegging of van door hem gegeven machtiging. Daar echter de verplichting tot wederbelegging betrekkelijk zelden voorkomt in België, en het past partijen te ontslaan van de noodzakelijkheid, om waar de verplichting niet bestaat, daaromtrent bewijs over te leggen, bleek het voldoende den agent der kas alleen dan aansprakelijk te maken voor de niet-wederbelegging, wanneer de verklaring der consignatie die verplichting vermeldt.

* * *

5^o Bij artikelen 60 tot 72 van het ontwerp is, voor het geval van dringendheid, eene korte rechtspleging ingesteld, wier nut sinds lang is erkend. Soms had, bij uiterste dringendheid, het Beheer te doen met eigenaars die weigerden hunne onroerende goederen, onder welke voorwaarden ook, zonder uitstel te laten in bezit nemen, en het heeft geen rechtsmiddel aan de hand om ze daartoe te dwingen.

De Fransche wet van 5 Mei 1841 biedt, onder artikelen 65 tot 74, een geheel van regelen aan welke in die leemte voorzien. Die regelen werden in het oog gehouden bij het opmaken van het wetsontwerp, behalve wat aangaat de volgende punten :

A. Terwijl, in Frankrijk, de rechtspleging bij dringendheid alleen van toepassing is op onbebouwde onroerende goederen, geldt de U thans voorgestelde zoo voor de bebouwde als voor de onbebouwde eigendommen. Indien zij slechts tot de laatstbedoelde soort goederen moest beperkt blijven, zou, in België, de verandering maar zeer twijfelachtig nut opleveren.

Bovendien, de gebouwen uitsluiten, op grond dat het moeilijk is hunne waarde te schatten, bij na de slechting ervan geschiedende proceduur, zou niet strooken met het stelsel van het ontwerp, waarbij de waarborgen zijn vermenigvuldigd die ten doel hebben eene zoo volledig mogelijke schatting te bereiken, en waarbij het der rechtbank toegelaten is die schatting te doen herbeginnen wanneer een eerste verslag van deskundige haar niet volkomen heeft ingelicht (art. 66). Hier dient aangemerkt dat, naar luid van artikelen 47 en 52 van het ontwerp, betreffende de gewone rechtspleging, die slechts de herhaling zijn van de in artikelen 12 en 17 der wet van 1835 geschreven beginselen, de rechters ook kunnen te beslissen hebben over het bedrag der wegens de onteigening van reeds geslechte gebouwen verschuldigde schadeloosstellingen; dat is het geval wanneer tegen de beslissing tot bepaling der schadeloosstellingen beroep werd aangeteekend en de onteigenende gevraagd heeft dadelijk in bezit te worden gesteld.

B. Zoo zij het noodig oordeelt tot beveiliging van de belangen der bewoners van bebouwde eigendommen, kan, krachtens artikel 69, de rechtbank

de inbezitneming door den onteigenende uitstellen, tot na afloop van een termijn van twee maanden, ingaande met den datum van het vonnis tot bepaling van het bedrag der eindelijke of voorloopige schadeloosstelling.

C. Bij afwijking ook van de Fransche wet, waarbij de onteigende zich te vergenoegen heeft met den wettigen interest der tijdelijk in consignatie gebrachte som, gelast het ontwerp de uitbetaling van die som aan de rechthebbenden zonder de bepaalde regeling van hunnen toestand af te wachten (art. 70). Aldus wordt voldaan aan de bepaling der Grondwet waarbij de *voorafgaande* uitbetaling der schadeloosstelling is opgelegd. Dat het ontwerp ook het in de Grondwet neergeschreven beginsel van *billijke* schadeloosstelling eerbiedigt, valt niet te betwijfelen, indien rekening wordt gehouden in hun geheel met de nauwgezette formaliteiten, strekkende tot juiste bepaling der in consignatie te brengen gelden.

D. Het is, ten slotte, van belang er op te wijzen dat de voorgestelde bepalingen, wat de schatting en de vaststelling der voorloopige schadeloosstelling aangaat, veel langere termijnen verleent dan die in de Fransche wet voorzien zijn.

Alzoo verdwijnt alle bezwaar tegen eene hervorming die het openbaar belang zeer ten goede komt en, tevens, de rechten der onteigenden in geen deele krenkt.

* * *

6° Bij de wet van 1833 is niet bepaald wie de kosten van het geding tot onteigening te dragen heeft. Een beginsel beheerscht de vraag : de onteigende moet billijke en volle schadeloosstelling betalen. Daaruit volgt dat *hij* het bedrag dier schadeloosstelling moet doen bepalen, en *hij* aldus de kosten van de rechtspleging te dragen heeft welke de wet heeft voorgeschreven om tot die bepaling te geraken.

Dat beginsel, waarin het bepaalde in artikel 76 van het ontwerp, rakende de kosten en verschotten van eersten aanleg, hare uitlegging vindt, welthet tevens de bepaling waarbij de kosten en verschotten in beroep ten laste van den onteigenende worden gelegd, telkens het beroep van hem uitgaat. Alsdan dient de tweede aanleg aanzien als de voortzetting van het rechterlijk onderzoek omtrent de schadeloosstelling en, zooals daareven is gezegd, is dat onderzoek ten koste van den onteigenende. Het verder in artikel 76 bepaalde bekrachtigt slechts de voorschriften van gemeen recht en billijkheid.

* * *

7° Artikel 23 der wet van 1833 laat tusschen den onteigenden eigenaar en den onteigenende geene overeenkomst in der minne toe, omtrent den prijs der wederoverdracht.

Die prijs moet noodzakelijkerwijze door de rechtbank bepaald worden, tenzij de vroegere eigenaar verkicze het bedrag der door hem ontvangen schadeloosstelling terug te betalen.

In het verslag van de Kamer-Commissie is daaromtrent het doel der wet volgenderwijze aangewezen : « Uwe Commissie heeft gemeend dat, zoo » men het Beheer wil beveiligen tegen alle bedriegelijke verstandhouding

» tusschen zijne mindere agenten en den onteigenden eigenaar, het noodig
 » was dat, telkens deze zich niet bereid verklaarde het bedrag der schade-
 » loosstelling terug te betalen, den prijs van de wederoverdracht door de
 » rechtbank moest worden bepaald. »

De boven aangehaalde bepaling is een waar anachronism, dat uit de wet op de onteigening dient geweerd. Bedriegelijke verstandhouding is niet te duchten : eensdeels kunnen de goederen van provinciën, gemeenten of openbare instellingen niet afgestaan worden dan mits toestemming van de hogere overheid; andersdeels is voor vervreemding van den Staat toebehoorende onroerende goederen steeds de tusschenkomst vereischt van den Minister van Financiën. Die regelen zullen van toepassing zijn op de wederoverdrachten.

Overigens geldt het, over het algemeen, zaken van geringe waarde, en het beroep op de rechtbank is slechts ver gedreven formalism, dat kosten medebrengt die buiten verhouding zijn met het betrokken belang, kosten die ten laste vallen van den onteigenende; dank aan artikel 79 van het ontwerp, dat toelaat den prijs in der minne of bij scheidsrechterlijke uitspraak te bepalen, zullen die kosten kunnen vermeden worden.

III.

De bestaande wetgeving gaf aanleiding tot verschillende betwiste vraagstukken, waaronder enkele die men gemeend heeft te moeten oplossen wegens het praktisch nut aan die oplossing verbonden.

Die vraagstukken zijn drie in getal.

* * *

1^o Moeten de bijzondere bepalingen welke den minnelijken afstand van ter onteigening aangewezen onroerende goederen regelen, reeds toegepast worden zoodra tot onteigening termen aanwezig zijn?

In de eerste alinea van artikel 52 wordt die vraag bevestigend beantwoord. Het is redelijk dat, bij onteigening ten algemeenen nutte, de behandeling niet minder gunstig zij wanneer de onteigende, door zijne inschikkelijkheid, den onteigenende ontlast van het vervullen van de bestuurlijke formaliteiten, dan wanneer hij, door zijnen tegenstand, hem verplicht tot het aanwenden en het bekostigen van al de bestuurlijke en gerechtelijke maatregelen welke de wet « toelaat » doch niet « voorschrijft ». De nieuwe bepaling komt overigens overeen met eene steeds gevolgde praktijk.

Eene soortgelijke betwisting wordt in de tweede alinea van artikel 52 beslecht, waar is verklaard dat de bedoelde bijzondere regelen insgelijks van toepassing zijn op den aankoop van excedenten van onroerende goederen, die niet in den omvang der werken begrepen zijn.

* * *

2^o Is de eigenaar verplicht den erfpachter en den bebouwer in het geding te betrekken?

Artikel 54 antwoordt bevestigend. De aanwezigheid van die belanghebbers bij de bespreking van de schadeloosstelling, vindt hare wettiging in dezelfde redenen die het betrekken in de zaak hebben doen verplichtend keuren van hen die op het goed een recht van rechtstreeksch en persoonlijk genot bezitten.

*
*
*

5° Heeft de vordering tot onteigening een zuiver onroerend of wel een gemengd karakter?

In het eerste geval moet de raming van het geschil, tot bepaling van de bevoegdheid en den aanleg, geschieden volgens de voorschriften van artikel 52 der wet van 25 Maart 1876; in het tweede geval, zijn de voorschriften van artikel 53 dier wet van toepassing.

De eerste alinea van artikel 75 van het ontwerp lost dat vraagstuk op. Daarbij wordt een gemengd karakter aan « elk verzoek in zake onteigening » toegekend, niet alleen dus aan elke vordering tot onteigening, maar ook aan de tusschengeschillige verzoeken. Alzoo zullen de door de huurders ingediende verzoeken onder toepassing staan van artikelen 53, 54 en 55 der bevoegdheidswet.

Daarbij is afgeweken van de bepaling van de laatste alinea van artikel 58 der wet van 1876, naar luid van dewelke « de vonnissen in de tusschengeschillen voor de ontvankelijkheid in hooger beroep hetzelfde lot volgen als de hoofdvordering ».

De tweede alinea van artikel 75 van het ontwerp keert tot dien laatsten regel terug, voor vonnissen, waarbij uitspraak is gedaan op *de vervulling van de formaliteiten* door de wet voorgeschreven.

Die oplossing dringt zich op, wil men tegenstrijdigheid in de vonnissen vermijden, waardoor zekere vorderingen tot onteigening zonder uitkomst zouden blijven, wat namelijk zou gebeuren, indien bij vonnis, in laatsten aanleg op de hoofdvordering gewezen, de bij de wet voorgeschreven formaliteiten werden vervuld verklaard, terwijl bij een op een tusschengeschillig verzoek gegeven arrest diezelfde formaliteiten niet vervuld werden verklaard.

IV.

Op het stuk van de fiscale bepalingen wordt, bij artikel 81 van het ontwerp een wettelijk karakter gegeven aan de vrijstellingen welke in de praktijk reeds erkend waren, en worden enkele nieuwe vrijstellingen ingevoerd.

Onder de eerste alinea is uitdrukkelijk de vrijstelling van het griffierecht bekrachtigd, hetgeen thans reeds bij wijze van uitlegging als aangenomen geldt. Afgeschaft wordt de bij artikel 62, 49^o van het zegelwetboek gestelde onderscheiding, die vrijstelling van dat recht alleen toelaat mits de kosten ten laste vallen van den Staat. Een der gevolgen daarvan zal zijn van het zegel te ontlasten de uit naam van provinciën, gemeenten en openbare instellingen gevorderde onteigeningen.

Het bepaalde in de tweede alinea is nieuw.

De slotalinea, in verband gebracht met artikel 52, lost, voor goed, in den zin der bestaande praktijk, de vraag op of vrijstelling dient verleend wanneer geen decreet tot onteigening bestaat, en de onteigende een excedent van onroerend goed aankoopt om het uitbetalen van eene schadeloosstelling wegens waardevermindering te vermijden.

V.

Er blijft thans nog over afzonderlijk te wijzen op eene nieuwe bepaling van eigenaardige kracht en karakter : de door het ontwerp voorziene opheffing van artikel 51 der wet van 16 September 1807.

Naar luid van dat artikel moeten « de huizen en gebouwen die, om reden van wettelijk erkend algemeen nut, zouden moeten geslecht of waarvan een gedeelte zou moeten afgenomen worden, in hun geheel worden aangekocht wanneer de eigenaar het eischt ».

Hier heeft dus de eigenaar het recht te kiezen : of wel zal hij zich vergeeuen met de billijke schadevergoeding die hem krachtens artikel 11 der Grondwet zou toekomen, of wel zal hij mogen eischen dat de gebouwen in hun geheel worden aangekocht, hoe gering ook het gedeelte zij dat voor het werk ten algemeenen nutte moet ingenomen worden.

Dergelijk recht is ongetwijfeld overdreven; in menige omstandigheid brengt de uitoefening ervan voor den onteigende veel te strenge, dus onbillijke gevolgen mede.

De beginselen en de billijkheid eischen alleen dat de onteigende ten volle schadeloos worde gesteld en de bijzondere en bevoorrechte omstandigheden waarin in dezen de eigenaars van huizen en gebouwen verkeerden, schijnen door niets gewettigd.

Ten gevolge van de voorgestelde intrekking zal het bepalen van de bij gedeeltelijke onteigening van een huis of een gebouw verschuldigde schadeloosstelling, zooals voor gedeeltelijke onteigening van een onbebouwd onroerend goed, eene feitelijke vraag zijn, waarover deskundigen en rechtbank in billijkheid zullen te beslissen hebben.

Het spreekt van zelf dat de onteigende zich steeds zal kunnen verstaan met den onteigende omtrent den aankoop der gebouwen in hun geheel, wanneer het welbegrepen belang van beide partijen het medebrengt; zelfs zal de tweede alinea van artikel 52 van het ontwerp toelaten den prijs bij scheidsrechterlijke uitspraak te doen bepalen.

*
* * *

Het heeft onnoodig geschenen in het ontwerp uitlegging te geven omtrent de toepassing der nieuwe wet op de onteigeningen waarmede reeds een begin gemaakt is dan wanneer zij plichtend wordt, dit wil zeggen, den der-tigsten dag na dien der afkondiging (artikel 87).

Daaromtrent blijft het gemeen recht van kracht, waarvan de beginselen

geschreven zijn in artikel 2 van het Burgerlijk Wetboek : « De wet beschikt alleen voor de toekomst; zij heeft geene terugwerkende kracht. » Op het stuk der rechtspleging is aangenomen dat, behoudens eene bijzondere bepaling, de nieuwe wet moet toegepast worden niet alleen op de vorderingen die nog niet zijn ingeleid wanneer zij verplichtend wordt, maar ook op die welke reeds ingeleid waren, mits handhaving echter van de overeenkomstig de vroegere wet reeds geldig gedane verrichtingen. Het is anderzijds buiten kijf dat de nieuwe wet geenerlei wijziging brengt aan de termijnen waarop de belanghebbenden verkregen recht hebben wanneer de wet van kracht wordt.

Dientengevolge blijven gehandhaafd de volgens de wetten van 1870 en 1838 regelmatig gedane verrichtingen van bestuurlijke of rechterlijke proceduur, en zoo is het ook voor de reeds verkregen termijnen.

* * *

Naar het oordeel der Regeering zullen de verschillende veranderingen, die hierboven werden besproken, een wezenlijken vooruitgang daarstellen op de thans bestaande wetgeving. Eenerzijds beschermen zij op nauwgezetter wijze het belang der belastingschuldigen, hetwelk vereischt dat de ten algemeenen nutte gevorderde onteigeningen niet tot buitensporige uitgaven leiden, en anderzijds leveren zij voor de eigenaars nieuwe waarborgen op tot juistere schatting van de goederen die hun ontnomen worden.

Ook vertrouwt de Regeering dat het ontwerp dat zij de eer heeft bij de Kamers aanhangig te maken, een gunstig onthaal vinden zal.

*De Minister van Financiën
en Openbare Werken,*

P. DE SMET DE NAEYER.

De Minister van Justitie,

J. VAN DEN HEUVEL.

(12)

PROJET DE LOI.

WETSONTWERP.

LÉOPOLD II,

ROI DES BELGES,

A tous présents et à venir, Salut.

Sur la proposition de Nos Ministres des Finances et des Travaux publics et de la Justice,

NOUS AVONS ARRÊTÉ ET ARRÊTONS :

Le projet de loi dont la teneur suit sera présenté en Notre nom aux Chambres législatives par Notre Ministre de la Justice.

TITRE PREMIER.**Des formalités administratives.****ARTICLE PREMIER.**

L'expropriation pour cause d'utilité publique s'opère en vertu d'une loi ou d'un arrêté royal autorisant les travaux qui la rendent nécessaire.

L'expropriation peut avoir pour objet : 1° l'acquisition totale ou partielle d'un immeuble ; 2° la suppression soit d'un droit réel immobilier, soit d'un droit de bail, d'un droit d'antichrèse ou de tout autre droit personnel se rattachant à un immeuble ; 3° l'établissement d'une servitude réelle sur une propriété privée.

ART. 2.

L'arrêté royal autorisant une expropriation ne peut être pris qu'après enquête.

LEOPOLD II,

KONING DER BELGEN,

Aan allen, tegenwoordigen en toekomstenden, Heil.

Op voorstel van Onze Ministers van Financiën en Openbare Werken en van Justitie,

WIJ HEBBEN BESLOTEN EN WIJ BESLUITEN :

Het wetsontwerp waarvan de inhoud volgt zal in Onzen naam door Onzen Minister van Justitie aan de Wetgevende Kamers aangeboden worden.

TITEL ÉÉN.**Van de bestuurlijke pleegvormen.****ARTIKEL ÉÉN.**

Onteigening ten algemeenen nutte heeft plaats krachtens eene wet of een koninklijk besluit, waarbij tot het werk, dat onteigening vordert, machtiging is verleend.

De onteigening kan bedoelen : 1° het geheel of gedeeltelijk verkrijgen van een onroerend goed ; 2° het afschaffen hetzij van een zakelijk recht op een onroerend goed, hetzij van een huurrecht, een genotspandrecht, of eenig ander persoonlijk recht, aan een onroerend goed verbonden ; 3° het vestigen eener zakelijke erfdienstbaarheid op een privaat eigendom.

ART. 2.

Het koninklijk besluit, dat tot onteigening machtiging geeft, mag alleen na een onderzoek worden genomen.

L'enquête s'ouvre sur un projet comprenant :

a) Dans les cas visés au 1° et au 2° du 2° alinéa de l'article premier, le tracé des travaux, l'indication du but d'utilité publique et le plan des parcelles à exproprier ou le plan des biens grevés du droit à supprimer;

b) Dans le cas visé au 3° du même alinéa, l'exposé du but d'utilité publique et le plan des parcelles à grever avec l'indication de la nature et de l'étendue de la servitude.

Dans tous les cas, le plan contient la désignation des propriétaires et usufruitiers au nom desquels les immeubles sont inscrits au cadastre.

ART. 3.

Le projet est déposé pendant quinze jours à la maison communale du lieu de la situation des immeubles figurant au plan.

L'annonce du dépôt est affichée dans la forme usitée pour les publications officielles.

Les personnes visées à l'article 2 sont averties de ce dépôt, individuellement et à domicile, par une lettre recommandée à la poste. La remise de la lettre à la poste vaut notification à la partie signifiée à compter du surlendemain de cette remise.

Toutefois cet avertissement ne doit pas être adressé aux propriétaires et usufruitiers inscrits au plan qui auraient cédé leurs droits à l'expropriant à la date du dépôt du projet.

Il est justifié de l'accomplissement de ces formalités par un certificat du collège des bourgmestre et échevins.

Les dites formalités sont prescrites à peine de nullité; cependant le défaut d'avertissement n'entraîne la nullité qu'à l'égard des personnes non averties.

Het onderzoek wordt geopend op een ontwerp, omvattende :

a) In de gevallen voorzien bij 1° en 2° van de 2° alinea van artikel één, de afbakening van het werk, de aanduiding van het doel van algemeen nut en het plan der te onteigenen perceelen of het plan der goederen waarop het af te schaffen recht rust;

b) In het geval voorzien bij 3° van dezelfde alinea, de opgave van het doel van algemeen nut en het plan der te belasten perceelen met aanduiding van aard en omvang der erfdienstbaarheid.

In al de gevallen, wijst het plan de eigenaars en de vruchtgebruikers aan ten wier name de onroerende goederen bij het kadaster bekend zijn.

ART. 3.

Het ontwerp blijft gedurende vijftien dagen nedergelegd ten gemeentehuize van de plaats waar de op het plan voorkomende onroerende goederen gelegen zijn.

Het bericht van nederlegging wordt aangeplakt zooals voor ambtelijke kennisgevingen gebruikelijk is.

De bij artikel 2 bedoelde personen worden hoofdelijk en ten huize van die nederlegging verwittigd, bij eenen ter post aangeteekenden brief. De bezorging van den brief ter post geldt voor beteekening aan de aangezegde partij, te beginnen met den tweeden dag na die bezorging.

Echter moet die verwittiging niet gezonden worden aan de op het plan genoemde eigenaars en vruchtgebruikers, die, bij de nederlegging van het ontwerp, reeds hunne rechten aan den onteigenende zouden afgestaan hebben.

Van de vervulling dier formaliteiten wordt bewijs gegeven door een attest van het college van burgemeester en schepenen.

De formaliteiten dienen nagekomen op straffe van nietigheid; echter brengt het gebrek aan verwittiging slechts nietigheid mede ten aanzien van de niet verwittigden.

ART. 4.

Le délai de quinze jours fixé à l'article 3 prend cours à dater de l'avertissement donné au public et aux intéressés.

ART. 5.

Les réclamations ou observations auxquelles le projet peut donner lieu sont recueillies par le collège des bourgmestre et échevins, qui ouvre un procès-verbal à cet effet.

Les comparants signent la relation de leurs déclarations verbales; les déclarations écrites sont mentionnées et restent annexées au procès-verbal; celui-ci est clos par le bourgmestre ou l'échevin délégué, à l'expiration du délai fixé à l'article 3.

ART. 6.

S'il s'agit de travaux entrepris par une province, une commune ou un établissement public, les réclamations sont respectivement soumises au conseil provincial, au conseil communal ou à la commission administrative, qui donnent leur avis par une délibération motivée; celle-ci est jointe, ainsi que le procès-verbal de l'enquête, aux pièces à communiquer à l'autorité supérieure.

ART. 7.

Lorsque l'expropriation s'opère en vertu d'une loi ne désignant pas les immeubles à acquérir, ceux grevés d'un droit à supprimer ou ceux à grever d'une servitude, le plan visé à l'article 2 est soumis à enquête conformément aux dispositions portées aux alinéas 2 et suivants du dit article et aux articles 3 à 6.

Après l'enquête, ce plan est arrêté par décision ministérielle.

ART. 4.

De bij artikel 3 bepaalde termijn van vijftien dagen, gaat in met den dag der aan publiek en belanghebbenden gegeven verwittiging.

ART. 5.

De bezwaren of aanmerkingen waartoe het ontwerp aanleiding zou geven, worden opgenomen door het college van burgemeester en schepenen, dat deswege een proces-verbaal opent.

De verschijners onderteekenen de opname hunner mondelinge verklaringen; de geschreven verklaringen worden in het proces-verbaal vermeld en blijven er bij gevoegd; het wordt door den burgemeester of den gemachtigden schepene gesloten, na afloop van den bij artikel 3 bepaalden termijn.

ART. 6.

Geldt het een werk, door eene provincie, eene gemeente of eene openbare instelling ondernomen, dan worden de bezwaren, volgens het geval, onderworpen aan den provincieraad, aan den gemeenteraad of aan de commissie van beheer, die daaromtrent advies uitbrengen bij eene met redenen omkleede beraadslaging; deze, alsmede het proces-verbaal van het onderzoek, wordt bij de aan de hooge overheid mede te deelen stukken gevoegd.

ART. 7.

Zoo de onteigening krachtens eene wet geschiedt waarbij niet aangewezen zijn de te verkrijgen onroerende goederen, die waarop een af te schaffen recht rust of die waarop eene erfdienstbaarheid te vestigen is, dan moet het in artikel 2 bedoelde plan aan een onderzoek worden onderworpen, overeenkomstig het bepaalde in alinea's 2 en volgende van dat artikel en in artikelen 3 tot 6.

Na het onderzoek, wordt dit plan bij ministerieele beschikking vastgesteld.

TITRE II.

Des cessions amiables et des conventions d'arbitrage.

§ 1^{er}. — *Des cessions amiables.*

ART. 8.

En cas de cession amiable, si l'exproprié refuse de recevoir le paiement de l'indemnité convenue, l'expropriant peut se libérer en versant le montant de celle-ci à la caisse des dépôts et consignations, sans offres préalables ni mise en demeure.

ART. 9.

Lorsque des hypothèques grèvent l'immeuble ou le droit réel cédé, l'immeuble au profit duquel existait un droit réel supprimé ou l'immeuble sur lequel une servitude est établie, la cession est signifiée par l'expropriant aux créanciers inscrits qui ne sont pas intervenus à l'acte.

La signification est faite au domicile élu dans le bordereau d'inscription conformément au pénultième alinéa de l'article 85 de la loi du 16 décembre 1851 sur le régime hypothécaire; à défaut d'élection de domicile, la signification peut être faite au procureur du Roi près le tribunal dans le ressort duquel l'immeuble est situé.

Pendant un délai de quinze jours, ceux d'entre les créanciers non-intervenants dont la créance ne serait pas entièrement couverte par le prix de la cession, peuvent faire opposition à celle-ci et requérir le règlement judiciaire de l'indemnité. Le délai expiré sans qu'aucune opposition ait été notifiée à l'expropriant, les créanciers sont censés avoir adhéré à la convention.

TITEL II.

Van minnelijken afstand en overeenkomst tot scheidsrechterlijke uitspraak.

§ 1^o. — *Van minnelijken afstand.*

ART. 8.

In geval van minnelijken afstand, zoo de onteigende weigert de betaling van de overeengekomen schadeoosstelling aan te nemen, kan de onteigende zich vrijmaken door dezer bedrag te storten in de kas van deposito en consignatiën, zonder voorafgaande aanbod of inverttoefstelling.

ART. 9.

Wanneer het afgestane onroerend goed of het afgestane zakelijk recht, het onroerend goed ten welks behoefte een thans afgeschafte zakelijk recht bestond, of het onroerend goed waarop eene erfdienstbaarheid gevestigd is, met hypotheek bezwaard is, wordt de afstand door den onteigende beteekend aan de ingeschreven schuldeischers, die niet bij de akte opgetreden zijn.

De beteekening wordt gedaan aan de in het inschrijvingsborderel verkozen woonplaats, overeenkomstig de voorlaatste alinea van artikel 83 der wet van 16 December 1851 op het hypotheekstelsel; bij gebreke aan verkozen woonplaats, kan de beteekening gedaan worden aan den procureur des Konings bij de rechtbank binnen welker gebied het onroerend goed gelegen is.

Gedurende vijftien dagen mogen die onder de niet opgetreden schuldeischers, welker schuldvordering niet gansch door den prijs van afstand zou gedekt zijn, tegen dezen afstand in verzet komen en eischen dat de schadeoosstelling door rechterlijke uitspraak geregeld worde. Loopt die termijn ten einde, zonder dat aan den onteigende eenig verzet beteekend werd, dan worden de schuldeischers geacht in de overeenkomst te berusten.

Le prix convenu est versé à la caisse des dépôts et consignations; les droits des créanciers inscrits qui sont intervenus à l'acte et de ceux auxquels a été faite la signification prévue au premier alinéa du présent article, sont reportés sur la somme consignée et ils ne sont pas opposables à l'expropriant.

L'agent de la caisse ne peut vider ses mains que sur la production d'un certificat constatant, suivant le cas :

a) Que l'immeuble ou le droit réel acquis est libre de tous privilèges et hypothèques;

b) Que le bien au profit duquel existait un droit réel supprimé ou le bien sur lequel est établie une servitude est libre de tous privilèges et hypothèques, ou que les droits des créanciers inscrits sont restreints à l'immeuble tel qu'il reste subsister dans le patrimoine de l'exproprié après la cession amiable.

A défaut de produire le certificat requis, le prix ne peut être remboursé que sur une décision de justice.

§ 2. — *Des conventions d'arbitrage.*

ART. 10.

Si les parties, d'accord sur toutes les causes d'indemnité, ne s'entendent pas sur la somme à allouer, elles peuvent, par convention d'arbitrage, constituer un ou plusieurs collègues d'experts composés chacun de trois membres, et leur remettre le soin de fixer définitivement et sans recours le montant des indemnités.

ART. 11.

Les experts sont nommés de commun accord par les parties, ou respectivement par chacune d'elles et par le président du tri-

De overeengekomen prijs wordt gestort in de kas van deposito en consignatiën; de rechten van de ingeschreven schuldeisers, welke bij de akte zijn opgetreden, en van die wien de in de eerste alinea van dit artikel bedoelde beteekening werd gedaan, worden op de in consignatie gestelde gelden overgebracht en zij kunnen tegen den onteigenende niet worden geldend gemaakt.

De agent der kas mag niets uit handen geven dan op vertoon van een attest bevestigende, volgens het geval :

a) Dat het verkregen onroerend goed of het verkregen zakelijk recht met voorrechten noch hypotheek is bezwaard;

b) Dat het goed ten welks behoeve een thans afgeschafte zakelijk recht bestond, of het goed waarop eene erfdienstbaarheid is gevestigd, met voorrechten noch hypotheek is bezwaard, of dat de rechten der ingeschreven schuldeisers beperkt zijn tot het onroerend goed zooals het blijft behooren tot het vermogen van den onteigenende na den minnelijken afstand.

Wordt het vereischte attest niet overgelegd, dan mag de prijs slechts krachtens eene rechterlijke beslissing worden terugbetaald.

§ 2. — *Van overeenkomsten tot scheidsrechterlijke uitspraak.*

ART. 10.

Zoo partijen het eens zijn omtrent al de redenen tot schadeloosstelling, doch niet omtrent derzelver bedrag, mogen zij, bij overeenkomst tot scheidsrechterlijke uitspraak, eene of meer uit drie leden bestaande commissiën van deskundigen aanstellen en haar de zorg opdragen het bedrag der schadeloosstellingen voorgoed en zonder beroep te bepalen.

ART. 11.

De deskundigen worden in gemeen overleg benoemd door de partijen, of onderscheidenlijk door elke der partijen en door den

bunal de première instance de la situation des immeubles.

Dans ce dernier cas, chaque partie désigne son expert dans la huitaine de la convention d'arbitrage, à peine de foreclusion. Le délai expiré, le président du tribunal, sur simple requête de la partie la plus diligente, nomme le tiers expert et, s'il y a lieu, celui de la partie en défaut.

La nomination des experts leur est immédiatement notifiée.

ART. 12.

En cas de décès, refus, déport, récusation ou empêchement d'un expert, le remplacement se fera par les parties ou, à défaut d'entente, par le président du tribunal si l'expert a été nommé de commun accord, et par l'auteur de sa nomination s'il n'a pas été nommé de commun accord.

ART. 13.

Par dérogation aux trois articles qui précèdent, les parties peuvent, de commun accord, désigner un seul expert pour fixer le chiffre des indemnités.

En cas de décès, refus, déport, récusation ou empêchement, l'expert sera remplacé de commun accord soit par un seul, soit par trois experts. A défaut d'entente, chaque partie nommera un expert, et le troisième sera désigné par le président du tribunal de première instance de la situation des immeubles.

ART. 14.

La convention d'arbitrage opère au profit de l'expropriant le transfert de la propriété de l'immeuble à acquérir, l'extinction du droit à supprimer ou la constitution de la servitude à établir; s'il y a lieu, elle est

voorzitter der rechtbank van eersten aanleg binnen welker gebied de onroerende goederen gelegen zijn.

In laatstbedoeld geval duidt elke partij haar deskundige aan binnen acht dagen na de overeenkomst tot scheidsrechterlijke uitspraak, op straf van uitsluiting. Eens de termijn verstreken, benoemt de voorzitter der rechtbank, op enkel verzoek van de meestgereede partij, den derden deskundige en, des noodig, den deskundige der in gebreke gebleven partij.

Aan de deskundigen wordt dadelijk hunne benoeming beteekend.

ART. 12.

In geval van overlijden, weigering, ambtsnederlegging, wraking of verhinderling van een deskundige, wordt in dezès vervanging voorzien door de partijen of, zoo zij het niet eens worden, door den voorzitter der rechtbank, wanneer de deskundige in gemeen overleg, en door hem die hem benoemd had, wanneer hij niet in gemeen overleg benoemd was geworden.

ART. 13.

Bij afwijking van de drie voorgaande artikelen, mogen partijen, in gemeen overleg, een enkelen deskundige aanwijzen om het bedrag der schadeloosstellingen te bepalen.

In geval van overlijden, weigering, ambtsnederlegging, wraking of verhinderling, wordt de deskundige in gemeen overleg vervangen hetzij door een enkel deskundige, hetzij door drie deskundigen. Kan men het niet eens worden, dan benoemt iedere partij een deskundige en wordt de derde aangezezen door den voorzitter der rechtbank van eersten aanleg binnen welker gebied de onroerende goederen gelegen zijn.

ART. 14.

De overeenkomst tot scheidsrechterlijke uitspraak bewerkt, ten behoeve van den ontcigenende, de overdracht van den eigendom van het te verkrijgen onroerend goed, de opheffing van het af te schaffen recht of

immédiatement transcrite au bureau des hypothèques.

Lorsque des hypothèques grèvent l'immeuble ou le droit réel cédé, l'immeuble au profit duquel existait un droit réel supprimé ou l'immeuble sur lequel une servitude est établie, la convention est signifiée par l'expropriant aux créanciers inscrits qui ne sont pas intervenus à l'acte, avec sommation de présenter leurs observations dans le délai de quinze jours. Le délai expiré sans qu'aucune opposition ait été notifiée à l'expropriant, les créanciers sont censés avoir adhéré à la convention et y être parties. En cas d'opposition en temps utile, il est procédé au règlement judiciaire de l'indemnité.

La signification prévue à l'alinéa qui précède est faite conformément aux prescriptions de l'article 9.

ART. 15.

S'il y a plusieurs coïntéressés, ils désignent, dans la convention, un mandataire commun qui les représente pour toute la durée de l'arbitrage et à qui sont faites toutes les significations nécessaires.

ART. 16.

Les experts ne sont astreints à aucune autre forme d'arbitrage que celles établies ci-après.

ART. 17.

Ils convoquent les parties sur les lieux litigieux, en laissant un délai minimum de cinq jours.

ART. 18.

Au jour fixé, les parties, ainsi que les autres intéressés qui se présenteraient

de vestiging van de te stellen erfdienstbaarheid; zij wordt, zoo noodig, dadelijk overgeschreven ten kantore der hypotheek.

Wanneer het afgestane onroerend goed of het afgestane zakelijk recht, het onroerend goed ten welks behoeve een thans afgeschaft zakelijk recht bestond of het onroerend goed waarop eene erfdienstbaarheid is gevestigd, met hypotheek belast is, dan wordt de overeenkomst door den onteigenende aan de ingeschreven schuldeischers die niet bij de akte zijn opgetreden, betekend, met aanmaning tot indienen hunner aanmerkingen binnen eenen termijn van vijftien dagen. Loopt die termijn ten einde zonder dat aan den onteigenende eenig verzet beteekend werd, dan worden de schuldeischers geacht in de overeenkomst te berusten en daarbij partijen te zijn. Bij tijdig verzet, wordt de schadeloosstelling door rechterlijke beslissing bepaald.

De bij voorgaande alinea bedoelde betekening geschiedt zooals in artikel 9 voorgeschreven is.

ART. 15.

Zijn er verschillende medebelanghebbenden, dan moeten zij in de overeenkomst een gevolmachtigde voor hen allen aanwijzen, die hen vertegenwoordigt zolang de scheidsrechterlijke uitspraak duurt, en aan wien alle noodige beteekeningen worden gedaan.

ART. 16.

Voor de scheidsrechterlijke uitspraak moeten de deskundigen geene andere formaliteiten naleven, dan de hierna vermelde.

ART. 17.

Zij roepen partijen op ter plaatse van het onderzoek en ruimen daarbij een termijn in van ten minste vijf dagen.

ART. 18.

Op den bepaalden dag overhandigen partijen alsmede de andere belanghebben-

d'office, remettent aux experts les titres, documents et notes qu'ils jugent utiles pour l'appréciation du montant des indemnités à régler; les experts dressent inventaire de ces pièces et les paraphent. Chacun des intéressés peut prendre communication des pièces produites par une autre partie.

ART. 19.

Dans le cas où les intéressés ne peuvent fournir de note écrite sur leurs prétentions, les experts dressent acte de leurs dires et leur font signer cet acte après lecture.

Si les intéressés ne savent signer, les experts en font mention dans leur procès-verbal.

ART. 20.

Chaque intéressé est recevable à produire des notes en réponse aux pièces qui lui sont communiquées; les experts fixent le délai dans lequel les réponses doivent leur être remises.

ART. 21.

Les experts déterminent séparément le chiffre de chaque indemnité pour chacun des intéressés.

Leurs décisions sont prises à la majorité.

S'ils sont tous trois d'un avis différent, le chiffre est fixé par l'évaluation qui n'est ni la plus haute ni la plus basse.

ART. 22.

Les experts formulent leurs évaluations dans un acte dont ils remettent l'original à l'expropriant et une copie, certifiée par eux, à l'exproprié.

den die uit eigen beweging zouden opkomen, aan de deskundigen de titels, bescheiden en nota's die zij tot waardeering van het bedrag der te regelen schadeloosstellingen nuttig achten; de deskundigen maken een inventaris van die stukken op en kortteekenen ze. Ieder belanghebbende mag kennis nemen van de door eene wederpartij overgelegde stukken.

ART. 19.

Wanneer de belanghebbenden geene geschreven nota omtrent hunne aanspraken indienen kunnen, wordt van hunne verklaringen eene akte opgemaakt door de deskundigen, die hen die akte, na voorlezing, doen onderteekenen.

Kunnen de belanghebbende niet onderteekenen, dan maken de deskundigen daarvan melding in hun proces-verbaal.

ART. 20.

Het is iederen belanghebbende toegelaten nota's over te leggen ter beantwoording van de hem medegedeelde stukken; de deskundigen bepalen binnen welken termijn de antwoorden hun moeten overhandigd worden.

ART. 21.

De deskundigen bepalen afzonderlijk het bedrag van elke schadeloosstelling voor ieder belanghebbende.

Hunne beslissingen worden bij meerderheid genomen.

Wanneer alle drie van meening verschillen, wordt als bedrag bepaald de schatting die noch de hoogste noch de laagste is.

ART. 22.

De deskundigen geven hunne schattingen op in eene akte waarvan zij het oorspronkelijke aan den onteigenende en een door hen gewaarmerkte copij aan den onteigende overhandigen.

ART. 23.

Les experts terminent leurs opérations dans les trois mois de la convention d'arbitrage, sinon il ne leur est accordé d'honoraires que s'ils établissent, à la satisfaction du président du tribunal, que le retard ne leur est pas imputable.

S'ils n'ont pas terminé leurs opérations dans le délai fixé, la convention d'arbitrage conserve néanmoins ses effets, mais le président du tribunal peut, à la requête de la partie la plus diligente, ordonner que de nouveaux experts seront nommés en remplacement de ceux qui sont en faute, conformément aux règles tracées par l'article 12 et par le deuxième alinéa de l'article 13.

Les nouveaux experts doivent terminer leurs opérations dans un délai à fixer par le président du tribunal et qui ne peut dépasser trois mois. Faute d'avoir terminé dans ce délai, la disposition du premier alinéa du présent article leur est applicable.

ART. 24.

Si les parties ne s'entendent pas pour l'exécution à l'amiable de la sentence arbitrale, celle-ci est rendue exécutoire par une ordonnance du président du tribunal de première instance de la situation des biens; à cet effet, la minute de la sentence est déposée au greffe du tribunal.

En vertu de cette ordonnance, et nonobstant tout recours, le montant de l'indemnité fixée par les experts est versé à la caisse des dépôts et consignations; et l'expropriant est libéré de tous les chefs d'indemnité sur lesquels a porté la convention d'arbitrage. Les droits des créanciers inscrits qui sont intervenus à l'acte et des créanciers auxquels a été faite la signification prévue par l'article 14, sont reportés sur la somme consi-

ART. 23.

De deskundigen volbrengen hunne werkzaamheden binnen drie maanden na de overeenkomst tot scheidsrechterlijke uitspraak, zoo niet wordt hun alleen loon toegelegd, zoo zij, ter voldoening van den voorzitter der rechtbank, bewijzen dat de vertraging hun niet kan ten laste worden gelegd.

Zoo de deskundigen hunne werkzaamheden niet volbracht hebben binnen den bepaalde tijd, blijft de overeenkomst tot scheidsrechterlijke uitspraak niettemin van kracht, maar alsdan mag de voorzitter der rechtbank, op verzoek van de meest gereede partij, gelasten dat nieuwe deskundigen, ter vervanging van de in gebreke geblevenen, worden benoemd, overeenkomstig de in artikel 12 en in de tweede alinea van artikel 13 gestelde regelen.

De nieuwe deskundigen moeten hunne werkzaamheden volbrengen binnen een door den voorzitter der rechtbank te bepalen termijn, dewelke niet meer dan drie maanden mag bedragen. Zoo niet, is het bepaalde in de eerste alinea van dit artikel op hen van toepassing.

ART. 24.

Komen partijen niet overeen omtrent de tenuitvoerlegging in der minne van de scheidsrechterlijke uitspraak, dan wordt deze uitvoerbaar gemaakt bij bevelschrift van den voorzitter der rechtbank van eersten aanleg binnen welker gebied de goederen gelegen zijn; te tien einde wordt de minuut der uitspraak ter griffie van de rechtbank nedergelegd.

Krachtens dat bevelschrift, en niettegenstaande alle beroep, wordt het bedrag der door de deskundigen bepaalde schadeloosstelling in de kas van deposito en consignatiën gestort; en de onteigenende is ontheven van alle aanleidingen tot schadeloosstelling bij de overeenkomst tot scheidsrechterlijke uitspraak bedoeld. De rechten der ingeschreven schuldeischers welke bij de akte zijn opgetreden en van de schuldeischers

gnée et ne peuvent être opposés à l'expropriant.

L'agent de la caisse ne peut vider ses mains que dans les conditions indiquées aux alinéas 5 à 8 de l'article 9.

§ 3. — *Dispositions communes aux cessions amiables et aux conventions d'arbitrage.*

ART. 25.

Les immeubles et les droits appartenant aux incapables ci-après désignés peuvent faire l'objet de cessions amiables ou de conventions d'arbitrage, pourvu que ces contrats soient consentis, savoir :

Ceux intéressant des enfants à naître, des mineurs sous tutelle, des interdits, des aliénés colloqués non interdits, des aliénés non colloqués dont l'interdiction est demandée, des absents ou présumés absents, par leurs représentants légaux avec l'autorisation du conseil de famille et du juge de paix ;

Ceux intéressant des mineurs émancipés, par ces mineurs avec la même autorisation ;

Ceux intéressant des mineurs placés dans un hospice, par leurs représentants légaux avec l'autorisation de la commission administrative de l'hospice et du juge de paix ;

Ceux intéressant des contumaces ou des mineurs sous administration légale, par leurs représentants légaux avec l'autorisation du juge de paix.

ART. 26.

Les immeubles et les droits dépendant d'une succession bénéficiaire, d'une succession vacante ou d'une masse faillie peuvent faire l'objet de cessions amiables ou de

wien in de artikel 14 bedoelde beteekening werd gedaan, worden op de in consignatie gestelde gelden overgebracht en zij kunnen tegen den onteigenende niet worden geldend gemaakt.

De agent der kas mag niets uit handen geven dan in de voorwaarden bij alinea's 5 tot 8 van artikel 9 gesteld.

§ 3. — *Bepalingen gemeen aan den minnelijken afstand en aan de overeenkomst tot scheidsrechterlijke uitspraak.*

ART. 25.

De onroerende goederen en de rechten die aan de verder genoemde onbekwamen toebehooren, mogen tot minnelijken afstand of overeenkomsten tot scheidsrechterlijke uitspraak aanleiding geven, mits die kontrakten worden aangegaan :

Zij die nog ongeborn kinderen, onder voogdij staande minderjarigen, geïnterdiceerden, niet geïnterdiceerde opgesloten krankzinnigen, niet opgesloten krankzinnigen wier interdictie is aangevraagd, afwezigen of afwezig vermoeden, aanbelangen, door dezer wettige vertegenwoordigers, mits de machtiging van den familierraad en van den vrederechter ;

Zij die ontvoogde minderjarigen aanbelangen, door die minderjarigen, mits dezelfde machtiging ;

Zij die in een godshuis geplaatste minderjarigen aanbelangen, door dezer wettige vertegenwoordigers, mits de machtiging van de commissie tot beheer van het godshuis en van den vrederechter ;

Zij die wederspanningen aan de wet of onder wettig beheer gestelde minderjarigen aanbelangen, door dezer wettige vertegenwoordigers mits de machtiging van den vrederechter.

ART. 26.

De onroerende goederen en de rechten, afhangende van eene erfenis onder voorrecht, van eene ledige erfenis of van een faillieten boedel, kunnen aanleiding geven

conventions d'arbitrage, si les héritiers ou le curateur y sont autorisés respectivement par le président du tribunal de première instance et par le juge-commissaire à la faillite.

Le grevé de substitution peut faire les mêmes contrats avec l'assistance du tuteur à la substitution et moyennant l'autorisation du juge de paix.

ART. 27.

Les immeubles et les droits dotaux peuvent faire l'objet de cessions amiables ou de conventions d'arbitrage. Les contrats sont conclus par la femme avec le consentement de son mari et moyennant l'autorisation du juge de paix donnée sur simple requête présentée par les deux époux.

Le juge détermine les conditions du emploi si elles ne l'ont pas été par le contrat de mariage.

A défaut de emploi, l'indemnité est versée à la caisse des dépôts et consignations, et la déclaration de dépôt mentionne l'obligation du emploi. L'agent de la caisse ne peut vider ses mains que moyennant la justification du emploi accepté par l'expropriant ou l'autorisation de ce dernier.

Si l'obligation du emploi n'a pas été mentionnée dans la déclaration de dépôt, l'agent de la caisse est déchargé de toute responsabilité relativement au emploi.

Les dispositions contenues dans les trois alinéas qui précèdent sont applicables à tous les cas où, quel que soit le régime sous lequel les époux sont mariés, le emploi est obligatoire pour les tiers.

ART. 28.

La femme séparée de corps peut faire une cession amiable ou une convention d'arbi-

tot minnelijken afstand of voereenkomst tot scheidsrechterlijke uitspraak, wanneer de erfgenamen of de curator daartoe onderscheidenlijk zijn gemachtigd door den voorzitter der rechtbank van eersten aanleg en door den rechter-commissaris bij het faillissement.

De met erfstelling over de hand bezwaarde mag dezelfde kontrakten aangaan, mits hij bijgestaan zij door den voogd over de erfstelling en mits de machtiging van den vrederechter.

ART. 27.

De onroerende huwelijksgoederen en de huwelijksrechten mogen aanleiding geven tot minnelijken afstand of overeenkomst tot scheidsrechterlijke overeenkomst. De kontrakten worden aangegaan door de vrouw met toestemming van den man en mits machtiging door den vrederechter verleend op eenvoudig verzoekschrift door beide echtgenooten overgelegd.

De rechter bepaalt de voorwaarden van de wederbelegging zoo die in het huwelijkskontraat niet reeds bepaald zijn.

Bij niet wederbelegging, wordt de schadeloosstelling gestort in de kas van deposito en consignatiën, en de verklaring van inbewaargeving vermeldt alsdan de verplichting tot wederbelegging. De agent der kas mag niets uit handen geven dan mits bewijs van de door den onteigenende aangenomen wederbelegging of mits de machtiging van dezen.

Zoo in de verklaring van inbewaargeving de verplichting tot wederbelegging niet is vermeld, dan is de agent der kas ontlast van alle aansprakelijkheid wegens de wederbelegging.

Het bepaalde in de drie voorgaande alinea's is van toepassing telkens — onder welke huwelijksche voorwaarden ook de echtgenooten getrouwd zijn — de wederbelegging voor de derden verplichtend is.

ART. 28.

De van tafel en bed gescheiden vrouw mag zonder de machtiging van haren echt-

trage sans autorisation de son mari ni de la justice.

La femme dont le mari est mineur, interdit, aliéné non interdit, placé sous conseil judiciaire, absent, présumé absent ou contumace, peut faire les mêmes contrats moyennant l'autorisation du juge de paix.

ART. 29.

Les provinces, communes et établissements publics dont les immeubles et les droits sont soumis à expropriation peuvent faire une cession amiable ou une convention d'arbitrage moyennant les autorisations requises pour les aliénations.

Le Ministre des Finances et des Travaux publics peut faire les mêmes contrats relativement au domaine privé de l'État, lorsque l'expropriation est poursuivie par une province, une commune ou un établissement public.

ART. 30.

Dans tous les cas où, en vertu du présent titre, l'indemnité allouée est versée à la caisse des consignations, l'expropriant notifie la déclaration de dépôt à la partie expropriée.

Toutes les notifications et convocations à faire en exécution du même titre peuvent avoir lieu par lettre recommandée à la poste. La remise de la lettre à la poste vaut information à compter du surlendemain de cette remise.

ART. 31.

Les cessions amiables, les conventions d'arbitrage, les quittances et tous autres actes, y compris les procurations, relatifs aux acquisitions pour cause d'utilité publique, peuvent être passés sans frais à l'intervention soit du Ministre compétent ou du fonctionnaire qu'il a délégué, agissant au nom de l'État, soit du fonctionnaire chargé

genoot of van den rechter, in der minne afstand doen of eene overeenkomst tot scheidsrechterlijke uitspraak aangaan.

De vrouw, wier echtgenoot minderjarig is, geïnterdiceerd is, krankzinnig maar niet geïnterdiceerd is, onder rechterlijk raadsman staat, afwezig is, vermoed is afwezig te zijn, wederspanning aan de wet is, mag dezelfde kontrakten aangaan mits de machtiging van den vrederechter.

ART. 29.

De provinciën, gemeenten of openbare instellingen, waarvan de onroerende goederen en de rechten aan onteigening onderworpen zijn, mogen in der minne afstand doen of eene overeenkomst tot scheidsrechterlijke uitspraak aangaan, mits de voor vervreemdingen vereischte machtigingen.

De Minister van Financiën en Openbare Werken mag dezelfde kontrakten aangaan wat betreft 's Rijks privaat domein, wanneer de onteigening wordt gevorderd door eene provincie, eene gemeente of eene openbare instelling.

ART. 30.

In al de gevallen wanneer, krachtens dezen titel, de toegekende schadeloosstelling in de consignatie-kas gestort wordt, beteekent de onteigenende de verklaring van nederlegging aan de onteigende partij.

Al de beteekeningen en oproepingen, ter uitvoering van denzelfden titel te doen, mogen geschieden bij ter post aangeteekenden brief. De bezorging van den brief ter post geldt voor kennisgeving te rekenen van den tweeden dag na die bezorging.

ART. 31.

De minnelijke afstand, de overeenkomsten tot scheidsrechterlijke uitspraak, de kwijtbrieven, en alle andere akten, met inbegrip van de volmachten, rakende de aankopen ten algemeenen nutte, mogen kosteloos verleden worden, door tusschenkomst hetzij van den bevoegden Minister of van den door hem gemachtigden ambtenaar, handelende

de diriger les négociations et les expropriations agissant en la même qualité, soit du gouverneur agissant au nom de l'État ou de la province, soit du bourgmestre agissant au nom de la commune ou des établissements publics qui y ont leur siège.

ART. 52.

Les dispositions du présent titre s'appliquent à toute convention destinée à remplacer la procédure de l'expropriation, même si les formalités administratives dont il s'agit au titre premier n'ont pas été remplies. Dans ce cas, l'acte indique le but d'utilité publique.

Ces dispositions sont également applicables aux conventions relatives aux excédents d'immeubles, non compris dans le périmètre des travaux, dont l'achat est fait en vue d'éviter le paiement d'indemnités de dépréciation.

TITRE III.

De la procédure en expropriation et du règlement judiciaire de l'indemnité.

ART. 53.

A défaut de convention entre les parties, l'expropriation s'opère par autorité de justice.

§ 1^{er}. — *De la procédure ordinaire.*

ART. 54.

Le texte de la loi ou de l'arrêté royal décrétant l'expropriation et le plan dont il s'agit à l'article 2, accompagné, le cas échéant, d'une copie de la décision ministérielle visée à l'article 7, sont déposés au greffe du tribunal de 1^{re} instance ainsi qu'à la maison communale du lieu de la situation des biens et du chef-lieu du canton de justice de paix.

namens den Staat, hetzij van den ambtenaar belast met het beleid van de onderhandelingen en de onteigeningen handelende in dezelfde hoedanigheid, hetzij van den Gouverneur, handelende namens den Staat of namens de provincie, hetzij van den burgemeester, handelende namens de gemeente of namens de aldaar gevestigde openbare instellingen.

ART. 52.

De bepalingen van dezen titel zijn van toepassing op alle overeenkomst ter vervanging der onteigeningsprocedure, ook wanneer de onder titel I bedoelde bestuurlijke pleegvormen niet werden vervuld. Alsdan vermeldt de akte het doel van openbaar nut.

Die bepalingen zijn insgelijks van toepassing op de overeenkomsten betreffende excedenten van onroerende goederen, die niet tot den omvang van het werk behooren, en die aangekocht worden ter vermijding van het betalen van vergoedingen wegens waardevermindering.

TITEL III.

Van de rechtspleging tot onteigening en de rechterlijke bepaling van de schadeloosstelling.

ART. 53.

Bij gebreke aan overeenkomst tusschen partijen, geschiedt de onteigening op rechtsgezag.

§ I. — *Van de gewone rechtspleging.*

ART. 54.

De tekst van de wet of van het koninklijk besluit tot onteigening en het in artikel 2 bedoelde plan, met, zoo het pas geeft, een afschrift van de bij artikel 7 bedoelde ministeriële beschikking, worden nedergelegd ter griffie van de rechtbank van eersten aanleg, alsook ten gemeentehuize van de plaats waar de goederen gelegen zijn en van de hoofdplaats van het vrederegerechskanton.

Doivent aussi être déposées au greffe les pièces de l'enquête prévue aux articles 2 et 7, et, lorsque l'expropriation est poursuivie en vertu d'un arrêté royal, les pièces indiquant le tracé des travaux et le but d'utilité publique.

Le public peut prendre communication sans frais, jusqu'au règlement définitif de l'indemnité, de toutes les pièces déposées.

L'annonce du dépôt effectué à la maison communale est affichée dans la forme usitée pour les publications officielles. Il est justifié de ce dépôt et de l'annonce par un certificat du collège des bourgmestre et échevins.

L'annonce du dépôt au greffe et aux maisons communales est insérée dans le *Moniteur belge* ainsi que dans deux journaux de la province, dont l'un paraissant au chef-lieu.

Ces annonces appellent, en caractères apparents, l'attention des créanciers hypothécaires et autres intéressés sur les dispositions des articles 54 et 56 de la présente loi.

ART. 55.

Les propriétaires et usufruitiers sont ensuite informés du dépôt au greffe par exploit contenant assignation à jour fixe, aux fins d'entendre déclarer que les formalités pour parvenir à l'expropriation ont été remplies, de procéder au règlement des indemnités et de voir ordonner l'envoi en possession.

L'exploit mentionne l'obligation pour les propriétaires et usufruitiers d'appeler en cause les tiers intéressés, conformément à l'article 54 ci-après.

L'assignation est valablement donnée aux propriétaires et usufruitiers inscrits au cadastre.

Le délai de l'assignation est de quinzaine.

En cas d'absolue nécessité, ce délai peut être abrégé par ordonnance du président rendue sur requête.

Moeten insgelijks ter griffie nedergelegd worden de stukken van het onderzoek bij artikelen 2 en 7 voorzien, en, zoo de onteigening krachtens een koninklijk besluit gevorderd is, de stukken aanduidende de afbakening van het werk en het doel van algemeen nut.

Van al de nedergelegde stukken kan door eenieder kosteloos inzage worden genomen, tot dat de schadeloosstelling voorgoed bepaald is.

De aankondiging van de nederlegging ten gemeentehuize wordt op de voor ambtelijke bekendmakingen gebruikelijke wijze aangeplakt. Van de nederlegging en de aankondiging wordt bewijs gegeven door een attest van het college van burgemeester en schepenen.

De aankondiging van de nederlegging ter griffie en ter gemeentehuizen, wordt in den *Moniteur belge* opgenomen, alsook in twee dagbladen der provincie, waarvan een in de hoofdplaats verschijnende.

In die aankondigingen wordt, met in 't oog loopende letter, de aandacht van de hypothecaire schuldeischers en verdere belanghebbenden op het bepaalde in artikelen 54 en 56 dezer wet gevestigd.

ART. 56.

Aan de eigenaars en vruchtgebruikers wordt van de nederlegging ter griffie kennis gegeven, bij exploit houdende dagvaarding op vasten dag, om te hooren verklaren dat de formaliteiten, om tot onteigening te geraken, vervuld werden; om over te gaan tot bepaling der schadeloosstellingen en om de inbezittingstelling te hooren bevelen.

Het exploit vermeldt de verplichting, voor de eigenaars en vruchtgebruikers, de derde belanghebbenden in de zaak te beroepen, overeenkomstig artikel 54.

De dagvaarding is geldig gegeven aan de ten kadaster ingeschreven eigenaars en vruchtgebruikers.

De termijn van dagvaarding bedraagt vijftien dagen.

In geval van volstreekte noodzakelijkheid, kan die termijn worden verkort bij bevel door den voorzitter op verzoek gegeven.

ART. 56.

La cause est appelée à l'audience indiquée par l'ajournement. Si la partie assignée constitue avoué, il est procédé, toute affaire cessante, comme il est dit à l'article suivant. S'il n'y a pas constitution d'avoué, le défaillant est réassigné par un huissier commis, au jour fixé par le tribunal, sans qu'il soit besoin de lever le jugement; le délai pour la comparution ne peut dépasser la huitaine.

ART. 57.

A l'audience indiquée par l'article précédent, le tribunal juge si les formalités prescrites par la loi pour parvenir à l'expropriation ont été remplies. Si le défendeur comparait, il est entendu au préalable et tenu de proposer en même temps, à peine de déchéance, toutes les exceptions qu'il croit pouvoir opposer. Le tribunal statue sur le tout par un seul jugement, séance tenante ou dans le plus bref délai possible.

Si le tribunal décide que l'action n'a pas été régulièrement intentée, que les formes prescrites par la loi n'ont pas été observées, ou bien que le plan et, le cas échéant, le tracé des travaux ne sont pas applicables à l'immeuble auquel se rapporte la poursuite en expropriation, il déclare qu'il n'y a pas lieu de procéder ultérieurement.

ART. 58.

L'appel de ce jugement, comme de celui qui a décidé qu'il y a lieu de passer outre au règlement de l'indemnité, doit être interjeté dans la quinzaine de sa prononciation.

L'appel contient assignation à comparaître dans la huitaine, ainsi que les griefs contre le jugement, le tout à peine de nullité; aucuns griefs autres que ceux énoncés dans

ART. 56.

De zaak wordt opgeroepen ter terechtzitting, bij de dagvaarding aangewezen. Indien de gedaagde partij een pleitbezorger stelt, wordt, met achteruitstelling van alle andere zaken, gehandeld zooals gezegd is in het volgend artikel. Is geen pleitbezorger gesteld, dan wordt de niet verschijnende andermaal door een aangestelden deurwaarder gedaagd, voor den door de rechtbank bepaalden dag, zonder dat het noodig zij het vonnis te lichten; de termijn voor de verschijning mag niet meer dan acht dagen bedragen.

ART. 57.

Ter terechtzitting, bij voorgaand artikel aangewezen, oordeelt de rechtbank of de bij de wet voorgeschreven formaliteiten, om tot onteigening te geraken, vervuld werden. De verweerder, indien hij verschijnt, wordt vooraf gehoord en is gehouden ten zelfden tijde, op straf van verval, al de exceptiën aan te geven die hij vermeent te kunnen doen gelden. De rechtbank beslist over een en ander bij een enkel vonnis, staande de zitting of binnen den kortst mogelijken tijd.

Zoo de rechtbank beslist dat de vordering niet regelmatig werd ingespannen, dat de bij de wet voorgeschreven vormen niet werden in acht genomen, of wel dat het plan en, waar het pas geeft, de afbakening van het werk, niet van toepassing zijn op het onroerend goed waarop de vordering tot onteigening betrekking heeft, dan verklaart zij dat er geene termen zijn om de proceduur voort te zetten.

ART. 58.

Het beroep tegen dit vonnis, alsmede tegen het vonnis zeggende dat er tot de bepaling der schadeoosstelling dient overgegaan, moet ingesteld worden binnen vijftien dagen na de uitspraak.

Het beroep houdt dagvaarding om binnen acht dagen te verschijnen, en behelst tevens de bezwaren tegen het vonnis, een en ander op straf van nietigheid; geene andere bezwa-

l'acte d'appel ne peuvent être discutés à l'audience ni par écrit.

Il est statué sur l'appel, sans remise, au jour fixé par ordonnance du président rendue sur requête, et au plus tard dans les quinze jours de l'expiration du délai de l'assignation.

ART. 59.

Le jugement par lequel il est décidé que les formalités prescrites par la loi pour constater l'utilité publique ont été remplies, est immédiatement transcrit au bureau de la conservation des hypothèques.

Cette transcription produit, à l'égard des tiers, les mêmes effets que la transcription d'un acte de cession.

ART. 40.

Si le tribunal décide que les formes prescrites par la loi ont été observées, et qu'il n'ait pas été produit de documents propres à déterminer le montant de l'indemnité, il déclare par le même jugement, et sans préjudice au droit des parties d'en fixer le chiffre à l'amiable ou de recourir à une convention d'arbitrage en se conformant aux dispositions du titre II, qu'il sera procédé dans le plus bref délai, par trois experts, à la visite des immeubles et à l'évaluation des indemnités. Les experts sont désignés sur-le-champ de commun accord par les parties, sinon d'office.

Le tribunal commet un juge pour se rendre sur les lieux avec les experts et le greffier, au jour, heure et lieu qui sont indiqués par le même jugement.

ART. 41.

Si le nombre ou l'importance des immeubles auxquels s'étend l'expropriation fait présumer que de nombreuses expertises seront

ren dan die welke in de akte van beroep zijn aangevoerd, mogen ter terechtzitting of schriftelijk worden besproken.

Op het beroep wordt, zonder uitstel, beschikt ten dage bepaald bij een op verzoekschrift gegeven bevel van den voorzitter, en ten laatste binnen vijftien dagen na afloop van den termijn van dagvaarding.

ART. 59.

Het vonnis waarbij verklaard is dat de door de wet, tot vaststelling van het algemeen nut, voorgeschreven formaliteiten vervuld werden, wordt dadelijk overgeschreven ten kantore van de bewaring der hypotheeken.

Die overschrijving heeft, ten aanzien der derden, dezelfde gevolgen als de overschrijving eener akte van afstand.

ART. 40.

Zoo de rechtbank beslist dat de door de wet voorgeschreven vormen werden nageleefd, en zoo er geene bescheiden, van aard om het bedrag der schadeloosstelling te bepalen, werden overgelegd, verklaart zij, bij hetzelfde vonnis, en onverminderd het recht van partijen om het cijfer ervan in der minne vast te stellen of eene overeenkomst tot scheidsrechterlijke uitspraak aan te gaan, met inachtneming van het bepaalde in titel II, dat binnen den kortsten tijd door drie deskundigen zal overgegaan worden tot bezichtiging der onroerende goederen en schatting der schadeloosstellingen. De deskundigen worden op staanden voet, door partijen in gemeen overleg, zooniet van ambtswege, aangewezen.

De rechtbank stelt een rechter aan om met de deskundigen en den griffier zich ter plaatse te begeven, op dag, uur en plaats, als in hetzelfde vonnis aangewezen zijn.

ART. 41.

Als het getal of de belangrijkheid der onroerende goederen waarover de onteigening zich uitstrekt voorzien laat dat talrijke

ordonnées, le tribunal peut, dès le dépôt des pièces au greffe et sur la réquisition du procureur du Roi, désigner plusieurs collèges d'experts composés de trois membres, auxquels il aura recours, sauf exception motivée, pour la détermination des indemnités. D'autres experts sont nommés par le même jugement pour suppléer les membres de ces collèges qui seraient légitimement empêchés.

Le greffier du tribunal notifie aux experts leur nomination par lettre recommandée à la poste.

Les experts prêtent serment devant le tribunal dans la quinzaine de leur nomination.

ART. 42.

La prononciation du jugement prévu à l'article 40 vaut signification tant à avoué qu'à partie; dans les trois jours de cette prononciation, le greffier est tenu de délivrer au poursuivant un extrait du jugement contenant les conclusions, les motifs et le dispositif, sans qu'il soit besoin d'enregistrement préalable.

Dans les trois jours suivants, cet extrait est signifié aux experts, avec sommation de se rendre sur les lieux au jour, heure et lieu indiqués par le jugement.

ART. 43.

Les experts qui n'ont pas prêté serment conformément au dernier alinéa de l'article 41 le prêtent sur les lieux contentieux en mains du juge-commissaire. Celui-ci remplace les experts qui font défaut ou contre lesquels il admet des causes de récusation.

Les parties lui remettent les documents qu'elles croient utiles à l'appréciation de l'indemnité; le juge peut, au surplus, s'entourer de tous renseignements propres à éclairer les experts, et même, soit d'office, soit à la demande de l'une des parties,

schattingen zullen bevolen worden, kan de rechtbank, zoodra de stukken ter griffie nedergelegd zijn en op vordering van den procureur des Konings, verschillende uit drie leden bestaande commissiën van deskundigen aanstellen, welke zij, behalve met redenen omkleede uitzondering, om voorlichting vragen zal tot bepaling der schadeloosstellingen. Bij hetzelfde vonnis worden andere deskundigen benoemd om de leden dier commissiën te vervangen, welke wettig mochten verhinderd zijn.

De griffier der rechtbank beteekent aan de deskundigen hunne benoeming bij eenen ter post aangeteekenden brief.

Binnen vijftien dagen na hunne benoeming, leggen de deskundigen, vóór de rechtbank, den eed af.

ART. 42.

De uitspraak van het vonnis bedoeld bij artikel 40, geldt voor beteekening zoo aan pleitbezorger als aan partij; binnen drie dagen na die uitspraak, moet de griffier aan den aanlegger een uittreksel van het vonnis afleveren, inhoudende de conclusiën, de gronden en het dispositief, zonder dat vooraf registratie noodig zij.

Binnen drie daaropvolgende dagen, wordt dat uittreksel aan de deskundigen beteekend, met aanmaning om zich ter plaatse te begeven op dag, uur en plaats, bij het vonnis aangewezen.

ART. 43.

De deskundigen die niet den eed hebben afgelegd overeenkomstig de laatste alinea van artikel 41, leggen dien af op de plaats des onderzoeks, in handen van den rechter-commissaris. Deze benoemt andere deskundigen ter vervanging van hen die in gebreke gebleven zijn of tegen welke hij redenen van wraking aanneemt.

Partijen overhandigen hem al de bescheiden die zij tot waardeering der schadeloosstelling nuttig achten; daarbij mag de rechter al de inlichtingen inwinnen die van aard zijn om de deskundigen voor te lichten; ook kan hij, hetzij ambtshalve, hetzij op verzoek van

procéder à une information. Dans ce cas, les personnes qu'il trouve convenable d'entendre sont interrogées en présence des experts et des parties.

Si un délai est demandé pour produire des documents, le juge peut l'accorder après avoir entendu les parties et les experts, sans que le délai puisse dépasser quinze jours pour les propriétés non bâties et vingt jours pour les propriétés bâties; ce délai expiré, il est passé outre aux opérations de l'expertise.

Il est dressé procès-verbal par le juge-commissaire; il y est fait mention du résultat des déclarations des personnes qui ont concouru à l'information, ainsi que de la date à laquelle le juge-commissaire fera son rapport à l'audience. Cette date est déterminée eu égard à l'importance du litige, les parties et les experts entendus; elle ne peut, en aucun cas, être différée de plus de trois mois à compter du jour de la première visite des lieux.

ART. 44.

Les experts sont tenus de fournir leur avis quinze jours au moins avant le terme fixé pour le rapport du juge-commissaire à l'audience, faute de quoi il ne leur est accordé d'honoraires que s'ils établissent devant le tribunal que le retard ne leur est pas imputable.

L'avis des experts est annexé au procès-verbal dressé par le juge-commissaire, et le tout est déposé au greffe à l'inspection des parties, sans frais.

Le rapport des experts ne lie pas le tribunal.

ART. 45.

Les formalités prescrites par le code de procédure pour le rapport des experts et les enquêtes ne sont pas applicables aux opérations et informations dont il s'agit aux deux articles qui précèdent.

eene der partijen, eene informatie instellen. Alsdan worden zij, die hij meent te moeten hooren, in aanwezigheid van deskundigen en partijen ondervraagd.

Wanneer uitstel wordt gevraagd om bescheiden over te leggen, mag de rechter, na partijen en deskundigen te hebben gehoord, hetzelfde verleenen, doch mag het uitstel niet meer bedragen dan vijftien dagen waar het onbebouwde eigendommen en twintig dagen waar het bebouwde eigendommen geldt; eens die termijn verstreken, gaan de verrichtingen voor de schatting door.

Door den rechter-commissaris wordt een proces-verbaal opgemaakt, vermeldende den uitslag der verklaringen van de bij de informatie gehoorde personen, en den dag waarop de rechter ter terechtzitting verslag zal doen. Die dag wordt bepaald naar gelang de belangrijkheid van het geschil, na eerst partijen en deskundigen te hebben gehoord; in ieder geval moet hij gesteld worden binnen drie maanden na het eerste bezoek ter plaats.

ART. 44.

De deskundigen zijn gehouden hun advies in te brengen ten minste vijftien dagen vóór dien waarop de rechter-commissaris ter terechtzitting verslag moet doen, zooniet wordt hun slechts loon verleend zoo zij vóór de rechtbank bewijzen dat de vertraging niet hun te wijten is.

Het advies van de deskundigen wordt bij het door den rechter-commissaris opgemaakte proces-verhaal gevoegd en een en ander wordt ter griffie neergelegd ter kosteloze inzage van partijen.

Het verslag der deskundigen is voor de rechtbank niet verbindend.

ART. 45.

De formaliteiten door het wetboek van rechtspleging voorgeschreven voor het verslag van de deskundigen en de onderzoeken, zijn niet van toepassing op de werkzaamheden en de informatiën waarover de twee voorgaande artikelen handelen.

ART. 46.

La cause est appelée à l'audience, sur le rapport du juge-commissaire, au jour indiqué dans son procès-verbal, et sur avenir s'il y a avoué constitué, sans qu'il soit besoin de faire signifier au préalable le procès-verbal non plus que l'avis des experts. Les parties sont entendues, le ministère public donne son avis au plus tard dans les huit jours, et le jugement qui détermine l'indemnité est prononcé dans la huitaine qui suit.

ART. 47.

En vertu du jugement visé à l'article 46, et sans qu'il soit besoin de le faire signifier, le montant de l'indemnité est versé à la caisse des dépôts et consignations; si ce versement n'est pas effectué dans les quatre mois du jugement, la procédure d'expropriation est tenue pour non avenue, sans préjudice de la réparation du dommage causé à l'exproprié.

Sur le vu de la signification, faite à avoué ou à partie, de la déclaration de dépôt, l'expropriant est envoyé en possession par ordonnance du président rendue sur requête. Cette ordonnance est exécutoire provisoirement, nonobstant opposition ou appel, et sans caution.

ART. 48.

Les parties assignées non domiciliées dans le lieu où siège le tribunal sont tenues d'y faire élection de domicile; à défaut de cette élection, toutes significations quelconques sont valablement faites au greffe.

ART. 49.

Les délais fixés par la présente loi pour les ajournements ou autres actes de procédure sont applicables aux étrangers comme aux régnicoles.

ART. 46.

De zaak wordt ter terechtzitting opgeroepen, op het verslag van den rechter-commissaris, op den in zijn proces-verbaal aangewezen datum en op dagselling indien een pleitbezorger gesteld is, zonder dat het noodig zij het proces-verbaal noch het advies der deskundigen vooraf te doen beteekenen. Partijen worden gehoord, het openbaar ministerie brengt advies uit uiterlijk binnen acht dagen, en het vonnis tot bepaling van de schadeloosstelling wordt uitgesproken binnen de acht eerstvolgende dagen.

ART. 47.

Krachtens het in artikel 46 bedoelde vonnis en zonder dat het noodig zij het te doen beteekenen, wordt het bedrag der schadeloosstelling in de kas van deposito en consignatiën gestort; indien die storting niet geschied is binnen vier maanden na het vonnis, wordt het geding tot onteigening geacht ongedaan te zijn, onverminderd de vergoeding van de aan den onteigende toegebrachte schade.

Op vertoon van de beteekening, aan pleitbezorger of aan partij gedaan, van het bewijschrift van inbewaringgeving, wordt de onteigenende in bezit gesteld bij bevel door den voorzitter op verzoek gegeven. Dit bevel is voorloopig uitvoerbaar, niet-tegenstaande verzet of beroep en zonder borgstelling.

ART. 48.

De gedaagde partijen, niet woonachtig ter plaatse waar de rechtbank gevestigd is, zijn gehouden aldaar eene woonplaats te verkiezen; doen zij het niet, dan worden alle hoegenaamde beteekeningen geldig ter griffie gedaan.

ART. 49.

De bij deze wet bepaalde termijnen voor de dagvaardingen en andere akten van de rechtspleging, zijn van toepassing zoo op vreemdelingen als op inboorlingen.

ART. 50.

L'instruction est réputée contradictoire à l'égard des parties qui n'auraient pas constitué avoué sur les assignations dont il s'agit aux articles 55 et 56 ou qui, après avoir constitué avoué, ne se trouveraient pas représentées aux audiences ou actes de procédure ultérieurs.

ART. 51.

Tout incident non prévu par les dispositions qui précèdent est jugé sans désenparer ou, au plus tard, à l'audience qui suit les plaidoiries.

ART. 52.

Les jugements qui interviennent dans l'instruction de la procédure, telle qu'elle est réglée par les articles précédents, ne sont rendus qu'après avoir entendu le ministère public; ils sont exécutoires provisoirement, nonobstant opposition ou appel, et sans caution.

L'appel de ces jugements ne peut être interjeté que dans les quarante jours de leur prononcé.

La Cour d'appel ne peut, en aucun cas, accorder des défenses tendant à arrêter directement ou indirectement leur exécution.

ART. 53.

Si le chiffre de l'indemnité est augmenté par la Cour d'appel, l'expropriant est tenu de consigner le supplément dans la quinzaine de la signification de l'arrêt; sinon l'exproprié peut, en vertu du même arrêt, faire suspendre les travaux.

Si le chiffre de l'indemnité est réduit, la différence est restituée dans le mois de l'arrêt.

ART. 50.

Het onderzoek wordt geacht tegenspraakelijk te zijn ten aanzien van de partijen die geen pleitbezorger hebben gesteld, op de onder artikelen 55 en 56 bedoelde dagingen, of die, na een pleitbezorger te hebben gesteld, ter terechtzittingen of bij de verdere verrichtingen der rechtspleging, niet zouden vertegenwoordigd zijn.

ART. 51.

Elk tusschengeschil, bij de voorgaande beschikkingen niet voorzien, wordt zonder verwijl of uiterlijk in de eerste terechtzitting na de pleidooien beslecht.

ART. 52.

De tijdens het onderzoek der procedure uitgebrachte vonnissen, zooals dit onderzoek bij de voorgaande artikelen geregeld is, worden slechts gegeven na dat het openbaar ministerie gehoord is; zij zijn voorlopig uitvoerbaar, niettegenstaande verzet of beroep, en zonder borgstelling.

Tegen die vonnissen mag alleen beroep worden ingesteld binnen veertig dagen na de uitspraak.

Het Hof van beroep mag, in geen geval, eenig verbod toestaan dat er toe strekken zou middellijk of onmiddellijk hunne tenuitvoerlegging te stremmen.

ART. 53.

Indien het bedrag der schadeloosstelling door het Hof van beroep verhoogd wordt, is de onteigenende gehouden de vermeerdering, binnen vijftien dagen na de betekening van het arrest in consignatie te brengen; zoo niet mag de onteigende, krachtens hetzelfde arrest, het werk doen schorsen.

Wordt het bedrag der schadeloosstelling verminderd, dan wordt het verschil binnen eene maand na het arrest terugbetaald.

ART. 54.

Dans le cas où il y a des tiers intéressés à titre de bail, d'antichrèse ou de tout autre droit personnel, à titre d'usage, d'habitation, de superficie ou d'emphytéose, le propriétaire et l'usufruitier sont tenus de les appeler pour concourir, s'ils le jugent bon, à l'évaluation des indemnités en ce qui les concerne. Faute de les avoir appelés, le propriétaire et l'usufruitier sont seuls chargés envers les intéressés en question des indemnités que ceux-ci pourraient réclamer.

Lorsque les tiers intéressés sont appelés ou interviennent d'office au procès, leurs indemnités sont réglées en la même forme que celles dues au propriétaire et à l'usufruitier.

L'intervention des tiers intéressés, quels qu'ils soient, n'est plus recevable après le dépôt du rapport des experts.

ART. 55.

L'expropriant a la faculté de maintenir provisoirement les droits de l'un ou de plusieurs des tiers intéressés dont il est question au premier alinéa de l'article précédent, moyennant d'exprimer formellement sa volonté à cet égard dans l'exploit d'assignation. Dans ce cas, le propriétaire et l'usufruitier ne sont pas tenus de mettre en cause les tiers dont les droits sont réservés.

ART. 56.

Les actions en résolution, en revendication, ou toutes autres actions réelles, ne peuvent arrêter l'expropriation ni en empêcher l'effet. Les droits des réclamants sont transportés sur le prix et ne peuvent être opposés à l'expropriant.

ART. 54.

Indien er derde belanghebbenden zijn, wegens huur, genotspand, of eenig ander hoofdelijk recht, wegens gebruik, bewoning, opstal of erfpacht, zijn de eigenaar en de vruchtgebruiker gehouden dezen op te roepen om, vinden zij het goed, deel te nemen, wat hen betreft, aan de begroting der schadeloosstellingen. Zoo dit niet gedaan werd, zijn alleen de eigenaar en de vruchtgebruiker belast, ten opzichte van de bedoelde belanghebbenden, met de schadeloosstellingen waarop deze zouden kunnen aanspraak maken.

Wanneer de derde belanghebbenden in het geding geroepen zijn of er uit eigen beweging in optreden, worden hunne schadeloosstellingen vastgesteld, zooals die aan den eigenaar en aan den vruchtgebruiker verschuldigd.

Het is aan de derde belanghebbenden, wie zij ook zijn, niet meer toegelaten in het geding op te treden, na de nederlegging van het verslag der deskundigen.

ART. 55.

De onteigenende heeft het vermogen om voorloopig de rechten van eenen of meer derde belanghebbenden, onder de eerste alinea van voorgaand artikel bedoeld, te handhaven, mits hij daaromtrent zijn wil uitdrukkelijk te kennen geve in het exploit van dagvaarding. Alsdan zijn de eigenaar en de vruchtgebruiker niet gehouden de derden, wier rechten voorbehouden zijn, in het geding te roepen.

ART. 56.

De vorderingen tot opheffing, tot terug-eisching, of alle andere zakelijke vorderingen, kunnen de onteigening stremmen noch hare gevolgen verhinderen. De rechten der bezwaarvoorders worden op den prijs overgebracht en kunnen tegen den onteigenende niet worden geldend gemaakt.

ART. 57.

S'il n'existe aucune saisie-arrêt ou opposition sur les deniers consignés, le préposé à la caisse des consignations est tenu de remettre aux ayants droit le montant de l'indemnité sur le vu des jugemens et arrêts ainsi que sur la production d'un certificat constatant, suivant le cas :

a) Que l'immeuble ou le droit réel exproprié est libre de toutes charges hypothécaires;

b) Que le bien au profit duquel existait un droit réel supprimé ou celui sur lequel est établie une servitude est libre de toutes charges hypothécaires, ou que ces charges sont restreintes au bien tel qu'il reste subsister dans le patrimoine de l'exproprié.

Lorsque le emploi de l'indemnité est obligatoire à l'égard des tiers, il en est fait mention dans la déclaration de dépôt, et l'agent de la caisse ne peut rembourser l'indemnité que moyennant la justification du emploi accepté par l'expropriant ou l'autorisation de ce dernier. Si l'obligation du emploi n'a pas été mentionnée dans la déclaration de dépôt, l'agent de la caisse est déchargé de toute responsabilité relativement au emploi.

Dans le cas où le contrat de mariage n'indique pas les conditions du emploi, elles sont déterminées dans le jugement réglant l'indemnité, sinon par le président du tribunal sur simple requête présentée par la partie la plus diligente.

A défaut de produire le certificat hypothécaire ou de rapporter mainlevée des saisies-arrêts ou oppositions, et, s'il y a lieu, de justifier de l'acceptation du emploi par l'expropriant, le préposé à la caisse des consignations ne peut vider ses mains que sur une décision de justice. Il en est de même lorsque les droits du propriétaire et de l'usu-

ART. 57.

Zoo er op de in bewaring gestelde gelden geen beslag in de derde hand gelegd of geen verzet gesteld is, is de beambte van de consignatie-kas gehouden het bedrag der schadeloosstelling aan de rechthebbenden uit te keeren, op vertoon van de vonnissen en arresten, alsmede op overlegging van een attest bevestigende volgens het geval :

a) Dat het onteigend onroerend goed of het onteigend zakelijk recht vrij is van alle hypotheecaire lasten;

b) Dat het goed ten welks behoefte een afgeschaft zakelijk recht bestond of dat waarop eene erfdienstbaarheid gevestigd is, vrij is van alle hypotheecaire lasten, of dat die lasten beperkt zijn tot het goed zooals het tot het vermogen van den onteigende blijft behooren.

Zoo de wederbelegging der schadeloosstelling verplichtend is ten opzichte van derden, wordt daarvan melding gemaakt in de verklaring van inbewaargeving en de agent der kas mag de schadeloosstelling alleen uitkeeren mits bewijs van de door den onteigenende aangenomen wederbelegging, of mits eene door hem gegeven machtiging. Zoo de verplichting tot wederbelegging niet vermeld werd in de verklaring van inbewaargeving, is, wat aangaat de wederbelegging, de agent der kas van alle aansprakelijkheid ontlast.

Wanneer het huwelijkskontraat niet aanduidt onder welke voorwaarden de wederbelegging moet geschieden, worden die voorwaarden vastgesteld in het vonnis tot bepaling van de schadeloosstelling, zoo niet door den voorzitter der rechtbank op enkel verzoekschrift door de meest gereede partij ingediend.

Zoo geen hypotheecair attest overgelegd of geene handlichting van beslagneming in de derde hand of verzet ingebracht wordt, en zoo, waar het past, het bewijs van de door den onteigenende aangenomen wederbelegging niet geleverd wordt, mag de beambte der consignatie-kas niets uit handen geven dan alleen krachtens eene rechterlijke

fruitier ne sont pas réglés par le jugement qui a ordonné la consignation.

ART. 58.

Le créancier qui, par le résultat d'un ordre ouvert pour la distribution de l'indemnité, n'obtient pas collocation utile pour la totalité de sa créance, ne peut, pour cause de morcellement de son hypothèque ou de division de son capital, exiger le remboursement du surplus de sa créance si elle n'est d'ailleurs exigible en vertu de son titre ou pour tout autre motif.

ART. 59.

Lorsque, en vertu de la disposition portée au 2^o du 2^e alinéa de l'article premier, des poursuites sont introduites contre des possesseurs de droits réels ou personnels, elles sont exercées dans la même forme que celles dirigées contre les propriétaires et usufruitiers.

L'assignation dont il s'agit à l'article 55 est valablement donnée aux bénéficiaires apparents des droits à supprimer.

§ 2. — *De la procédure d'urgence.*

ART. 60.

S'il y a urgence de prendre possession des immeubles à exproprier, de supprimer l'un des droits visés au 2^o du 2^e alinéa de l'article premier ou d'exercer une servitude, l'urgence est spécialement décrétée par un arrêté royal.

L'arrêté énonce les motifs de l'urgence. Il est déposé et l'annonce du dépôt est affichée et insérée dans les journaux conformément aux prescriptions de l'article 34; il est justifié de l'accomplissement de ces formalités ainsi qu'il est dit au même article.

beslissing. Hetzelfde geldt wanneer de rechten van den eigenaar en den vruchtgebruiker niet geregeld zijn door het vonnis waarbij de inbewaarestelling werd bevolen.

ART. 58.

De schuldeischer die, ten gevolge van eene voor de uitdeeling der schadeloosstelling geopende regeling van voorrang, niet in aanmerking komt voor het algeheele zijner schuldvordering, kan niet, om reden van verbrokkeling zijner hypotheek of verdeling van zijn kapitaal, de uitkeering van het overschot zijner schuldvordering eischen, indien, daarbij, krachtens zijn titel of om eenige andere reden, die uitkeering niet eischbaar is.

ART. 59.

Wanneer, krachtens het bepaalde in 2^o van de 2^{de} alinea van artikel één, vorderingen worden ingeleid tegen bezitters van zakelijke of persoonlijke rechten, worden die vorderingen op dezelfde wijze gedaan als die tegen eigenaars en vruchtgebruikers ingespannen.

De in artikel 55 bedoelde dagvaarding is geldig gegeven aan hen die blijkbaar de af te schaffen rechten genieten.

§ 2. — *Van de rechtspleging bij dringendheid.*

ART. 60.

Wanneer de inbezitneming der te onteigenen onroerende goederen, de afschaffing van een der in 2^o der 2^{de} alinea van artikel één bedoelde rechten of het vestigen eener erfdienstbaarheid, spoedeischend is, wordt de dringendheid in het bijzonder bij koninklijk besluit verklaard.

Het besluit geeft de redenen der dringendheid op. Het wordt nedergelegd en de aankondiging der nederlegging aangeplakt en in de bladen opgenomen overeenkomstig het bepaalde in artikel 34; van de vervulling dier formaliteiten wordt bewijs gegeven zooals in hetzelfde artikel is gezegd.

ART. 61.

Lorsque l'urgence est décrétée avant l'introduction des poursuites en expropriation, l'assignation dont il s'agit à l'article 53 contient la notification de l'arrêté décrétant l'urgence et énonce les sommes offertes par l'expropriant à titre d'indemnité provisoire.

Le délai de l'assignation est de huitaine.

ART. 62.

Le propriétaire et l'usufruitier sont tenus d'appeler au règlement de l'indemnité provisoire les tiers visés à l'article 54, faute de quoi ils restent seuls chargés envers eux du préjudice résultant de leur non-intervention. Ils peuvent faire cet appel par lettre recommandée à la poste. La remise de la lettre à la poste vaut notification à compter du surlendemain de cette remise.

Les indemnités provisoires des tiers intéressés, ainsi appelés ou intervenant d'office, sont réglées en la même forme que celles dues au propriétaire et à l'usufruitier. L'intervention des tiers intéressés, quels qu'ils soient, n'est plus recevable après la clôture du procès-verbal des experts.

ART. 63.

Au jour fixé, les expropriés et les tiers intéressés appelés ou intervenant d'office sont tenus de déclarer les sommes dont ils demandent la consignation avant l'envoi en possession. Faute par eux de comparaître, il est procédé en leur absence.

ART. 64.

Si le tribunal décide que les formalités prescrites par la loi ont été observées et qu'il

ART. 61.

Wanneer de dringendheid verklaard is vóór het inleiden van de vordering tot onteigening, bevat de in artikel 53 bedoelde dagvaarding, beteekening van het besluit waarbij de dringendheid is verklaard, en vermeldt zij de door den onteigenende als voorloopige schadeloosstelling aangeboden sommen.

De termijn van dagvaarding bedraagt acht dagen.

ART. 62.

De eigenaar en de vruchtgebruiker zijn gehouden de onder artikel 54 bedoelde derden op te roepen, tot het regelen van de voorloopige schadeloosstelling; zooniet blijven zij alleen aansprakelijk jegens hen voor de schade door hunne niet-tusschenkomst veroorzaakt. Die oproeping mag bij eenen ter post aangeteekenden brief geschieden. De bezorging van den brief ter post geldt voor beteekening, te beginnen met den tweeden dag na die bezorging.

De voorloopige schadeloosstellingen van de aldus opgeroepen of uit eigen beweging opgetreden derde belanghebbenden, worden geregeld op dezelfde wijze als de aan den eigenaar en den vruchtgebruiker verschuldigde. De tusschenkomst van de derde belanghebbenden, wie zij zijn, is niet meer ontvankelijk na het sluiten van het proces-verbaal der deskundigen.

ART. 63.

Op den bepaalden dag moeten de onteigenden, de opgeroepen of uit eigen beweging opkomende derde belanghebbenden, de bedragen opgeven waarvan zij de inbewaaringstelling, vóór de inbezitstelling, aanvragen. Verschijnen zij niet, dan wordt in hunne afwezigheid gehandeld.

ART. 64.

Indien de rechtbank beslist dat de door de wet voorgeschreven formaliteiten werden

se trouve dans l'impossibilité de déterminer immédiatement le montant de l'indemnité définitive, il ordonne, lors même qu'il y aurait entente sur le chiffre de l'indemnité provisoire, la visite des immeubles par trois experts à désigner sur-le-champ et de commun accord par les parties, sinon d'office.

ART. 65.

Le greffier du tribunal notifie immédiatement aux experts leur nomination, par lettre recommandée à la poste, avec indication des lieu, jour et heure de l'expertise. Pareille notification est faite par le greffier aux parties qui n'ont pas comparu sur l'assignation dont il s'agit à l'article 61.

Le tribunal commet un juge pour se rendre sur les lieux avec le greffier et les experts, recevoir, le cas échéant, le serment de ceux-ci, prendre leur avis sur la valeur des immeubles ou des droits à exproprier, recueillir tous renseignements propres à déterminer tant cette valeur que les indemnités dues à l'exproprié, et faire dresser par les experts un procès-verbal descriptif des biens, aussi précis que possible, contenant toutes les indications de nature à éclairer la religion du tribunal. Cette opération doit être terminée et le procès-verbal remis au greffe dans les quinze jours de la date à partir de laquelle le jugement n'est plus susceptible d'appel.

Dans les cinq jours de cette remise, le tribunal, s'il se croit suffisamment éclairé, fixe le chiffre de l'indemnité définitive, sinon il constate l'accord des parties au sujet de la somme à consigner à titre d'indemnité provisoire, ou bien, à défaut d'entente, il détermine le montant de celle-ci.

Le jugement constatant ou fixant l'indemnité provisoire est réputé contradictoire à

vervuld en zij in de onmogelijkheid verkeert aanstonds het bedrag der definitieve schadevergoeding te bepalen, beveelt zij, zelfs wanneer men het eens is omtrent het cijfer der voorloopige schadevergoeding, de bezichtiging der onroerende goederen door drie deskundigen, op staanden voet en in gemeen overleg door partijen, of anders ambtshalve, aan te wijzen.

ART. 65.

Door den griffier der rechtbank wordt aan de deskundigen dadelijk hunne benoeming beteeuend bij eenen ter post aangezekenden brief, met opgave van tijd en plaats der schatting. Dergelijke beteeuening wordt door den griffier gedaan aan de partijen die niet verschenen zijn op de in artikel 61 bedoelde dagvaarding.

De rechtbank stelt een rechter aan om zich ter plaatse te begeven, vergezeld van den griffier en de deskundigen, om, des noodig, dezer eed af te nemen, hun advies in te winnen omtrent de waarde der te onteigenen onroerende goederen of rechten, alle inlichtingen te verzamelen die tot nadere bepaling zoo van die waarde als van den aan den onteigende verschuldigde schadevergoeding, en door de deskundigen een proces-verbaal te doen opmaken tot beschrijving der goederen, zoo nauwkeurig mogelijk, met al de opgaven die van aard zijn om de rechtbank voor te lichten. Die verrichting moet volbracht en het proces-verbaal ter griffie overgelegd zijn binnen vijftien dagen na den dag waarop het vonnis niet meer voor hooger beroep vatbaar is.

Binnen vijf dagen na die overlegging bepaalt de rechtbank, indien zij meent voldoende ingelicht te zijn, het bedrag der definitieve schadevergoeding; zo niet stelt zij de eenparigheid vast van partijen aangaande de als voorloopige schadevergoeding in consignatie te brengen som, of, zoo de partijen het niet eens zijn, bepaalt zij het cijfer ervan.

Het vonnis tot bevestiging of tot bepaling der voorloopige schadevergoeding, is geacht

l'égard de l'exproprié et il n'est susceptible ni d'opposition ni d'appel.

ART. 66.

S'il le juge nécessaire, le tribunal peut, dans les cinq jours de la remise du rapport des experts, ordonner qu'il sera procédé à une expertise supplémentaire. Cette opération doit être terminée et le procès-verbal remis au greffe dans les quinze jours du jugement qui l'a ordonnée. Il est ensuite statué par le tribunal conformément aux dispositions du 3^e alinéa de l'article 65.

S'il existe des circonstances spéciales, le tribunal peut augmenter le délai de quinze jours fixé pour la remise tant du premier que du second procès-verbal d'expertise, ainsi que le délai de cinq jours imparti au tribunal pour la fixation de l'indemnité. Ces délais réunis ne pourront, en aucun cas, excéder trente jours.

ART. 67.

Aucun émolument ne sera alloué aux experts s'ils n'ont terminé leurs opérations dans le délai fixé, à moins qu'ils n'établissent devant le tribunal que le retard ne leur est pas imputable.

ART. 68.

Si la procédure d'urgence est décrétée après le jugement déclarant les formalités accomplies, l'assignation contenant notification du décret d'urgence et de la somme offerte à titre d'indemnité provisoire est donnée à huitaine aux expropriés et aux tiers intéressés qui sont intervenus dans l'instance.

Au jour fixé, le tribunal ordonne aux experts, tant en l'absence qu'en la présence des parties, de se rendre sur les lieux avec

tegensprakelijk te zijn, ten aanzien van den onteigende, en het is voor verzet noch hooger beroep vatbaar.

ART. 66.

Wanneer zij het noodig oordeelt mag de rechtbank, binnen vijf dagen na de overlegging van het verslag der deskundigen, bevelen dat eene aanvullende schatting zal plaats grijpen. Die verrichting moet volbracht en het proces-verbaal ter griffie overgelegd zijn, binnen vijftien dagen na het vonnis waarbij zij bevolen werd. Vervolgens doet de rechtbank uitspraak overeenkomstig het bepaalde onder de 3^{de} alinea van artikel 65.

Zoo bijzondere omstandigheden voorhanden zijn, mag de rechtbank den termijn van vijftien dagen verlengen bepaald voor het overleggen zoo van het eerste als van het tweede proces-verbaal van schatting, alsmede den termijn van vijf dagen aan de rechtbank toegestaan om de schadeloosstelling te bepalen. Die uitstellen mogen nochtans, in geen geval, samen meer dan dertig dagen bedragen.

ART. 67.

Geen loon wordt aan de deskundigen toegekend indien zij hunne werkzaamheden niet binnen den bepaalden tijd hebben volbracht, tenzij zij vóór de rechtbank bewijzen dat de vertraging niet hun te wijten is.

ART. 68.

Wanneer tot rechtspleging bij dringendheid besloten is na het vonnis verklarende dat de formaliteiten werden vervuld, wordt de dagvaarding bevattende de beteekening van de beslissing van dringendheid en van het bedrag, als voorloopige schadeloosstelling aangeboden, voor binnen acht dagen gegeven aan de onteigenden en aan de derde belanghebbende die in het geding zijn opgetreden.

Op den aangewezen dag, gelast de rechtbank aan de deskundigen, zoo bij aanwezigheid als bij afwezigheid van partijen, zich

le juge-commissaire et le greffier. Il est ensuite procédé ainsi qu'il est dit aux articles 65 et 66.

ART. 69.

Si la poursuite en expropriation se rapporte à une propriété bâtie, le tribunal peut déclarer, dans le jugement qui fixe le montant de l'indemnité définitive ou provisoire, que la prise de possession n'aura lieu qu'après l'expiration d'un délai qu'il fixe et qui ne peut excéder deux mois à partir du prononcé.

Si le tribunal n'a pas fait usage de cette faculté, le délai peut encore être fixé par ordonnance du président rendue sur requête; cette ordonnance est notifiée à l'expropriant.

ART. 70.

L'indemnité provisoire est versée à la caisse des consignations et, le cas échéant, il est fait mention dans la déclaration de dépôt du délai fixé en exécution de l'article 69. L'indemnité est remise aux ayants droit conformément aux prescriptions de l'article 57, sans attendre le règlement définitif.

ART. 71.

Sur le vu de la déclaration de dépôt, le président du tribunal ordonne l'envoi en possession par décision rendue sur requête.

Cette ordonnance est exécutoire provisoirement, nonobstant opposition ou appel, et sans caution, soit immédiatement, soit à l'expiration du délai qui aurait été fixé conformément à l'article 69.

ART. 72.

Immédiatement après le jugement constant ou fixant le chiffre de l'indemnité pro-

ter plaatse te begeven met den rechter-commissaris en den griffier. Verder wordt er gehandeld overeenkomstig artikelen 65 en 66.

ART. 69.

Indien de vordering tot onteigening op een bebouwd en eigendom betrekking heeft, dan mag, in het vonnis tot bepaling der definitieve of voorloopige schadeloosstelling, de rechtbank verklaren dat de inbezitneming slechts gebeuren zal na afloop van eenen termijn dien zij vaststelt en die niet meer dan twee maanden, te rekenen van de uitspraak, mag bedragen.

Maakt de rechtbank geen gebruik van dit vermogen, dan mag de termijn nog worden bepaald bij een bevel van den voorzitter op verzoek gegeven; dit bevel wordt aan den onteigenende beteekend.

ART. 70.

De voorloopige schadeloosstelling wordt in de consignatie-kas gestort, en zoo het pas geeft, wordt in de verklaring van inbewaringgeving melding gemaakt van den in uitvoering van artikel 69 bepaalden termijn. De schadeloosstelling wordt aan de rechthebbers uitbetaald, overeenkomstig het bepaalde in artikel 57, zonder de eindregeling af te wachten.

ART. 71.

Op vertoon van het bewijs van nederlegging beveelt de voorzitter van de rechtbank, bij op verzoek gegeven beslissing, de inbezitstelling.

Die beslissing is, niettegenstaande verzet of hooger beroep en zonder borgstelling, voorloopig uitvoerbaar, hetzij dadelijk, hetzij na afloop van den termijn, die overeenkomstig artikel 69 zou bepaald zijn.

ART. 72.

Dadelijk na het vonnis tot bevestiging of bepaling van het bedrag der voorloopige

visoire, il est procédé à l'évaluation définitive d'après les règles tracées au § 1^{er} du présent titre, par les experts et le juge-commissaire qui ont été assumés dans la procédure d'urgence.

ART. 73.

Si l'indemnité définitive est supérieure à la somme qui a été déterminée provisoirement, le supplément est consigné dans la quinzaine de la signification du jugement définitif; à défaut, l'exproprié peut faire suspendre les travaux.

La consignation comprend, outre le principal, une somme représentant l'intérêt de l'indemnité supplémentaire, au taux fixé par le tribunal, à partir du jour où l'ordonnance d'envoi en possession est exécutoire ainsi qu'il est dit à l'article 71.

Si l'indemnité définitive est inférieure à l'indemnité provisoire, la différence est restituée dans le mois du jugement visé au premier alinéa du présent article.

§ 3. — *De la compétence et du ressort.*

ART. 74.

Les tribunaux de première instance connaissent des instances en expropriation pour cause d'utilité publique.

ART. 75.

Toute demande en matière d'expropriation pour cause d'utilité publique est soumise, pour la détermination du ressort, aux dispositions des articles 33, 34 et 35 de la loi du 25 mars 1876.

Néanmoins tout jugement en cette matière suit, pour la recevabilité de l'appel, le sort de la demande principale, en tant qu'il statue sur l'accomplissement des formalités prescrites par la loi.

schadeloosstelling, wordt, overeenkomstig de in § 1 van dezen titel geschreven regelen, overgegaan tot definitieve schatting door de deskundigen en den rechter-commissaris, die in de rechtspleging bij dringendheid aangeesteld werden.

ART. 73.

Indien de definitieve schadeloosstelling het voorloopig vastgestelde bedrag te boven gaat, wordt het verschil in consignatie gebracht binnen vijftien dagen na de betekening van het eindvonnis; zooniet mag de onteigende het werk doen schorsen.

De consignatie omvat, behalve de hoofdsom, eene som voor den interest van de aanvullende schadeloosstelling, berekend op de door de rechtbank bepaalde voet, met ingang van den dag waarop het bevel tot inbezitstelling uitvoerbaar wordt, zooals in artikel 71 is gezegd.

Indien de definitieve schadeloosstelling minder bedraagt dan de voorloopige schadeloosstelling, wordt het verschil binnen eene maand na het in de eerste alinea van dit artikel bedoelde vonnis terugbetaald.

§ 3. — *Van de bevoegdheid en den aanleg.*

ART. 74.

De rechtbanken van eersten aanleg behandelen de vorderingen tot onteigening ten algemeenen nutte.

ART. 75.

Voor elk verzoek in zake onteigening ten algemeenen nutte geldt, tot bepaling van den aanleg, het bepaalde in artikelen 33, 34 en 35 der wet van 25 Maart 1876.

Elk vonnis in deze zaken, in zooverre het uitspraak doet omtrent de vervulling van de bij de wet voorgeschreven formaliteiten, volgt echter, voor de ontvankelijkheid in hooger beroep, hetzelfde lot als de hoofdvordering.

§ 4. — *Des frais et dépens.*

ART. 76.

Les frais et dépens de première instance, y compris ceux de consignation, d'envoi en possession et de retrait des sommes consignées, sont supportés par la partie expropriante; il en est de même des frais et dépens de l'instance d'appel, à moins que l'appel n'ait été interjeté par l'exproprié et que celui-ci ne soit partie succombante.

Dans les deux instances, les frais extraordinaires occasionnés par des mesures ou incidents non justifiés, y compris ceux des exécutoires de dépens, demeurent, comme frais frustratoires, à charge de celui qui les a provoqués.

ART. 77.

Le Gouvernement est autorisé à tarifier par arrêté royal les droits et honoraires des avoués et des experts en matière d'expropriation pour cause d'utilité publique.

TITRE IV.

De la rétrocession.

ART. 78.

Si les immeubles acquis pour cause d'utilité publique ne reçoivent pas cette destination, un avis affiché dans la forme usitée pour les publications officielles fait connaître les biens que l'expropriant est dans le cas de revendre. Dans les trois mois de la publication, les anciens propriétaires qui veulent réacquérir ces biens sont tenus de le déclarer, à peine de déchéance.

A défaut par l'expropriant de publier cet avis, les anciens propriétaires ou leurs ayants droit peuvent demander la remise des dits immeubles; cette remise est ordonnée en justice sur la déclaration de l'expro-

§ 4. — *Van de kosten en verschotten.*

ART. 76.

De kosten en verschotten van eersten aanleg, daarinbegrepen die van consignatie, inbezitstelling en terugneming van de in bewaring gestelde sommen, worden gedragen door de onteigenende partij; zoo ook de kosten en verschotten van het hooger beroep, tenzij het door den onteigende ingesteld en door hem verloren wordt.

In de twee aanleggen, blijven de buitengewone kosten, veroorzaakt door niet gewettigde maatregelen of tusschengeschillen, met inbegrip van die tot betaalbaarstelling der verschotten, als doellooze kosten, ten laste van hem die ze heeft uitgelokt.

ART. 77.

Aan de Regeering is machtiging verleend om, bij een koninklijk besluit, een tarief te stellen voor de rechten en het loon van de pleitbezorgers en deskundigen, in zake onteigening ten algemeenen nutte.

TITEL IV.

Van de wederoverdracht.

ART. 78.

Zoo de onroerende goederen, ten algemeenen nutte verkregen, niet tot die bestemming gebruikt worden, zal bij een bericht, aangeplakt op de voor ambtelijke kennisgevingen gebruikelijke wijze, bekend gemaakt worden welke onroerende goederen de onteigenende in de gelegenheid is weder te verkoopen. Binnen drie maanden na die bekendmaking zijn de vroegere eigenaars, welke die goederen zouden willen terugkopen, gehouden dit te verklaren, op straf van verval.

Blijft de onteigenende in gebreke die bekendmaking te doen, dan mogen de vroegere eigenaars of hunne rechthebbers de teruggave der onroerende goederen vragen; die teruggave wordt in rechte bevolen op de

priant qu'ils ne sont plus destinés à servir aux travaux en vue desquels ils avaient été acquis.

ART. 79.

Les provinces, communes et établissements publics peuvent rétrocéder les immeubles dont il s'agit par contrat amiable, sinon par convention d'arbitrage dans les formes prescrites ci-avant, moyennant les autorisations requises pour les aliénations. Le Ministre des Finances et des Travaux publics peut faire les mêmes contrats relativement aux biens de l'État.

A défaut d'entente, le prix est fixé par le tribunal de première instance de la situation des immeubles.

Le prix ne peut, en aucun cas, excéder le montant de l'indemnité, déduction faite des sommes allouées à titre de frais de remploi et d'intérêts d'attente.

ART. 80.

Les dispositions portées aux articles 78 et 79 sont applicables en cas d'établissement d'une servitude.

TITRE V.

Des exemptions d'impôts.

ART. 81.

Sont exempts des droits de timbre, d'enregistrement, de greffe et d'hypothèque tous actes, jugements et arrêts, exploits, procès-verbaux et rapports, tous certificats, extraits, copies et expéditions relatifs à la transmission et à l'envoi en possession des immeubles et des droits, au règlement, à la consignation et au paiement des indemnités, à l'état hypothécaire des biens, à l'ordre à ouvrir, au report de l'hypothèque sur des immeubles autres que ceux cédés ou expropriés, ainsi qu'à la rétrocession.

verklaring van den onteigenende dat zij niet meer bestemd zijn tot het werk waarvoor zij werden verkregen.

ART. 79.

De provinciën, gemeenten en openbare instellingen mogen die onroerende goederen wederoverdragen bij minnelijk kontrakt, zoo niet bij overeenkomst tot scheidsrechterlijke uitspraak in de hooger omschreven vormen, mits de voor vervreemdingen vereischte machtigingen. De Minister van Financiën en Openbare Werken mag dezelfde kontrakten aangaan betreffende Staatsgoederen.

Wordt men het niet eens, dan wordt de prijs bepaald door de rechtbank van eersten aanleg binnen welker gebied de onroerende goederen gelegen zijn.

In geen geval mag de prijs hooger zijn dan het bedrag der schadeloosstelling, na aftrek der wegens kosten van wederbelegging en wachtinterest verleende sommen.

ART. 80.

De in artikelen 78 en 79 geschreven bepalingen, zijn van toepassing waar het de vestiging eener erfdienstbaarheid geldt.

TITEL V.

Van de ontheffing van belasting.

ART. 81.

Zijn vrij van zegel-, registratie-, griffie- en hypotheekrechten, alle akten, vonnissen en arresten, exploiton, processen-verbaal en verslagen, alle attesten, uittreksels, kopijen en expeditien, rakende de overdracht en de inbezitstelling der onroerende goederen en der rechten, de bepaling, de inbewaringstelling en de uitbetaling der schadeloosstellingen, den hypotheccairen staat der goederen, de te openen regeling van voorrang, de overdracht der hypotheek op andere onroerende goederen dan de afgestane of onteigende, alsmede de wederoverdracht.

L'exemption s'étend aux procurations.

Elle est applicable dans tous les cas prévus à l'article 32 de la présente loi.

TITRE VI.

Dispositions diverses.

ART. 82.

Les huissiers peuvent transmettre par pli recommandé à la poste les exploits à notifier en matière d'expropriation pour cause d'utilité publique. La remise du pli à la poste vaut notification à la partie signifiée à compter du surlendemain de cette remise.

ART. 83.

Les greffiers des cours et tribunaux sont autorisés à délivrer, avant l'enregistrement des arrêts et jugements, les extraits qui sont nécessaires à la liquidation des indemnités.

ART. 84.

Les expropriations prévues par les lois du 1^{er} juillet 1858 et du 15 novembre 1867 sont autorisées conformément à la présente loi, sans préjudice des formalités spéciales d'instruction applicables en matière d'expropriation par zones.

ART. 85.

Les lois du 27 mai 1870, du 17 avril 1858 et du 22 juillet 1895, ainsi que l'article 51 de la loi du 16 septembre 1807, sont abrogés.

ART. 86.

La présente loi sera obligatoire le trentième jour après celui de sa publication.

De ontheffing strekt zich tot de volmachten uit.

Zij is van toepassing op al de bij artikel 32 dezer wet vorziene gevallen.

TITEL VI.

Verschillende bepalingen.

ART. 82.

Door de deurwaarders mogen bij eenen ter post aangeteekenden brief, de in zake onteigening ten algemeene nutte te beteekenen exploiton verzonden worden. De bezorging van den brief ter post geldt als beteekening aan de aangezegde partij, te beginnen met den tweeden dag na die bezorging.

ART. 83.

De griffiers van hoven en rechtbanken mogen, vóór de registratie van arresten en vonnissen, de ter vereffening der schade-loosstelling noodige uittreksels afleveren.

ART. 84.

Tot de onteigeningen voorzien bij de wetten van 1 Juli 1858 en 15 November 1867, wordt machtiging verleend overeenkomstig deze wet, onverminderd de bijzondere formaliteiten van onderzoek, die in zake van onteigening per strooken van toepassing zijn.

ART. 85.

De wetten van 27 Mei 1870, 17 April 1858 en 22 Juli 1895, almede artikel 51 der wet van 16 September 1807, zijn ingetrokken.

ART. 86.

Deze wet is verplichtend den dertigsten dag na dien der bekendmaking.

Disposition transitoire.

Jusqu'au jour où un nouveau tarif aura été décrété en exécution de l'article 77, les droits et honoraires des avoués seront réglés conformément à l'arrêté royal du 19 juillet 1894, et ceux des experts, dans tous les cas prévus à la présente loi, d'après le tarif du 16 février 1807.

Donné à **Lacken**, le 11 février 1903.

Overgangsbepaling.

Tot wanneer, ter uitvoering van artikel 77, een nieuw tarief zal gesteld zijn, worden de rechten en het loon der pleitbezorgers bepaald overeenkomstig het koninklijk besluit van 19 Juli 1894, en die der deskundigen, in al de bij deze wet voorziene gevallen, volgens het tarief van 16 Februari 1807.

Gegeven te **Laken**, den 11^{en} Februari 1903.

LÉOPOLD.

PAR LE ROI :

*Le Ministre des Finances
et des Travaux publics,*

VAN 'S KONINGS WEGE :

*De Minister van Financiën
en Openbare Werken,*

P. DE SMET DE NAEYER.

Le Ministre de la Justice,

De Minister van Justitie.

J. VAN DEN HEUVEL.

